

Guide des sources pour l'étude des grands ensembles

Garges-lès-Gonesse, Sarcelles, Villiers-le-Bel

1950-1980

Dominique Lefrançois



Etude réalisée avec le soutien de la Direction Régionale des Affaires Culturelles
d'Ile-de-France

PREFACE

Depuis 2001, la communauté d'agglomération Val de France est forte de l'association des quatre communes du Val-d'Oise que sont Sarcelles, Villiers-le-Bel, Arnouville-lès-Gonesse et Garges-lès-Gonesse. Elle concerne cent quarante mille habitants.

Qu'ils résident au «village », dans un ancien lotissement pavillonnaire ou dans «un grand ensemble», nombre d'habitants de Val de France ont un rapport au patrimoine et à l'histoire de leur ville qui s'inscrit souvent et presque exclusivement dans le regard qu'ils portent sur leur quartier.

Aussi, il est apparu nécessaire aux élus communautaires de s'investir dans le champ culturel, au-delà de la simple gestion des équipements transférés et, en particulier, de s'intéresser au patrimoine naturel, historique, architectural et urbanistique des communes membres de la communauté d'agglomération. A cet effet une Mission Mémoire et Identités en Val de France (MMIV) a été initiée et son pilotage confié à madame Catherine Roth, ethnologue.

Le développement des villes de Val de France a été fortement marqué dès les années 1950 par la réalisation des grands ensembles immobiliers : à Sarcelles, certes, mais aussi à Garges-lès-Gonesse et à Villiers-le-Bel. Nous avons donc estimé que la Mission Mémoire et Identités en Val de France se devait, dans un premier temps et prioritairement, de s'investir sur cette thématique en relation, bien entendu, avec les associations, établissements scolaires, et tous les acteurs locaux intéressés.

Ce choix étant arrêté, dans le cadre du plan de travail mis au point par la Mission Mémoires et Identités en Val de France, la constitution d'un guide des sources des grands ensembles de Sarcelles, Garges-lès-Gonesse et Villiers-le-Bel pour la période 1950-1980, s'est dès lors imposée. Madame Dominique Lefrançois, urbaniste, a été sollicitée pour mener à bien cette tâche, à la fois vaste et délicate.

Aujourd'hui, elle nous propose un document fort bien documenté qui, conformément à notre attente, part des sources locales (repérées avec la collaboration du personnel des services municipaux d'archives concernés : mesdames et messieurs Goncalves, Sindres, Ratel et Billé) pour se clore sur l'indication de pistes extérieures susceptibles d'enrichir notre arsenal documentaire sur les grands ensembles de Val de France et donc aider la MMIV dans ses recherches sur le territoire.

Nous remercions l'ensemble des personnalités ayant accepté d'assurer le Conseil Scientifique constitué pour l'élaboration de ce guide et la Direction Régionale des Affaires Culturelles d'Ile-de-France pour son soutien.

Merci à Annie Fourcaut, directeur du Centre d'histoire sociale du XXème siècle, Marie-Hélène Peltier, directeur des Archives départementales du Val d'Oise, David Peyceré, responsable des archives de l'Institut français d'architecture, Gwenaëlle Legoullon, chercheur au centre d'histoire sociale du XXème siècle, François Faraut, conseiller à l'ethnologie à la DRAC Ile-de-France, pour l'intérêt qu'elles et ils portent au travail de la Mission Mémoires et Identités en Val de France.

Dominique Strauss-Kahn
Président de la communauté
d'agglomération Val de France

Maurice Bonnard
Vice-Président de Val de France
chargé de la Culture et du Patrimoine

AVANT-PROPOS

La tâche est immense pour repérer, conserver, inventorier les archives des grands ensembles. Dispersés en de multiples lieux, souvent difficiles d'accès, les fonds sont ici pléthoriques, ailleurs lacunaires. Les archives nationales détiennent un volume considérable de documents, tandis que les sources conservées par les associations sont encore pour l'essentiel à localiser. Les services d'archives municipales sont de création trop récente dans les villes de Val de France pour avoir pu mener à terme le traitement des fonds, notamment ceux des services techniques et d'urbanisme.

Et pourtant ces sources sont incontournables pour pouvoir écrire l'histoire des grands ensembles dans toutes ses dimensions. La mémoire des habitants doit être croisée avec celles des architectes, des bailleurs, des constructeurs, des élus, des travailleurs sociaux, des responsables associatifs et de tous les acteurs qui ont participé à cette épopée urbaine. Cette approche plurielle s'impose tout particulièrement pour la MMIV, dont l'objet est d'œuvrer dans le champ culturel.

Un état des lieux sur la question s'est donc imposé comme un préalable, pour localiser les ressources documentaires nécessaires aux actions de la MMIV mais aussi pour mettre ces informations à disposition de tous les acteurs qui oeuvrent dans le champ de la mémoire et du patrimoine dans les villes de Val de France, dans un souci de mutualisation et de mise en réseau. Nous espérons que ce travail intéressera aussi les chercheurs et les étudiants, et les encouragera à se pencher sur les grands ensembles de Val de France.

Cette étude ne constitue qu'une première étape, et elle pourra être complétée au fur et à mesure de l'avancement des travaux des archivistes et des chercheurs. La ville de Garges-lès-Gonesse a notamment programmé une vacation pour poursuivre le traitement de ses archives sur les grands ensembles, et de nouvelles données seront disponibles dès 2006.

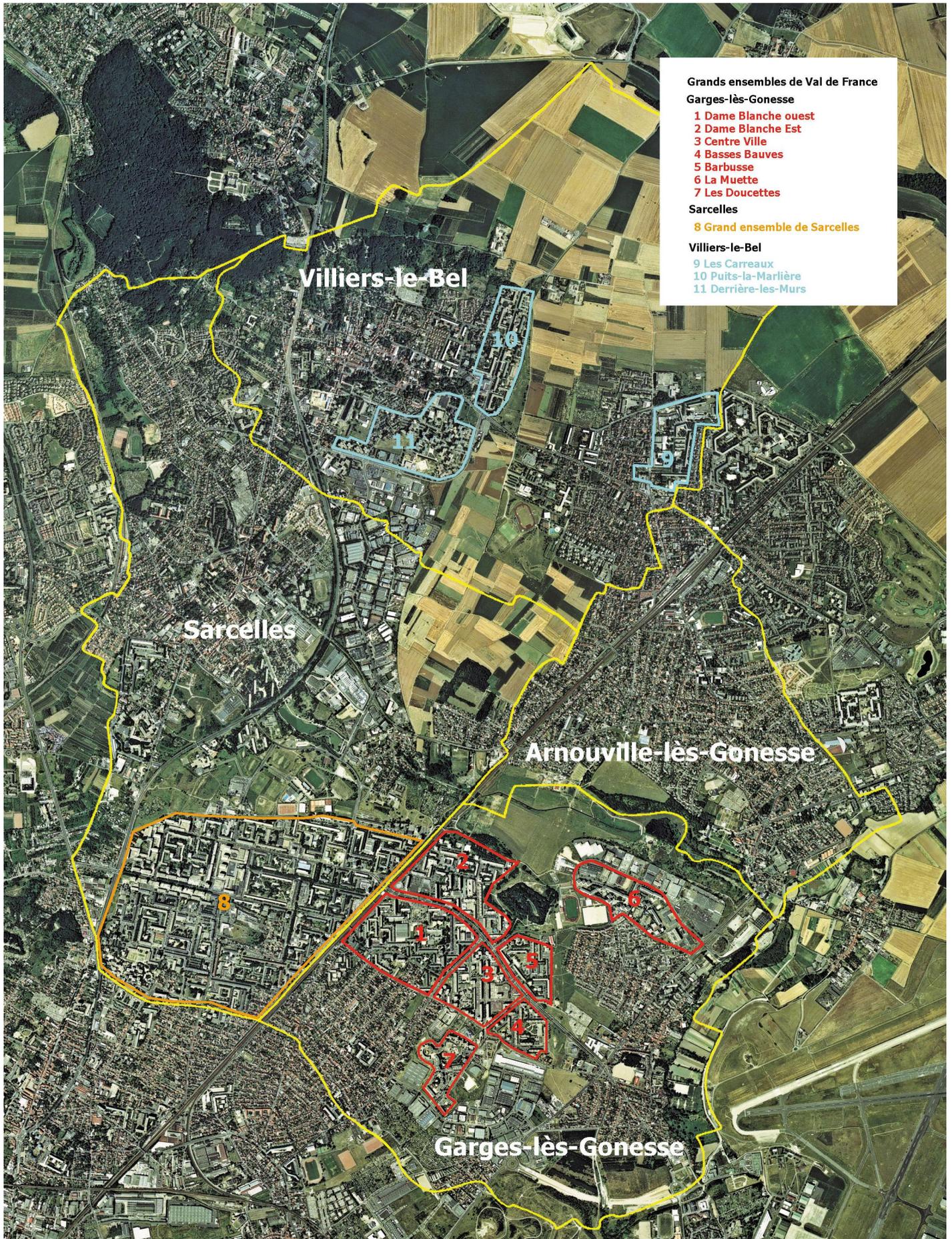
C'est pourquoi ce guide a été publié sous une forme réactualisable : une version numérique, disponible sur le site Internet de Val de France (www.agglo-valdefrance.fr/mission_vdf.asp) et une version ronéotypée, diffusée dans les principaux sites intéressés (bibliothèques et archives municipales de Val de France, centres d'archives contactés pour l'étude, centres de recherches). Nous invitons tous ceux qui pourraient nous aider à enrichir ce travail à nous faire part de leurs informations.

Parallèlement à la réalisation de ce guide des sources, la MMIV a initié la construction de deux autres outils pour la recherche et l'action culturelle : un répertoire des références bibliographiques sur les villes de Val de France, ainsi qu'un répertoire des acteurs et des ressources Mémoires, identités et patrimoine dans les communes de Val de France. Disponibles à la fin de l'année 2005, ils feront l'objet des mêmes modalités de diffusion que ce guide. Les lecteurs pourront s'y référer pour trouver des informations complémentaires.

Ces outils ne remplaceront pas la consultation des instruments de recherche disponibles dans les centres d'archives, qui demeurent au cœur de tout travail sur les sources.

Catherine Roth

Mission Mémoires et Identités en Val de France



1. INTRODUCTION

1.1 AVANT-PROPOS

Objectifs et contexte

Ce guide réalisé dans le cadre de la mission Mémoires et Identités en Val de France participe des travaux menés par cette dernière sur l'histoire des communes de Val de France. A l'échelle nationale, le programme de recherche *Relire la ville des trente glorieuses. Faire l'histoire des grands ensembles*, engagé en 1999 par le Centre d'histoire sociale du XX^e siècle et la Délégation Interministérielle à la Ville¹, témoigne d'un intérêt nouveau pour l'histoire des grands ensembles qui, jusqu'ici, avait été peu investie par la communauté scientifique. Quelques recherches phares menées à la fin des années 1980², un programme de recherches lancé en 1994 sous la double tutelle du ministère de la Culture et du ministère de l'Équipement sur le thème de la « patrimonialisation des grands ensembles »³, avaient souligné une méconnaissance de la production architecturale et urbaine des Trente Glorieuses, et la nécessité d'en constituer l'histoire, susceptible en retour d'alimenter les projets des réhabilitations en cours. Nombre d'actions initiées dans le cadre de la politique de la ville (à Garges-lès-Gonesse notamment) s'étaient, elles, auparavant, attachées à scruter la mémoire des lieux.

Ce guide, qui entend nourrir le travail de recherche, l'action archivistique, culturelle ou urbanistique, s'adresse donc à un public des plus larges. Il a pour ambition d'identifier et de localiser les différentes sources de l'histoire des grands ensembles, dont la première particularité est leur abondance. Les sources des grands ensembles, en outre, sont loin d'être toujours bien identifiées. Aussi ce guide doit-il être vu comme une simple étape dans le repérage des fonds, notamment communaux, dont l'intérêt est trop souvent sous-estimé. Les sources qui, d'une manière générale, prennent leur valeur du croisement avec d'autres sources, sont en outre dispersées. Plutôt que de fournir une description détaillée des fonds, ce guide s'attache à en montrer la diversité. Car le grand ensemble, production étatique par excellence, n'en est pas moins, comme toute production urbanistique, le fruit d'une multitude d'acteurs, dont le guide, à défaut de pouvoir tous les appréhender, tente d'en souligner l'existence. Le rôle des communes jusqu'ici occulté, a pu être mis en évidence récemment : la commune du Havre, par exemple, a contribué à adapter le projet de l'architecte en chef imposé par le Ministère aux desiderata et à la réalité locale ; la commune de Valenciennes est parvenu à mettre fin au projet de ZUP projeté sur son territoire. Un autre acteur d'intérêt est le monde de la recherche, pour lequel les périphéries urbaines nouvelles s'offrent comme des champs d'investigation privilégiés : la sociologie, notamment, qui émerge dans les années 1950, la théorie et l'histoire de l'architecture dans les années 70, soit deux disciplines qui se construisent en même temps que les grands ensembles. Par-delà les médias, dont le regard a pu modeler la perception sur le bâti, l'on retiendra le point de vue, aujourd'hui collecté par des campagnes de mémoire orales, d'habitants, ou d'autres individus : fonctionnaires livrant une parole que dans l'administration l'on ne s'autorise pas par écrit ou professionnels de l'urbanisme dont l'activité et la culture relèvent beaucoup de l'oral. La variété des regards nous incite donc à penser la source, elle-même, dans toute sa diversité. La photographie, susceptible de servir les actions culturelles menées aujourd'hui, a

¹ Sous la direction d'Annie Fourcaut.

² VAYSSIERE (Bruno), *Reconstruction, déconstruction, le hard-french ou l'architecture des trente glorieuses*, Picard, Paris, 1988.

³ Sous la direction de Bruno Vayssière, Université de Paris XII, Institut d'Urbanisme de Paris, Institut Français d'Architecture

une grande place dans ce guide. Avec la mémoire orale, longtemps négligée par les historiens, ce matériau, aujourd'hui reconnu au rang d'archive, acquiert toute sa pertinence pour le sujet de ce guide. Le bâti, qui appartient au domaine du visible, fait l'objet de nombreux clichés, d'autant plus intéressants à rapporter que l'angle de vue diffère d'un fonds à l'autre.

Champ thématique

La notion de grand ensemble est floue. Le terme de « grand ensemble », apparu dans les années 1930, a été progressivement adopté pour désigner ce qui apparaissait dans les années 1950 comme une forme d'architecture et d'urbanisme totalement nouvelle : des tours et des barres comportant un nombre élevé de logements. Le grand ensemble correspond aussi à une politique de logement lancée par l'Etat ; il peut donc être également défini par un programme et un type de financement - des logements sociaux - mais aussi, ce que l'on a coutume d'oublier, des équipements. Ces derniers ont parfois été envisagés à l'étape des premières esquisses d'une doctrine qui s'élabore dans le temps, ou bien ont pu voir le jour plus tardivement, à l'issue de la mobilisation d'habitants ou d'élus... Par ailleurs, le grand ensemble constitue la zone habitée de la ville fonctionnaliste, promouvant la séparation des fonctions, logement, travail, circulation, loisir. Séparées les unes des autres, les différentes zones de la ville des trente glorieuses n'en sont pas moins étroitement liées, la politique du logement s'inscrivant dans le cadre plus large de la reconstruction industrielle et de l'aménagement du territoire, ce qui implique l'exploration, par-delà ceux ayant spécifiquement trait au seul logement, d'un très grand nombre de documents.

Fourchette chronologique

La période retenue est celle relative à la production des grands ensembles, dont l'histoire reste encore méconnue, car les travaux menés à ce jour se sont le plus souvent centrés sur l'actualité des banlieues. L'objet de l'étude peut être délimité, sur le plan juridique, par quelques dates ou procédures : le plan Courant (1953) qui marque le lancement de la production de masse - l'objectif à cette date est de construire 240 000 logements par an - ; la loi-cadre de 1957 qui institue les programmes de construction pluriannuels et les ZUP, destinées à corriger les insuffisances des grands ensembles en les dotant d'équipements ; la circulaire Guichard en 1973 marquant l'arrêt de la production. Mais la construction de cette nouvelle forme d'habitat s'expérimente sur le terrain avant les procédures et le lancement de la doctrine officielle. Les programmes de logements se poursuivront après 1973. Aussi, la fourchette chronologique a été grossièrement circonscrite aux années 1950-1980. La période de la politique de la ville instituée en 1981, mais qui s'expérimente bien avant, compte tenu de l'intérêt à faire l'histoire d'une époque et d'un bâti aujourd'hui stigmatisés, a été exclue du champ d'investigation, que les lois de décentralisation tendraient, en outre, à complexifier.

Plan

Le guide fait l'objet d'une présentation par fonds, mettant en avant les organismes producteurs, plutôt que les lieux les conservant. Les fonds, organisés par types d'acteurs, sont ainsi considérés de manière à mettre en avant la logique de production. Aux fonds des différents échelons de la maîtrise d'ouvrage publique, les communes, l'Etat dans toutes ses ramifications, succèdent les fonds des acteurs publics ou privés (bailleurs, constructeurs, maîtres d'œuvre) attachés à la tâche de construction. Les communes, protagonistes majeurs d'une politique de logement contribuant à bouleverser leur paysage, sont placées en tête. Les différents échelons d'un Etat qui progressivement s'organise sont déclinés ensuite en respectant l'ordre chronologique de leur création et leur importance dans le processus de construction ou de décision ; la région, en l'occurrence, précède le département, dans la mesure où elle est le lieu d'élaboration d'une planification qui a pu se poser à l'encontre des projets de construction de grands ensembles élaborés par l'Etat. Avant même d'acquiescer le statut de collectivité territoriale en 1976, elle a su se ménager une certaine autonomie au

sein d'une politique dirigiste de l'Etat. Le département, d'autre part, a volontairement été dissocié du Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme, dont il est certes chargé de relayer les décisions, mais il n'en est pas moins une entité à part, ne serait-ce qu'en étant plus proche du local.

L'action culturelle, traitée ensuite, a donné lieu sur le territoire de Val de France à des collectes de sources orales, dans le cadre d'actions engagées sur la mémoire des lieux et donnant la parole à des habitants. Le chapitre sur les associations, faute de temps pour une plus ample investigation, se contente de citer les fonds conservés dans d'autres institutions. La dernière partie ouvre des pistes que le temps ne nous a pas permis d'explorer, en rapportant des données très générales sur les fonds de la recherche et des médias.

Le guide est introduit par quelques données d'ordre informatif sur les grands ensembles de Val de France. L'idée première de dresser un tableau synoptique, rendant compte des grandes étapes de leur construction et de la politique du logement à l'échelle nationale, a été abandonnée pour cause de temps. On peut citer comme source utile à la manipulation de ce guide, la chronologie consultable sur Internet, réalisée par Colette Galmiche au CDU (Centre de documentation de l'urbanisme)⁴. Il en existe quantité d'autres : citons par exemple celle de Denyse Rodriguez-Tomé, dans *Architecture une anthologie*, sous la direction de Jean-Pierre Epron (Mardaga, 1991, CDU, EAPV). On mentionnera enfin celle conçue par l'Atelier de Restitution du Patrimoine Ethnologique (ARPE) sur le département, mettant en valeur les relations entre l'Etat, la région Ile-de-France et le territoire de l'actuel département du Val-d'Oise (pp. 378-385 dans *L'invention du Val-d'Oise, naissance d'un département*, sous la direction de Gaudin Pierre, Conseil général du Val-d'Oise, 2001).

Méthode

Les fonds de l'Etat, du département et de la région représentent de volumineux versements dispersés au sein de services d'archives clairement constitués - les Archives nationales, les Archives départementales, les Archives de la région Ile-de-France - mais également dispersés dans d'autres lieux. Pour donner un exemple, le service des Archives régionales, fondé en 1996, gère, par-delà les fonds de la collectivité régionale (région Ile-de-France, Agence des espaces verts), les fonds des organismes qui précèdent la création en 1976 de la région, à savoir, pour le sujet qui nous intéresse, le District, le Comité consultatif économique et social, et les organismes régionaux (IAURP, IAURIF). L'IAURIF conserve également en son sein les archives photographiques, mais également les études de l'IAURP. Les archives des communes ont, elles, été appréhendées au travers des sources produites par les différents services de l'époque ce qui a impliqué, par-delà les versements aux services des archives, des recherches dans les services actuels de l'urbanisme, et dans le cas de Sarcelles, dans ceux du service des élections et de l'Etat civil. Les fonds des bailleurs, dont nous livrons ici un échantillon, ont nécessité des investigations dans plusieurs services : communication, direction générale, antenne locale, maison mère, service habitat, etc. Les archives privées des architectes nous ont amené à nous pencher sur les fonds de l'IFA. Certains fonds prospectés n'ont pas été retenus dans ce guide : la DATAR ne dispose pas de données à l'échelle des communes, la Fédération nationale des offices HLM conserve un fonds d'images et d'anciennes revues consultables uniquement par les bailleurs.

Notices

Pour chacun des fonds, on s'est donc efforcé de livrer un bref historique de l'organisme producteur. Les sources ainsi contextualisées font l'objet d'une description générale. Les sources relatives aux trois communes de Val de France sont présentées ensuite dans leur globalité, les pièces particulières pouvant faire l'objet d'un plus grand développement. Le but

⁴ <http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/cdu/accueil/histoire/histoire3.htm>

d'un guide, de fait, est d'ouvrir des pistes. D'autant que l'entrée, pour nombre de fonds émanant d'organismes pour qui l'urbanisme s'élabore à l'échelle du territoire national, est rarement celle de la commune.

Les coordonnées des lieux de conservation, mentionnées dans le corps des notices au moyen de sigles, sont données dans une liste récapitulative à la fin du guide. Les informations sur l'état des classements et la cotation sont pour le moins générales, et ne sont à prendre que comme indications.

1.2 REPERES SUR LES GRANDS ENSEMBLES DE VAL DE FRANCE

Les informations sur les grands ensembles des communes composant Val de France sont encore très parcellaires, et dans certains cas, approximatives. Tout au plus peut-on présenter quelques repères et recommander de les lire avec précaution.

1.2.1 Garges-lès-Gonesse

La société coopérative Baticoop est à l'origine de la création du premier grand ensemble gargeois, Dame Blanche. Elle reçoit la proposition d'un terrain de 140 hectares en 1954, alors qu'elle était en train de construire 200 logements individuels à Garges-lès-Gonesse. Elle a alors élaboré le projet d'un ensemble de 800 logements, auquel lui a succédé celui d'une « ville nouvelle ». Le premier coup de pioche est donné en 1958, le long de la voie ferrée, juste en face du chantier du grand ensemble de Sarcelles qui s'est ouvert trois années auparavant.

L'architecte Noel Lemaesquier a dressé le plan d'une ville de 7000 logements, divisée en quatre quartiers et dotée de nombreux équipements, ainsi que d'une zone industrielle. Seuls deux quartiers semblent avoir été construits selon le projet initial, Dame Blanche Ouest et Dame Blanche Nord. Les quartiers Basses Bauves, Barbusse et Centre Ville paraissent néanmoins s'intégrer dans l'ensemble Dame Blanche. D'autres architectes et maîtres d'ouvrage ont participé à ces programmes.

Les opérations de la Muette et des Doucettes ont succédé, au tournant des années 1970. Garges-lès-Gonesse est une ville fortement marquée par l'habitat collectif (80% des logements de la commune).

Neuf bailleurs sont aujourd'hui présents dans la ville, le plus important étant les FFF qui gèrent 4260 logements, soit 63 % du parc social de la commune. Dans certaines opérations – et surtout Dame Blanche Nord – logements sociaux et co-propriétés ont été étroitement imbriqués.

Quartier	Nombre approximatif de logements	Période approximative de construction	Part approximative de logements en copropriétés	Bailleurs
Dame Blanche Ouest	2000	1958-1969	72 % 7 copropriétés ⁵	Immobilière familiale SARELI (OCIL) Habitat Communautaire
Dame Blanche Nord	2000	1961-1965	5% 1 copropriété ⁶	3 F
Basses Bauves	660	?-1968	0%	3 F

⁵ Résidence Fabien (1966), Les Mouettes (1963), Garges-lès-Gonesse Ouest (1961), Indochine (1962), Les Vergers (1961-1963), Le Bois (1964), Bel Air (1969).

⁶ Garges-lès-Gonesse Nord (1965).

Barbusse	800	1965-1970	100% 7 copropriétés ⁷	-
Centre ville	1800	1968-1978	39% 7 copropriétés ⁸	3 F Toit et Joie SAGI
La Muette	1200	1968-1973	0%	3 F
Les Doucettes	1000	1971 – 1973	?	Logirep

Ces vingt années de construction ont transformé le petit bourg de quelques milliers d'habitants en une ville de 40 000 habitants.

Evolution de la population de Garges-lès-Gonesse

Date	1946	1954	1962	1968	1975	1982	1990	1999
Nombre d'habitants	3 515	4 814	10 239	27 312	37 710	40 182	42 144	40 058

1.2.2 Sarcelles

La SCIC, filiale de la Caisse de dépôts et de consignations, a acquis en 1954 à Sarcelles un terrain découvert par l'intermédiaire d'une demande de prêt de la société des Castors du Bois de Lochères. Elle y a d'abord entrepris la construction d'un ensemble de 400 logements en 1955. Un second chantier de 1180 logements a été ouvert en 1956. L'échelle du projet a crû rapidement, et c'est une opération de 5000 logements qui est envisagée en 1958-1959.

Une vaste politique d'acquisitions foncières est mise en place pour acquérir les 2500 parcelles et les 280 hectares qui seront voués au nouvel ensemble urbain. La construction du grand ensemble de Sarcelles ne s'est achevée qu'en 1975, portant à 12 368 le nombre de logements créés par la SCIC et ses filiales.

LOPOFA, LOGECO, LOGECO A, HLM B, ILN, prêts spéciaux du Crédit foncier, les types de financements ont été divers. Si les premiers programmes ont été voués au logement social, des logements en copropriété ont été intégrés à partir de la quatrième tranche, et ce de manière croissante. 14 bailleurs côtoient aujourd'hui la SCIC à Sarcelles, mais cette dernière gère encore 6885 logements, soit 70% du parc social de la ville.

L'architecte Jacques-Henri Labourdette a conçu la totalité des onze quartiers composant le grand ensemble de Sarcelles. Seuls les axes de circulation et la répartition des zones d'habitation et des équipements ont fait l'objet d'un plan d'ensemble en 1960. Le plan masse de chacun des quartiers a été défini au moment des réalisations.

Quartier	Lieu-dit	Nombre de logements	Période de construction	Part des logements en copropriétés
Sarcelles I	Les Sablons Saint-Paul	440	1955-1957	0 %
		490	1957-1959	0%
Sarcelles II	Les Lochères	1180	1956-1958	0%
Sarcelles III	Les Paillards-Hirondelles	1477	1958-1959	0%
Sarcelles IV	Les Friches	1349	1959-1961	9,1%

⁷ Dame Blanche Nord-Est Beaugard C (1968), Beaugard Dame Blanche 11 (1968), Les Noisetiers (1965), Bellegarde (1968), Les Mûriers (1965), Beausoleil (1970), Dame Blanche Nord-Est Beausite (1969).

⁸ Beauséjour (1968), Les Roches Opales (1974), Les Magnolias (1970), Le Petit Rosne (1973), Les Roches Corail (1974), Les Florales (1971), Les Edelweiss (1972).

Sarcelles V est	Les Plâtrières	1196	1960-1962	19,2%
Sarcelles V ouest	-	278	1960-1962	0%
Sarcelles VI	Le Clos	2069	1961-1964	33,9%
Sarcelles VII	Taillefer	766	1963-1965	30,8%
Sarcelles VIII	Les Mignottes	872	1965-1967	77,2%
Sarcelles IX	Chantereine	797	1967-1970	100%
Sarcelles X	Les Flanades	581	1968-1973	100%
Sarcelles XI	Entrée Ville	752	1969-1974	100%
Sarcelles Front SNCF	Les Paillards	121	1975-1976	0%

Le nombre d'habitants de la commune a crû tout au long de la construction du grand ensemble, passant de 8400 en 1954 à 55 000 en 1975. En 1968, 38500 personnes vivaient dans le grand ensemble, soit les trois quarts de la population sarcelloise.

Evolution de la population de Sarcelles

Date	1946	1954	1962	1968	1975	1982	1990	1999
Nombre d'habitants	6 622	8 397	35 912	51 520	54 225	53 220	56 882	57 851

Sarcelles a été érigé en symbole de la construction des grands ensembles, au point que le terme de « sarcellite » a désigné le mal-être attribué à la vie dans les tours et les barres. La production médiatique, littéraire et scientifique a donc été particulièrement importante en ce qui concerne ce grand ensemble.

1.2.3 Villiers-le-Bel

Le grand ensemble des Carreaux est la première opération menée à Villiers-le-Bel, non loin des quartiers pavillonnaires de la gare. La SCIC propose en 1955 un projet de 1000 logements. L'extension apportée à ce programme initial amène à 1675 le nombre de logements construits.

De type LOPOFA, HLM ou LOGECO, ceux-ci sont tous destinés au logement social. Daniel Badani, Pierre Roux-Dorlut, Jean-Pierre Alain et Jerrold sont les architectes du projet. Le chantier se déroule en trois tranches successives, entre 1956 et 1963.

C'est encore la SCIC qui entreprend la construction de Puits-La-Marlière, entre 1965 et 1967. L'opération, de 1400 logements, est réalisée en trois tranches (architecte Jean Maneval). 230 appartements sont en copropriété.

La SCIC est aussi à l'origine de la création de la ZAC Derrière-les-Murs de Monseigneur. La construction des 1400 logements s'est échelonnée entre 1972 et 1986. 687 logements, soit environ la moitié, sont en copropriété.

Quartier	Programmes	Nombre de logements	Date d'achèvement	Part de logements en copropriété à la livraison	Bailleurs (à ce jour)
Les Carreaux	1 ^{ère} tranche	1104	1957	0%	SCIC Habitat
	2 ^{ème} tranche	309	1960		
	3 ^{ème} tranche	202	1963		
Puits-la-Marlière	1 ^{ère} tranche	650	1966	16%	ICADE ⁹ SNI
	2 ^{ème} tranche	548	1967		
	3 ^{ème} tranche	203	1967		
Derrière-les-Murs de Monseigneur	Les Neuf Arpents	416	1972	0%	SCIC Habitat
	Le Clos Baptiste	134	1973	0%	
	Le Pré de l'Enclos (1 et 2)	262	1975	100%	
	Les Buttes	150	1976	52%	SCIC Habitat
	Les Sorbiers	206	1978	100%	
	Les Burteaux	100	1983	0%	SCIC Habitat
	Résidence de l'Orme Richard	59	1986	0%	SCIC Habitat
	Jean de Villiers	39	1988	100%	

Comme les deux autres communes, Villiers-le-Bel a vu croître sa population au fur et à mesure de la réalisation des programmes.

Evolution de la population de Villiers-le-Bel

Date	1946	1954	1962	1968	1975	1982	1990	1999
Nombre d'habitants	4 209	4 852	12 846	19 060	21 876	25 706	26 110	26 145

2 LES MUNICIPALITES

L'intérêt des archives municipales mérite d'être noté. L'histoire encore récente des grands ensembles a conduit à mener des recherches en premier lieu dans les archives de l'Etat, principal protagoniste de la construction et de l'urbanisme des Trente Glorieuses. La loi du 15 juin 1943, qui opère la synthèse de textes législatifs élaborés en matière d'urbanisme par le gouvernement pendant la guerre en vue de la reconstruction du pays, assoit de fait la mainmise de l'Etat sur deux outils majeurs de l'urbanisme : les plans d'urbanisme et le permis de construire. L'implication des communes, qui auparavant avaient une relative autonomie sur les questions urbaines, la manière dont celles-ci ont pu vivre l'abandon d'anciennes prérogatives sont autant de questions, parmi d'autres, qui restent encore à étudier.

Les services d'archives municipaux, d'une manière générale, sont, en outre, de création récente, ce qui contribue à expliquer qu'ils soient moins connus et moins exploités. Le service des archives municipales de Garges-lès-Gonesse, créé en 1999, et doté, à la différence des deux autres villes, d'une salle de consultation, est ouvert au public depuis 2002. Les fonds municipaux de Villiers-le-Bel sont accessibles depuis 1999, ceux de Sarcelles en 1996. Les archives concernant les grands ensembles, à défaut d'être toutes classées, sont dans tous les cas repérées. Les fonds présentés ici par thème ou service versant sont en outre innervés de notes, courriers émanant d'acteurs divers, donnant à voir l'existence d'une implication, sinon d'une réelle mobilisation de la part des édiles, mais aussi de leurs administrés.

2.1. LES SERVICES TECHNIQUES

2.1.1 Données générales

Les fonds des services techniques, qui constituent le service le plus important des municipalités de l'époque, conservent un certain nombre de dossiers donnant à voir l'histoire des différents projets réalisés sur le territoire communal : opérations de résorption de l'habitat insalubre, constructions des ensembles d'habitations et des équipements ; bâtiments communaux, voirie, zone d'activité, etc.

Les dossiers relatifs aux échanges fonciers

On trouve dans ces dossiers l'ensemble des actes de type : procédures d'expropriation et d'acquisition foncière pour la réalisation des opérations immobilières telles que les grands ensembles ; conventions de cession ou de rétrocession de terrains entre les différents propriétaires du sol ; conventions de gestion des parties communes entre les municipalités et les constructeurs ou bailleurs ; dossiers de concessions de terrain, dans le cas des ZAC, aux sociétés chargées de leur aménagement. Certains dossiers, ceux notamment des opérations de résorption de l'habitat insalubre, renseignent sur les procédures de relogement.

La série des permis de construire

Le gros des fonds municipaux, pour la période 1950-1980 qui intéresse ce guide, est constitué des dossiers de permis de construire, également conservés aux archives départementales. Le permis de construire, autorisation préalable nécessaire avant toute opération de construction, est délivré à l'époque par le préfet après avis du maire. Il assure la maîtrise des pouvoirs publics sur l'utilisation du sol ainsi que, jusqu'à ce que la loi

d'orientation foncière du 30 décembre 1967 ne les soumette plus à contrôle, des règles techniques de construction. L'obtention du permis de construire, qui, en 1902 était limité à des questions de santé publique et délivré par les maires, puis transformé en 1919 en autorisation d'urbanisme dans les villes de plus de 10000 habitants, est rendu obligatoire sur l'ensemble du territoire par la loi du 15 juin 1943.

Le dossier de permis de construire rassemble un certain nombre de documents graphiques et de pièces écrites, donnant à voir le parti architectural retenu et la filière administrative d'un contrôle qui s'exerce à plusieurs niveaux et a pu varier dans le temps (préfecture, ministère de la construction, commissions consultatives et services techniques tels que les services de l'architecture ou les services sanitaires et sociaux, le corps des pompiers pour ce qui a trait à la sécurité, la commission départementale de l'architecture en cas de refus, le conseil scientifique et technique du bâtiment pour les procédés de construction, etc.).

On peut relever : la demande de permis de construire, elle-même, les demandes de prime à la construction faites au ministère, les pièces ayant trait à la conception : tableau de répartition des logements, plan parcellaire, plans de l'architecte (plan de situation, plan masse, plans de façades et coupes) ainsi que les avis du maire, de l'Etat, et de conformité (corps des pompiers, arrêté de plan d'alignement).

Au dossier de permis de construire peut être joint celui de la procédure d'accord préalable. Exigée entre 1954 et 1970, cette dernière était destinée à émettre un avis de principe avant une demande de permis, après étude simplifiée.

Dossiers de travaux et marchés

La phase d'exécution des travaux engendre une masse considérable de documents. Dans les dossiers relatifs aux marchés, on peut citer l'ensemble des pièces d'ordre contractuel consignnant les droits et obligations des parties, architectes et entreprises, engageant leur responsabilité dans l'exécution d'ouvrages : actes d'engagement, cahiers de clauses techniques et administratives, documents techniques (plans, notes de calculs, bordereaux de prix), ou encore actes de procédures exigés par le code des marchés certifiant que la collectivité a respecté les règles de passation de marché. Ces dossiers contiennent, outre les pièces financières, les dossiers d'appel d'offres envoyés aux entreprises, ainsi que les documents permettant de retracer les différentes étapes de la réalisation du chantier : décision d'ouverture du chantier, comptes rendus de chantiers, rapports de commission de sécurité, procès-verbaux de réception par lot, réceptions provisoire et définitive des travaux, déclarations d'achèvement des travaux, dossiers des ouvrages exécutés, etc.

Documents d'urbanisme

L'histoire de l'urbanisme opérationnel et de la planification urbaine, dont l'impact des premiers textes est quelque peu édulcoré par un urbanisme qui, sous la pression de l'urgence, se fait dans les premiers temps à coup de permis de construire, peut se lire au travers de quelques pièces : dossiers de ZAC (Zones d'Aménagement Concerté), associant les représentants de l'Etat, des collectivités locales et des intervenants concernés (constructeurs) ; dossiers sur l'élaboration du POS. Les communes peuvent également conserver la trace de documents d'urbanisme conservés dans les fonds des services de l'Etat : projets d'aménagement intercommunal et projets d'aménagement communal, institués par la loi de 1943, imposant notamment le regroupement de communes pour la réalisation des projets d'aménagement, mais ne conférant aux édiles municipaux qu'un rôle consultatif ; plans directeurs d'urbanisme intercommunal, qui remplacent en 1958 les projets d'aménagement intercommunal ; schémas de structure précisant les orientations du Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la Région de Paris, institués en même temps que les ZAC et les POS créés par la loi d'orientation foncière de 1967.

2.1.2 Garges-lès-Gonesse

Précisions sur les fonds

Dossiers des permis de construire, dossiers fonciers et de marchés

Dossiers classés

(1950-1980) (AM Garges, essentiellement en série 1O)

Un exemplaire du PDUI (plan directeur d'urbanisme intercommunal)

(1965) (AM Garges, identifié non coté)

Maquette d'étude du grand ensemble Dame Blanche

(nd) (AM Garges, identifié non coté)

Fonds conservé au service urbanisme

(1945-1980) (Service urbanisme Garges, non coté)

Le service urbanisme a conservé des anciens services techniques un certain nombre de dossiers, notamment ceux relatifs aux ZAC et aux opérations municipales. Les pièces présentées ci-dessous ne sont qu'une partie d'un gros gisement d'archives encore non versées.

- ZAC de la Muette (1968-1978) : dossier d'accord préalable et de concessions de terrains à la SAERP ; dossier de création de ZAC, plan programme, participation financière des constructeurs aux opérations d'équipement

- Quartier des Doucettes (1969-1970) : dossier d'accord préalable et de permis de construire ; dossier foncier (déclaration d'utilité publique, expropriation) et de réalisation des différentes tranches de travaux

- Dossier d'étude sur le POS (1980)

- Dossier de suivi de l'autoroute A16, inscrite dans le SDAU mais non réalisée

- Dossiers de résorption de bidonvilles, procédures d'expulsion et de relogement (1945-1950)

Fonds iconographique

(1950-) (AM Garges, indexé pour partie sur Avenio)

Ce fonds, issu des services techniques et du service chargé, à partir de 1975, de l'information, contient des clichés sur les grands ensembles, des débuts de leur construction à nos jours. Il a à ce titre la particularité d'offrir un point de vue urbanistique, mais aussi politique, le grand ensemble faisant l'objet d'inaugurations et célébrations en tout genre. Ce fonds, qui permet d'inscrire le grand ensemble dans l'histoire des actions et opérations menées par la municipalité, rend compte de son évolution : par-delà les clichés portant sur les réalisations, bâtiments et quartiers, on peut citer un certain nombre de photos, illustrant la période qui précède la grande vague de construction des années 1950, sur les champs agricoles, les bidonvilles. Des vues aériennes sont également conservées.

Les photographies ne sont pas classées, mais une partie du fonds est numérisée et visible sur CDROM. Les photographies, non datées, sont légendées par quartier. La base Avenio couvre une partie du fonds. Une recherche fine ou ciblée (par bâtiment par exemple) exige toutefois de consulter le catalogue des photographies numérisées.

Fonds du service Développement, politique de la ville

(1975-1999) (AM Garges, 81W)

Ce fonds versé en 2003 recouvre un champ à priori exclu de ce guide. La politique de la ville, qui démarre véritablement dans les années 1980, trouve néanmoins ses origines dans les premières expérimentations menées dans le courant des années 1970. Si l'essentiel des mesures menées à Garges-lès-Gonesse dans le cadre de la politique de ville remonte aux années 1990, le quartier de la Muette, labellisé « llot sensible », a fait l'objet au début des années 1980 des premières mesures d'Habitat et Vie Sociale, un programme attaché (à titre expérimental dès 1972, puis, à partir de 1977, dans le cadre d'un groupe interministériel) à réhabiliter les logements et à améliorer les espaces publics, en suscitant la participation des habitants.

Ce fonds du service développement urbain contient des documents remontant à la fin des années 1970 :

- Dossiers de groupe de travail sur le suivi de l'immigration rendant compte de programmes d'actions, et contenant des études et des statistiques sur la présence étrangère à Garges-lès-Gonesse, l'évolution de l'emploi, la situation du logement, les demandes d'aide sociale. (1976-1988) (AM Garges, 81W).

- Dossiers sur le Conseil départemental de prévention de la délinquance, intégrant comptes rendus de réunions et rapport et documentation sur la délinquance (1975-1985) (AM Garges, 81W 26).

Instruments de recherche

- Bordereaux de versement
- Logiciel Avenio permettant une interrogation des différents fonds communaux par date, grand thème de recherche, service versant.

2.1.3 Sarcelles

Précisions sur les fonds

Permis de construire
(1958 à nos jours) (AM Sarcelles)

- Permis de construire du grand ensemble, (en cours de traitement)

- Permis de construire de la zone industrielle, qui marque l'achèvement du grand ensemble dans les années 1980, permis de construire des équipements (le centre commercial des Flanades, les bâtiments scolaires etc.) et du patrimoine municipal (en cours de traitement).

Archives conservées au service urbanisme

(1962-1980) (Service Urbanisme Sarcelles, non coté)

Le service Urbanisme dispose d'un fonds encore non versé aux Archives municipales, constitué essentiellement d'études et de plans.

- Etude des besoins en équipements du grand ensemble de Sarcelles-Lochères, réalisée par Orgeco (nd) comprenant outre l'étude des besoins à proprement parler, des propositions, de programmes d'équipements et des analyses de la population à partir de données des recensements 1962, 1968, 1975.

- Plusieurs rapports sur les Flanades signés Jean Bailly, architecte urbaniste : *Espace nuit. Sarcelles la nuit, analyse* (mai 1979, en collaboration avec Alain Carasso, architecte) ; *Aménagement urbain Flanades, intégration urbaine* (mai et octobre 1979) ; *Etude de revitalisation Flanades*, mémoire de synthèse (octobre 1979).
- Une série de plans du centre commercial les Flanades datant de 1967.
- Un document d'étude, sur le *SDAU de Sarcelles, Gonesse, études préliminaires bilan et prospectives*, de la DDE, Groupe d'étude et de programmation et de la SOREPA (nd).
- Des plans d'urbanisations plus anciens : Plan de Sarcelles d'avant 1907, avant 1937, avant 1967, en 1967 ; plans relatifs à l'occupation du sol (1949-1972), plans retraçant l'évolution du quartier Lochères jusqu'en 1973.
- Un dossier de février 1968 sur la « zone du centre ville », comprise entre le grand ensemble et le village. Il rassemble demandes de subvention, notes et hypothèses de travail pour l'étude de l'aménagement urbain de cette zone destinée à recoudre ces deux ensembles urbains. Un rapport y concentre propositions et méthode d'analyse, en vue d'une réglementation et de la fixation d'un coefficient des sols pour l'harmonisation du bâti nouveau avec le tissu ancien.

Instrument de recherche

Plan de récolement en cours

2.1.4 Villiers-le-Bel

Précisions sur les fonds

Fonds des permis de construire et dossiers fonciers
(1950-1980) (AM VLB, série 1O). En cours de classement.

Plan topographique du grand ensemble les Carreaux
(1970) (AM VLB, série S).

Dossiers sur les plans d'aménagement

Dossiers sur le Schéma Directeur Aménagement et d'Urbanisme de Sarcelles et de Gonesse

Ils rassemblent plans, note de synthèse sur les déséquilibres des zones d'habitat et sur les équipements à prévoir, ainsi qu'une enquête communale (1970) donnant pour toutes les communes du secteur les données socioéconomiques de la population en 1954, 1968, 1973 et les migrations quotidiennes de travail (1954 à 1973) (AM VLB, 2D)

Dossiers « Projet d'aménagement de Villiers-le-Bel »

Ils renferment correspondance, règlements et plans divers : projet d'embellissement de Villiers-le-Bel datant de 1927 ; plan d'extension de la commune (1957) (montrant en lieu et place du grand ensemble Les Carreaux une zone industrielle) ; un plan du quartier pavillonnaire des Charmettes (1956), accompagné d'un plan d'aménagement à l'échelle de la commune signé du même architecte (1958).

On attirera l'attention sur ces dossiers rassemblant des articles sur les plans d'aménagements réalisés avant, pendant et après la construction des grands ensembles. Villiers-le-Bel s'inscrit de fait parmi les communes, peu nombreuses, à s'être dotées d'un projet d'aménagement, d'embellissement et d'extension, conformément aux lois de 1919 et 1924 conférant la responsabilité de l'urbanisme aux communes.

La documentation rassemblée, la correspondance du maire avec les différents services de l'Etat (Service d'aménagement de la région parisienne, ministère, organismes de contrôles), semble révéler l'existence d'une mobilisation locale s'appuyant sur une compétence urbanistique perdue dans les années 1940.

(1927-1957) (AM VLB, 2D)

Projet d'aménagement pour le centre ancien de Villiers-le-Bel (1966)

Plan dû à Noël Lemaesquier, auteur du grand ensemble de Garges-lès-Gonesse, pour la rénovation du vieux Villiers-le-Bel selon les principes urbanistiques de l'époque.

(AM VLB, série S)

Dossiers consacrés au POS

On trouve dans ces dossiers des plans, règlements, ordres de mission, modifications au POS, des comptes rendus de réunions et de la documentation, telle que le guide d'élaboration des POS, d'un groupe de travail de l'association des ingénieurs des villes de France, association nationale d'études pour la formation de la fonction communale (1973).

(1970-1973) (AM VLB, 2D).

Etudes et dossiers de nature sociale

Dossier sur les relations de la SCIC avec les locataires

(1960-1966) (AM VLB, série O, non coté, identifié)

Enquête sur la cité des Carreaux

Enquête présentée par le maire : données sur la population, les logements (modes d'occupation, éléments de confort), et les équipements, problèmes du grand ensemble, avis et propositions du maire (non publiée)

(vers 1966) (AM VLB, série Q)

La vie dans un grand ensemble: étude de l'habitat au Puits-la-Marlière, nord de Paris

Etude menée par les architectes urbanistes de la Mission de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise sous la direction de l'agence d'urbanisme et d'architecture londonienne *Shankland cox & associated*, et avec la participation d'économistes et administrateurs de la SCIC. On attirera l'attention sur son but : « déterminer les aspects du plan et de l'aménagement qui semblaient liés aux satisfactions des habitants et formuler des hypothèses destinées à aider le plan de la ville nouvelle de Cergy-Pontoise ».

(mai 1971) (non cotée)

2.2 CONSEIL MUNICIPAL

2.2.1 Données générales

Les versements du Conseil municipal comprennent les registres des arrêtés et des délibérations municipaux tenus par date des séances. Les dossiers de séance, matière à de plus amples développements, contiennent le compte rendu détaillé des débats du conseil municipal. Ces derniers sont parfois étoffés de documents utilisés pour leur préparation de nature fort diverse : conventions avec les bailleurs, les associations, courrier des administrés et du maire, vœux des associations, des Castors, du maire, etc.

2.2.2 Garges-lès-Gonesse

(AM Garges, 2D)

Délibération du conseil municipal du 12 juin 1963, relative au grand ensemble Dame Blanche. Objet : désignation des architectes ; participation des bailleurs pour la réalisation des équipements collectifs.

2.2.3 Sarcelles

(AM Sarcelles, coté en W)

Délibération du conseil municipal du 10 avril 1959 concernant l'augmentation de 35 % des loyers de la SCIC pour l'ensemble immobilier Sarcelles II, accompagnée d'un dossier de correspondance : courrier de l'association des habitants de Sarcelles-Lochères (mars), demandant le soutien de la municipalité pour s'opposer à cette augmentation, correspondance du maire à ce sujet avec le directeur de la SCIC.

2.2.4 Villiers-le-Bel

(AM VLB, 2D)

Délibération du conseil municipal du 27 décembre 1958, séance extraordinaire : projet de construction de grand ensemble par la SCIC ; suppression de logements insalubres, questions foncières, rumeurs sur des méthodes jugées déloyales par certains conseillers et adjoints. On trouve dans le registre une lettre signée d'un représentant des exploitants agricoles informant sur les négociations qui ont pu avoir cours sur la préemption des terrains engagés pour la construction du grand ensemble.

2.3 BULLETINS MUNICIPAUX ET AUTRES SUPPORTS DE COMMUNICATION

2.3.1 Données générales

Les bulletins municipaux constituent un véritable outil de communication pour les maires, qui en chapeautent la rédaction. D'autant que les services d'information des municipalités, dont les fonds sont versés au service des archives, n'émergeront en tant que tels que dans le tournant des années 1975-1980.

Les collections des bulletins municipaux conservées de leurs origines à nos jours, sont, à quelques numéros près, complètes. Les grands ensembles et les questions afférant au logement y occupent une place centrale. La population des trois communes est prise à témoin, appelée à la mobilisation. Editoriaux du maire, articles signés de ses divers adjoints (travaux et équipements publics, enseignement et écoles, logement) mettent en avant leurs motifs de contestation ou d'inquiétude, voire leurs actions : le manque d'équipements (écoles, voiries, parking, etc.), les incidences des grands ensembles sur le cadre de vie (embouteillage, congestion des villes), l'opposition des municipalités à la politique pratiquée des loyers, soutien aux habitants expulsés, aux conditions de travail des ouvriers employés à la construction des grands ensembles.

Les bulletins donnent également à voir le grand ensemble, sujet politique par excellence, à l'aune des campagnes menées par les partis nationaux, le Parti communiste notamment, auxquelles les municipalités de Garges-lès-Gonesse et de Sarcelles se réfèrent fréquemment.

Le bulletin informe en outre le lecteur sur l'évolution des programmes (de logements, d'équipement ou d'aménagement). Il rend compte des partis architecturaux des bâtiments notamment municipaux et livre des informations d'ordre budgétaire (contributions de l'Etat, de la municipalité, des constructeurs) ou social (chiffre de population, vie des associations). La présence des photographies est à souligner, qui illustrent également la progression des chantiers dans le temps. L'ensemble est ponctué de publicités sur les programmes des bailleurs, d'invitations aux inaugurations des bâtiments municipaux, et de brèves informant de faits divers survenus en territoire de grand ensemble.

On peut également signaler la présence, dans les archives, de plaquettes et de guides, ainsi que d'anciennes photographies dans les services de communication d'aujourd'hui.

2.3.2 Garges-lès-Gonesse

Bulletin municipal

Bulletin officiel municipal de Garges-lès-Gonesse, Garges Notre ville, etc.
(depuis 1966) (AM Garges, 1PER)
(1968-2003) (ADVO, Per 24)

Pour mention, parmi les nombreux éditoriaux du maire :

- « Le problème du logement », s'élevant contre la politique commerciale du logement, l'importance de l'offre de propriétés au regard du besoin en logement social,
- « Le logement première nécessité » (juin 1967),
- « La vacance de logements (décembre 1967).

Guides et plaquettes sur la ville ou ses équipements

(AM Garges, identifié non coté)

- *Inauguration de la piscine transformable Magrodoe* (architectes Michel Cornuejols et Jack Moulin, sd)
- *Inauguration du complexe sportif municipal Allende Neruda* (décembre 1973)
- *L'hôtel de ville* (juin 1974)
- *Logements et principaux équipements réalisés*
- *Guide municipal officiel de 1978*, contenant organigrammes, informations sur les élus, les différents services, les associations.

Collection de cartes postales

(AM Garges, non coté)

Cette collection, acquise par la ville, et également numérisée, donne à voir la ville de Garges-lès-Gonesse au travers de ses différents quartiers : le vieux pays, ses parties pavillonnaires, le grand ensemble. Ce dernier, appréhendé comme quartier, est représenté par des vues d'ensemble et des gros plans sur ses équipements : l'église (des Doucettes), la gare, etc. Le foyer Sonacotra fait l'objet d'une série de cartes postales datant de mai 1979, retraçant l'expulsion de ses résidents, le mouvement de résistance qui s'en est suivi, appuyé de sympathisants.

2.3.3 Sarcelles

Bulletin municipal

(depuis 1949) (AM Sarcelles, coté en W)
(1963-2004) (ADVO, Per 24)

Pour mention : numéro Spécial urbanisme titré « Sarcelles au bord du drame », *Le Bulletin municipal de Sarcelles*, décembre 1969, n°239 bis.

Les mémoires des maires

- Canacos, Henri, *Sarcelles ou le béton apprivoisé*, Editions Notre temps, 1979 (ADVO, EAPV).

Récit, donc, de la construction de sa ville, par Henri Canacos, maire de Sarcelles depuis 1965.

- Lamontagne Raymond, « Sarcelles: hier, aujourd'hui, demain », *Cahiers du CREPIF*, n°17, décembre 1986 (CDU).

Fonds documentaire

(1950- 2000) (AM Sarcelles, non coté)

Coupures de presse ou textes de l'époque au sein d'un dossier documentaire sur Sarcelles constitué par le service Archives :

- extraits d'une série d'articles célèbres publiés par *Le Monde* (25 novembre, 26 et 27 octobre 1963) de Marie Denuzière, dont un sur Sarcelles « un nouveau style urbain »
- interview de François Bloch-Lainé, PDG de la Caisse des dépôts et consignations au moment de la construction de Sarcelles
- sélection d'articles issus du journal *La Renaissance de Sarcelles*, qui, en 1969 notamment, consacre plusieurs reportages sur Sarcelles et les grands ensembles : *numéro spécial Renaissance*, « La Sarcellite en voie de guérison » (29 novembre) ; « Les grands ensembles, une solution constructive » (10 janvier 1970).

A signaler, un Etat récapitulatif des publications municipales de la ville de Sarcelles, citant pour la période couverte par ce guide :

- Des plans de la ville de Sarcelles (édition non datée), 1977, 1985, 1999...
- Les journaux *Ville Nouvelle* (1968-1971) ; la *Tribune de Sarcelles et de la Plaine de France* (1976-1978)

2.3.4 Villiers-le-Bel

Bulletin municipal

Bulletin officiel de Documentation municipale, puis *Bulletin municipal officiel de Villiers-le-Bel* (depuis 1961) (AM VLB, non coté)
(1971-1996) (ADVO, Per 24)

Pour mention un article intitulé : « Extraits et conclusions de la commission ad hoc nommée pour l'étude du projet de 1321 logements présentés par la SCIC » (*Bulletin officiel de Documentation municipale de Villiers-le-Bel* du 22 février 1963), commission désignée par le conseil municipal du 22 février pour étudier les conséquences économiques et sociales du projet déposé en mairie pour la construction du grand ensemble le Puits-la-Marlière.

2.4 LES FONDS RELATIFS A LA POPULATION

2.4.1 Données générales

Les délais de communicabilité sont de 100 ans pour les registres de l'Etat civil, qu'ils soient ou non versés dans un service public d'archives. Ils sont de 100 ans pour les documents de base des recensements de population (questionnaires remplis par les personnes recensées). Les listes nominatives sont, elles, communicables au terme d'un délai de 30 ans.

Le recensement

Organisation et questionnaire d'enquête

Si le recensement de 1946, mal effectué, est peu fiable, les recensements de 1954, 1962 et 1968 fournissent des chiffres non seulement par commune, mais par quartier et même par îlot. Elles fournissent en outre des indications sur les activités économiques, les catégories socioprofessionnelles, la population active au lieu de travail, au lieu de résidence, la structure démographique, et le logement. Ce dernier est bien documenté, ces recensements informant sur son statut d'occupation (propriétaire, locataire), le nombre de pièces et ses éléments de confort (eau courante, gaz, électricité, chauffage central, téléphone, présence de salle de bain, de WC séparés).

Les communes à croissance rapide, comme Garges-lès-Gonesse, Villiers et Sarcelles ont fait par ailleurs l'objet de recensements complémentaires (1960, 1966, 1968, 1973, etc.).

La période des années 1950-1970 est mieux lotie que la précédente. Avant la première guerre mondiale, des données détaillées sur la population résidant en Seine-Banlieue réalisées à chaque recensement par la statistique générale de la France, qui deviendra l'Insee, ne sont pas toujours publiées à l'échelle communale. Le recensement de 1936 contient des données à l'échelle des cantons sur les structures par âge et sexe de la population.

Les maires sont chargés de veiller à la réalisation de ces recensements. Sont comptés comme agents recenseurs le secrétaire de mairie, l'instituteur, aidés, dans les communes des grandes agglomérations, des délégués régionaux de l'Institut de statistique, des fonctionnaires retraités et autres volontaires choisis par le maire.

Les fonds relatifs à la population regroupent en outre : la documentation utilisée pour le recensement, correspondance entre le maire et le préfet, instructions et réglementation, arrêtés, décrets, affiches, lettres d'engagement des agents recenseurs, susceptibles d'informer sur la procédure et l'implication des différents acteurs. Les bordereaux de ménage et de logements remplis par la population, dont on trouve des exemplaires dans les fonds municipaux et départementaux, ne sont pas communicables avant un délai de 100 ans. On peut noter enfin la présence dans ces fonds de données sur les logements et d'études sur la population, initiées ou non par le maire.

Les listes nominatives

Les listes nominatives des recensements généraux de la population sont des documents synthétiques établis à partir des formulaires d'enquête. Elles instruisent sur l'âge, la nationalité, la profession, la position dans le ménage, la profession et, selon les années, le lieu de naissance. Tenues par les préfets, relayés dans leur tâche par les maires, elles deviennent facultatives pour le recensement de 1954 et 1962, leur rédaction incombant alors aux communes. Elles ne sont plus tenues à partir de 1975.

Les listes électorales

Ces documents mentionnent le nom, l'adresse ainsi que la date, le lieu de naissance et la profession des électeurs.

2.4.2 Garges-lès-Gonesse

Recensements de la population

Organisation et questionnaires d'enquête

(1954-1975) (AM Garges, 1F-4 -1F17)

avec notamment : articles de presse sur le recensement de 1954 (AM Garges, 1F4), liste des logements vacants (AM Garges, 1F12-1F17), rapport de l'Insee sur le Val-d'Oise (AM Garges, 1F17), correspondance, instructions, décrets, affiches.

Listes nominatives

(1962-1968) (AM Garges, 1F7, 1F11, 1F12, 1F17)

(1968) (ADVO, 106W3)

Listes électorales

(AM Garges, identifié non coté)

2.4.3 Sarcelles

Recensements de la population

Organisation et questionnaires d'enquête
(1881-1961) (AM Sarcelles, non coté)

Listes nominatives

(1946-1975) (ADVO, 1Mi19 R2)

Etudes diverses sur la population

(AM Sarcelles, documentation, identifié non coté)

- *Recensement de 1975, analyse de quelques données démographiques des Sarcellois*, enquête réalisée par S. Merimanis, du département du Plan, pour le compte de la municipalité, à partir d'un échantillon des bordereaux de recensements, avec des données sur la typologie, le statut et le mode d'occupation du logement (nombre de pièces, logement locatif, propriété, pavillon, taille des ménages, pyramides des âges des nouveaux quartiers) l'évolution de la population depuis 1968.

- *Etude socio-démographique de la ville de Sarcelles* (nd), rédigée à partir de l'étude de S. Mérimanis, rendant compte de l'évolution de la population depuis 1954 par quartier (grand ensemble et villages), par grand groupe d'âge, avec des données sur l'activité (emplois, activité féminine, actifs travaillant à Sarcelles, chômage, typologie et taille des entreprises) le parc de logement, ses éléments de confort. (AM Sarcelles) (BIB D587 ADVO)

- *Ville de Sarcelles, enquête auprès de la population, présentation des résultats*, bureau d'études Orgeco, 1979, est une enquête menée auprès de la population interrogée notamment autour de grands thèmes : « la vie quotidienne, le temps des loisirs, le problèmes des achats à Sarcelles, les Flanades, l'avenir du centre ville ». Elle comprend une étude d'opinion des habitants sur le futur centre ville. On y trouve des données statistiques sur l'emploi, le chômage, le taux activité, le lieu de travail.

- *Ville de Sarcelles, exposé de Monsieur Colas, secrétaire général de la Mairie de Sarcelles* (nd). Donnant des informations sur le foncier, l'exposé rend compte de l'avis du secrétaire général sur les difficultés rencontrées pour l'acquisition de terrains par la SCIC pour la construction de 10000 logements et sur les problèmes posés par la construction du grand ensemble.

2.4.4 Villiers-le-Bel

Recensement de la population

Organisation et questionnaires d'enquête
(1954-1975) (AM VLB, 1F)

Listes nominatives

(AM VLB, 1F)

(1946-1975) (ADVO 1Mi19 R2)

Listes électorales

(AM VLB, série K)

3. Le MINISTERE DE L'URBANISME ET DE LA RECONSTRUCTION

3.1. REPERES HISTORIQUES

En 1938, l'architecture et l'urbanisme relevaient d'une double tutelle : le sous-secrétariat aux Beaux-Arts, rattaché au ministère de l'Instruction publique, plus particulièrement préposé aux questions d'architecture et dont dépendaient, notamment, depuis la promulgation en 1913 de la loi sur les Monuments historiques, les premiers fonctionnaires du patrimoine ; la direction des Collectivités locales, rattachée, elle, au ministère de l'Intérieur, qui se contentait de donner un accord de conformité sur les plans d'aménagement d'embellissement et d'extension pour les villes de plus de 100 000 habitants, le Grand Paris et les villes touristiques.

La reconstruction qui suit la Première guerre mondiale, laissée à la charge des communes, agissant donc sous le couvert du ministère de l'Intérieur, s'était faite le plus souvent en dehors d'une « véritable » politique d'urbanisme. La création avant même la fin de la guerre du Commissariat Technique à la Reconstruction Immobilière (CTRI), institué le 11 octobre 1940, marque l'avènement d'une politique dirigiste de l'Etat sur l'espace. Chargé de la reconstruction de la France, il est rattaché, l'année suivante, à la Délégation Générale de l'Equipement National (DGEN), créée en 1941 sous l'autorité du Secrétariat d'Etat aux Communications. La DGEN, qui compte, outre le CTRI, une Direction de l'Urbanisme et de la Construction immobilière, a vocation d'établir un plan décennal d'équipement et d'industrialisation, d'élaborer une politique d'urbanisme, de suivre l'aménagement de la région parisienne.

Le ministère de l'Equipement, de la Reconstruction et de l'Urbanisme, créé par décret du 16 novembre 1944 par le gouvernement provisoire de la République française, présidé par le général de Gaulle, lui succède. Il regroupe de fait les services de la DGEN et hérite de la tutelle du logement social, reprise du ministère de la Santé, ainsi que des constructions provisoires, jusque-là suivies par le ministère de l'Industrie. Le Commissariat général au Plan, fondé en 1946, a charge d'élaborer les « plans d'équipements et de modernisation de la France ». Les compétences du MRU, au final, s'étendent ainsi, par-delà la tâche de la reconstruction, aux questions inspirées tant par l'urgence que la perspective du long terme, touchant l'habitat, l'urbanisme et la construction. Le ministère est dirigé par Raoul Dautry (de 1944 à 1946), puis par Eugène Claudius-Petit, ministre du 11 septembre 1948 au 8 janvier 1953 sous huit gouvernements successifs. Ce dernier a notamment imposé une véritable politique d'aménagement du territoire et la construction de logements à grande échelle avec la mise en place en 1949 de la Direction de l'aménagement du territoire, ancêtre de la DATAR. Sous la direction de Pierre Sudreau, le MRU devient ministère de la Construction en 1958. Avec la nomination d'Edgar Pisani en 1966, les services du ministère sont regroupés avec ceux du ministère des Travaux publics et des Transports, adoptant une nouvelle étiquette, celle de ministère de l'Equipement.

Le ministère s'organise grossièrement autour de trois grandes directions qui, malgré de sensibles changements d'appellation, se maintiendront tout au moins jusque dans les années 1960. La première est dévolue aux questions relatives à l'urbanisme et à l'aménagement du territoire, et inclut la question foncière. La seconde, consacrée aux opérations de construction prises en charge par l'Etat, est le lieu de décision pour ce qui a trait au logement. La dernière s'occupe des dommages de guerre et d'une lente reconstruction qui s'étendra au-delà de 1960 pour ensuite s'effacer progressivement.

3.2 LES VERSEMENTS DES DIFFERENTES DIRECTIONS

Les archives des différents services du ministère versées à la mission des Archives nationales, chargée de leur traitement auprès du ministère de l'Équipement, sont conservées depuis leur origine au Centre des archives contemporaines de Fontainebleau, où ils prennent la suite de la série F14 (Travaux publics, XVIII^e siècle-1940).

Leur volume, compte tenu du vaste domaine d'intervention couvert par le ministère, est considérable. La production urbanistique et architecturale se conduisant à l'échelle du territoire national, leur entrée, n'est pas celle, locale, de la commune, qui intéresse ce guide. En outre, la production des grands ensembles concerne différents services dont les titres et fonctions ont pu être modifiés dans le temps. Aussi, les archives relatives aux grands ensembles des communes de Val de France nécessitent de parcourir un nombre important de fonds, ce qui sous-tend au préalable d'en comprendre l'organisation. Les archives des autres Ministères, maîtres d'ouvrage d'équipements publics (Maisons de la culture, Palais de justice, etc.), non mentionnés ici, peuvent également être consultées.

3.2.1 Les grandes séries de fonds

Les répertoires détaillés des archives du Ministère, identifiant l'ensemble des articles contenus dans environ 1500 versements, occupent à eux seuls près de 6 mètres de rayonnages. Pour en faciliter l'accès et assurer une certaine continuité dans le classement de fonds émanant de structures évoluant dans le temps, des séries correspondant aux grandes fonctions du ministère de l'Équipement ont été définies.

La série AT (Aménagement du territoire) regroupe les archives de la Direction de l'Aménagement du territoire, constituée notamment des services du Plan d'aménagement national et des Plans d'urbanisme, du Service d'aménagement de la Région parisienne (SARP), du service des Affaires foncières et de l'Habitat.

La série DG (Dommages de guerre) intègre les archives des services chargés de la gestion des procédures d'indemnisation des dommages de guerre et des opérations de reconstruction financées par l'État.

La série C (Construction) est relative à la Direction de la Construction laquelle dispose des fonctions et attributions encore visibles dans l'organigramme d'aujourd'hui : le service des études, le service des travaux, le service de la politique technique.

La série BT (Bâtiment public) contient des documents relatifs aux marchés, archives issues des commissions consultatives des marchés, du Conseil général des Ponts et Chaussées, de la Commission centrale des marchés, ainsi que des enquêtes statistiques (grandes enquêtes ou, pour donner des exemples, enquêtes plus spécifiques sur le coût de la construction, enquêtes annuelles sur les entreprises).

L'histoire des grands ensembles peut encore trouver matière dans la série AFU (Aménagement foncier) et dans la série CAB (Cabinet) rassemblant les archives des conseillers techniques, des ministres, ainsi que celles des services directement liés au cabinet du ministre : comités consultatifs sur la reconstruction ou l'aménagement du territoire, services de presse et d'information.

L'ensemble de ces séries donne à voir l'évolution, tant constructive que réglementaire et « doctrinaire », de la politique du logement, et celle de la reconstruction et de l'aménagement qui lui est étroitement liée.

3.2.2 Instruments de recherche

Des instruments de recherches spécialisés

Des travaux ont été menés sur les fonds plus spécifiques du ministère de l'Équipement. Ils peuvent être consultés notamment pour leurs introductions et notices historiques apportant des informations sur les hommes et les structures (directions et services) du ministère qui changent dans le temps.

- *Les Archives de l'Équipement : Etat des versements des administrations centrales aux Archives nationales, 1940-1987*, dir. Jean Luquet, Paris, MELATT, La Documentation française, 1997. Cet ouvrage de 300 pages donne un état sommaire de tous les versements aux Archives nationales, ainsi qu'un survol de l'histoire administrative du ministère.

- *Le Guide des archives de l'Équipement : le logement et la construction de 1945 à 1960*, séries AT, BT, C, CAB, DG, dir. J-C. Croizé, J. Luquet, P. Courtachon, S. Seddik, Paris, Centre de Recherche sur l'Habitat (CRH), Ecole d'architecture de Paris-La Défense, 1988. Ce guide dessine la structure des fonds plus spécifiquement liés à l'histoire du logement.

- *Guide des archives de l'Équipement : logement et construction de 1960 à 1970*, J-C. Croizé, Centre de recherche sur l'Habitat, 1995.

- La base de données *archilog, Archives du logement*.

<http://194.199.198.124/archilog> (adresse provisoire)

Consultable depuis novembre 2004 sur Internet, celle-ci autorise une interrogation du fonds par lieu et thème, pour un échantillon des versements du ministère. Elle est constituée à partir du dépouillement des archives du ministère de l'Équipement et des archives des Villes nouvelles (1965-1985), réalisé par Jean-Claude Croizé, chercheur au Centre de Recherche sur l'Habitat (CRH), en coopération avec la Direction des Archives de France et le Centre des Archives Contemporaines de Fontainebleau. L'échantillon retenu recouvre l'équivalent de 11 000 cartons, soit 40 % du fonds ausculté pour la période 1945-1970. Le traitement de la période 1970-1980 est dans l'attente de financement.

Catalogues et instruments de recherches généraux

- La base de données *PRIAM 3 (AN)*. Celle-ci livre une description sommaire des versements de toutes les administrations au Centre des Archives contemporaines de Fontainebleau

- Pour mention :

Les Archives nationales. Etat général des fonds, 1980.

Les Archives nationales. Etat des inventaires, 1986.

Références bibliographiques, travaux sur les fonds et le ministère

- Beaudouï Rémi, *Raoul Dautry, 1880-1951. Le technocrate de la République*, Paris, Balland, 1998

- Lengereau Eric, *L'Etat et l'architecture. 1958-1981. Une politique publique*, Paris, Picard Editeur, 2001

- Picon Antoine, Ribeill Georges, *Pour un guide des archives de l'administration de l'Équipement*, rapport de recherche pour la DRAST, Paris, 1993

- Pouvreau Benoît, *Eugène Claudius-Petit (1907-1989). Un politique en architecture*, Editions Le Moniteur, 2004

- *Reconstruction et modernisation. La France après les ruines, 1918...1945...*, exposition organisée par la Direction des Archives de France, Paris, Archives nationales, 1991

- Rosen Jacques, *Guide des archives du ministère de l'Équipement et du Logement portant sur la période 1945-1958*, rapport de recherche, Paris, 1982

- Vayssière Bruno, Candré Manuel, Voldman Danièle, *Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme 1944-1954 : une politique du logement*, Paris, IFA-PCA, 1995

3.3 ARTICLES CONCERNANT LES TROIS COMMUNES

L'interrogation de la base de données *archilog* signale 16 dossiers contenant des documents sur Garges-lès-Gonesse, 13 sur Villiers-le-Bel, 30 sur Sarcelles.

Au nombre des dossiers communs aux trois communes peuvent être relevés ceux ayant trait aux :

Lotissements des communes de Seine-et-Oise

Les dossiers contiennent des données sociales et techniques sur les lotissements défectueux, leur financement, le rôle des associations syndicales, ainsi que de la correspondance, des arrêtés, etc.

- Garges-lès-Gonesse

Lotissements L'Argentière (1924-1955), L'Équité (1951-1955), La Lutèce (1929-1955), Le Parc et la Croix Buard (1925-1960)
(AN 830717/066, AFU, 08505)

- Sarcelles

Lotissements Bellevue (1958-1966), Passage Carnot (1957-1959), Parc Fleuri (1925-1958)
(AN 830717/072, AFU 08511)

- Villiers-le-Bel

Champ Bacon (1923-1961), Les Charmettes (1928-1962), La Chevée (1925-1967), Le Clair de Lune (1929-1962), Le Cottage parisien (1929-1961), Avenue Pierre Dupont (1931-1963)
(AN 830717/075, AFU 08514).

Logements économiques de première nécessité (LEPN) ou cités d'urgence

classés par équipe de réalisation ou par commune dont les dossiers contiennent des projets et dossiers de réalisation, pièces de marchés, pièces financières, règlements.

- Garges-lès-Gonesse

26 LEPN (1954-1956) réalisés par Pierre-Édouard Lambert (maître d'œuvre) et L'Habitat communautaire (maître d'ouvrage)
(AN 77 1074 / 026, C 01621)

- Villiers-le-Bel

50 LEPN (1955-1957) construits par Pierre Bailleau pour la SAHLM Le Foyer du Fonctionnaire et de la Famille (FFF)
(AN 771074/018, C 01613).

Projets d'aménagements communaux et plans directeurs d'urbanisme intercommunaux (PDU) de la Région parisienne (1946-1966).

Les dossiers du SARP contiennent, par exemple, des rapports, enquêtes, règlements d'urbanisme et plans concernant :

- Le PDU n° 35 (octobre 1960), couvrant les communes de l'Île-Saint-Denis, Pierrefitte-sur-Seine, Saint-Denis, Stains, Villeneuve-la-Garenne, Villetaneuse, Garges-lès-Gonesse, Sarcelles

- Le PDU n° 35 bis (octobre 1960), couvrant les communes d'Arnouville-lès-Gonesse, Bonneuil-en-France, Bouqueval, Ecoeu, Gonesse, Goussainville, Le Thillay, Villiers-le-Bel, Dugny (AN 770911/096, AT 0466)

- Le PDUI n° 35 B, publié le 29/06/1973, approuvé le 30/06/1971 et révisé en 1973 (AN 910708/006).

Plans d'urbanisme directeur

(1970-1971) (AN 82 07773 /199, AFU 11238)

ZAD du Val-d'Oise

(1964-1974) (AN 860310 / 246, AFU 09679)

Enquêtes sur les communes de Seine-et-Oise

(1935-1966) (AN 77 0911/ 009, série AT 0379)

La documentation rassemblée par le SARP sur l'aménagement de la Région de Paris et le PADOG de 1960 regroupe des dossiers d'enquêtes, consignants observations, dispositions, données comptables, sociales ou spatiales sur les communes de Seine-et-Oise : superficie totale ou habitée, données sur la population, la situation industrielle, la voirie, le zoning (espaces boisés, espaces libres à préserver, zones non affectées, zones d'habitations, zones industrielles), le plan d'aménagement communal.

Les dossiers relatifs aux grands ensembles

Ils contiennent des articles sur la réglementation (arrêtés de création de ZUP, normes de construction) ; la conception ; le suivi de réalisation ; le financement (demandes de crédits, financements du FNAFU, Fonds national d'aménagement foncier et d'urbanisme).

- Dossiers sur les grands ensembles, dont ceux de Garges-lès-Gonesse (1961) (AN 920642 /027)

- Dossiers sur les offices publics d'HLM, sociétés coopératives, sociétés de crédit, dont la société HLM de Villiers-le-Bel (1922-1976) (AN 850714/240, C88744) et la SCIC, avec des pièces sur Sarcelles (1950-1968) (AN 850386/019, C07689).

Les équipements apparaissent notamment aux travers des rapports et comptes rendus de réunions du FDES (Fonds de développement économique et social) livrant les programmes détaillés des équipements, établis en fonction de grilles ministérielles et leur réadaptation à l'urgence ou à la réalité du terrain :

- Garges-lès-Gonesse
(1961-1963) (AN 850367 / 151, AFU 13652)

- Sarcelles
(1961-1963) (AN 850367/159, AFU 13660)

- Villiers-le-Bel
(1961-1963) (AN 85 0367 /159, AFU 13660)

Sarcelles apparaît également dans les fonds relatifs aux projets d'aménagement de la DGEN (archives des services de Vichy (1938-1945) (AN 820774/020, AFU 06288), ainsi que ceux du groupe central des Villes nouvelles (1954-1974) (AN 27 840342/409, AFU 11968), recensant plusieurs études, dont une sur le grand ensemble Sarcelles-Lochères.

Pour Sarcelles, l'on retiendra encore un ensemble de photographies réalisées sur plusieurs opérations de la Région parisienne lors de la visite en France du ministre du Logement espagnol José Luis de Arrese y Magra en 1959 (AN 850378/009, C07796), ainsi qu'une

étude sociologique sur Sarcelles et trois autres nouveaux ensembles urbains de la Région parisienne (1963) (AN A 010, AT 289).

3.4 CAMPAGNES PHOTOGRAPHIQUES

Le Ministère de la Reconstruction s'est attaché à promouvoir le projet de modernisation de la France par des interventions médiatiques les plus diverses. Dès 1945, il engage de vastes campagnes photographiques afin de témoigner de l'état de la France dévastée et de sa reconstruction. Les campagnes seront poursuivies par les différents ministères en charge de l'urbanisme et du logement. La circulaire du 15 avril 1962 (n° 210, circulaire du Ministre de l'Intérieur aux préfets de métropoles) inscrit les campagnes photographiques dans les missions d'aménagement du territoire : de grandes séries portant sur un même département ont vocation à constituer un « inventaire devant permettre de faire ressortir ce qui est fait de remarquable et d'important dans chacune des branches essentielles de l'activité nationale ». Les clichés, souvent non signés, sont réalisés par les photographes du Ministère. Il s'agit tout à la fois de rendre compte de la diversité et de l'état d'avancement des opérations et de donner à voir une vision globale du projet d'aménagement et de modernisation d'un pays, autrefois profondément rural.

Cette activité photographique intense a permis de rassembler près de 70 000 clichés en noir et blanc, pour la période 1944-1979, centrés sur les grands domaines d'intervention du Ministère : le logement, les équipements, l'urbanisme, la construction, et quelques enquêtes à vocation sociologique.

Le fonds a fait l'objet de travaux et d'études par Dominique Gauthey, photographe, fort utiles pour la contextualisation de toute recherche iconographique : on y trouvera des analyses sur les conditions de la production du fonds, les méthodes et moyens déployés pour son archivage, tout autant que des points de vues centrés sur l'iconographie et sur l'évolution des thèmes au regard des grands étapes des politiques de l'Etat.

Références bibliographiques

- Gauthey Dominique, *Photographies de la Reconstruction – territoires de l'anonyme*, DEA sous la dir. de BH Vayssière, IUP, 1995. Lieux de consultation : bibliothèque de l'Université de Paris XII à Créteil ; Société française de photographie, 71 rue de Richelieu (Paris 2e); ministère de l'Equipement (Service d'information et de communication)
- Gauthey Dominique, « Les Archives photographiques de la Reconstruction », *Etudes photographiques*, Paris, Société Française de Photographie, n°3, nov. 1997.
- Gauthey Dominique, *Etude préalable à l'édition d'un cd-rom, à partir des archives photographiques du ME*, mars 1997, à la demande du SIC Service Information Communication - et de la DAFAG - Direction des Affaires Financières et de l'Administration Générale du ministère de l'Equipement.

3.4.1 Documents communs

Photothèque

320 albums de photographies, classés en 91 départements et 46 thèmes, dont 74 albums thématiques (AN-CAC) ou 32 000 clichés en noir et blanc de format 18X 24, correspondant à 90 départements et 1993 communes (1944-1979) (AN-CAC, F14).

Instruments de recherche manuels

Les recherches sont effectuées par le chargé de mission du service photographique du Ministère de l'équipement à partir de 12 inventaires classés par département et par thème. Elles sont longues car elles exigent de croiser un très grand nombre de thèmes correspondant aux différentes étapes de la politique du logement (destruction-reconstruction,

chantiers d'expériences, HLM par exemple) et à la diversité des opérations réalisées et photographiées par son maître d'ouvrage (équipements commercial, culturel, industriel ; procédés de construction ; ouvrage d'art). On y trouve des vues sur l'habitat insalubre, les baraquements, pour la période qui précède la réalisation d'un programme, puis des clichés rendant compte des différentes étapes du chantier et de sa construction, avec des vues aériennes, des photos d'intérieurs.

Les photographies des années 1970-1980 sont plus difficiles à identifier, car cette période coïncide avec l'apparition de nouvelles techniques (abandon du négatif noir et blanc au profit de la diapositive couleur, changement de format) et de nouvelles missions du ministère. Elles sont souvent légendées sous le nom de la région et du numéro du département.

Instrument de recherche automatisé

Une base de données a été réalisée sous le nom *Le fonds photographique Reconstruire la France*, en partenariat avec les Archives nationales. Consultable sur intranet dans toutes les DDE, aux Archives nationales (AN-CN) et au service photographique du Ministère de l'Équipement, elle recouvre un tiers du fonds, soit 29 000 photographies numérisées, susceptibles d'être visualisées au format JPEG de 640 X 480 pixels. La recherche se fait par lieu, architecte, date et sujet. Les mots clés (habitat en bande, chat, vaches, routes) font parfois penser à un inventaire à la Percec. Pour les notions de « logement » ou HLM, il est par exemple recommandé sur la base de rechercher « collectif » ou « insalubre » ou « intérieur » ou « petit collectif ».

3.4.2 Garges-lès-Gonesse

Photothèque (AN-CAC) :

- Grand ensemble Dame Blanche (1962)

3.4.3 Sarcelles

Photothèque (AN-CAC) :

- Une centaine de photographies sur le grand ensemble de Sarcelles (1959-1966) : vues générales, photographies à différents stades de la construction (1959, 1962, 1965 notamment), détails d'architecture, halls d'entrée, intérieurs. On remarquera l'importance des clichés de 1965-1966 donnant à voir les équipements (cours d'école, jeux d'enfants, foyer des jeunes, station service, centre paroissial, gymnase, gendarmerie, gare, arrêt de bus, cinéma, commerce) et l'espace public animé par ses habitants.

- Exposition « Demain Paris » : le grand ensemble (1961)

3.4.4 Villiers-le-Bel

Photothèque (AN-CAC) :

- Série de photographies du grand ensemble des Carreaux (1961)
- Exposition « Demain Paris » : le grand ensemble des Carreaux (1961)

4. L'AMENAGEMENT REGIONAL

4.1 REPERES HISTORIQUES

4.1.1 Les étapes de la planification

Les objectifs de la planification et l'accroissement de la population nécessitaient l'application d'une politique d'ensemble, rendue impossible dans le cadre administratif de l'agglomération parisienne de l'époque. L'agglomération parisienne, écartelée entre trois départements, avait conservé depuis la Révolution les mêmes structures administratives, en dehors de l'extension des limites de Paris jusqu'aux fortifications réalisées par Haussmann en 1860. La réforme administrative, engagée dans les années 1950, conduit à la définition d'un cadre de coordination au niveau régional, visant à donner un statut institutionnel à la région.

L'agglomération parisienne joue en matière de planification un rôle précurseur. Il y est créé dès 1928 un « Comité supérieur d'organisation de la région parisienne », organe consultatif rattaché au Ministère de l'Intérieur. Ce comité, sans personnel permanent et peu doté en moyen financier, confia à une équipe d'urbanistes, dirigée par Henri Prost, le soin d'élaborer un « plan d'aménagement de la région parisienne » (PARP). Ce plan est approuvé par décret le 22 juin 1939 et par la loi du 24 août 1944.

En 1955, le gouvernement dote la région parisienne d'un Commissaire à la reconstruction et à l'urbanisme chargé de mettre en œuvre la politique de l'Etat et de réviser le PARP. Le plan qui en résulta fut pris en compte pour l'ensemble du territoire français sous le nom de PADOG, plan d'aménagement et d'organisation générale. Le PADOG, dont la charge incombait au Service d'Aménagement de la Région parisienne (SARP) de la Direction de l'Aménagement du Territoire qu'avait créé le Ministre Eugène Claudius-Petit au sein du MRU, fut élaboré entre 1956 et 1958 et approuvé en 1960.

4.1.2 Le District et l'IAURP (IAURIF)

Pour mener à bien l'unité de la politique d'aménagement et d'équipement de la région parisienne, il est institué en 1961 un Etablissement public doté d'une autonomie financière, le District de Paris.

Le District a vocation tout à la fois à étudier les problèmes d'aménagement et d'équipement de la région, à accorder des aides financières pour la réalisation d'équipements d'intérêt régional, enfin à coordonner et aider dans ces domaines les départements et les communes, mais non de se substituer à elles. Son conseil d'administration composé essentiellement d'élus, remplit la mission d'une assemblée régionale ayant pouvoir de décision et d'avis pour tout ce qui a trait à l'aménagement de la région. Son délégué général, en la personne de Paul Delouvrier, nommé par le gouvernement, jouera le rôle de préfet de région à partir de 1966, date à laquelle le District devient le District de la Région Parisienne.

La création, en 1960, de l'Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Parisienne (IAURP) répond à la nécessité de confier l'étude des problèmes d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne à un organisme d'études spécialisé détaché des contraintes administratives. Composé d'ingénieurs, de sociologues, de démographes, de psychologues, et d'architectes urbanistes, l'IAURP, présidé dès 1961 par Paul Delouvrier, reconnu fondation d'utilité publique en 1962, est mis à la disposition du District.

Le District qui, après étude, devait à l'origine se borner à accorder des subventions, assurera la coordination des services de la région parisienne. Il préparera, avec le concours de

l'IAURP, la programmation des équipements publics en région parisienne, remettra en cause la stratégie d'aménagement régional antérieure définie par le PADOG, en participant à l'élaboration des divers plans d'aménagement : schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne (SDAURP), présenté en 1965, contesté, révisé en 1969, puis en 1975, avant d'être finalement approuvé en 1976 ; schéma directeur de la ville de Paris, schéma de structure et plans directeurs d'urbanisme communaux. La loi du 6 mai 1976 réforma le district pour créer la région Ile-de-France, établissement public similaire à ceux créés en province par la loi du 5 juillet 1976, pour faciliter l'administration du pays, l'IAURP prenant alors le nom de IAURIF, Institut d'Aménagement de la Région Ile-de-France.

4.2 LES DIFFERENTS FONDS D'ARCHIVES

4.2.1 Les versements du District

(1961-1976) (ARIDF, 344W, 345 W)

Structure des fonds

Ces archives, aujourd'hui classées et réparties en deux versements, instruisent sur l'histoire de la planification et sur l'implication, par-delà celle du District, de ses différents acteurs : organismes HLM et élus, suscitant notamment garanties ou subventions et portant avis ; organismes d'étude ou de gestion, tels que l'IAURP, le Fonds National d'Aménagement Foncier et d'Urbanisme (AFNAFU), l'Agence Foncière des Transports de la Région Parisienne (AFTRP).

Les fonds sont organisés par grands thèmes ou domaines d'activités du District. On y trouve ainsi :

- Des dossiers sur les travaux du conseil d'administration du District et des différents organismes d'études et de gestion régionales (IAURIF, AFTRP, etc.),
- Des dossiers sur la participation financière du District en matière de logement, d'urbanisme, d'assainissement, d'équipement, de constructions d'intérêt régional, de politique foncière, et les garanties accordées,
- La planification, enfin, s'appréhende au travers des dossiers sur la programmation des travaux et des équipements d'une part et sur l'élaboration des différents plans d'aménagement et d'urbanisme d'autre part : plans d'aménagement et organisation générale (PADOG) ; plans directeurs d'urbanismes intercommunaux (PDUI) ; schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme (SDAU).

Le tout est riche en données budgétaires, rapports d'études sur le foncier, la situation et l'évolution du logement et des équipements, comptes rendus de séances de groupes de travail, notes de synthèses, notes préparatoires, délibérations, procès-verbaux de conseils d'administration, correspondance avec un grand nombre d'acteurs (élus, organismes HLM, organismes de prêt, etc.). L'approche communale nécessite de pousser plus en avant la recherche dans des fonds dont l'entrée est régionale ou thématique.

Documents communs aux trois communes

- Dossiers relatifs à l'intervention financière du District dans le Val-d'Oise, tableaux, exposés des motifs, notes et correspondance
(1968) (ARIDF, 345W 98-101)

- Dossiers relatifs aux subventions accordées aux communes en matière d'équipements dans lesquels on peut mentionner celles accordées aux communes de Seine-et-Oise, pour les équipements routiers
(1963) (ADRIF, 345W 115)

- Dossiers relatifs à la préparation du SDAU contenant notes, cartes, et dossiers relatifs à son examen par les maires et députés du Val-d'Oise (exposés, délibérations, rapports, correspondance)
(1965) (ARIDF, 345W139, 140-141).

Instrument de recherche

Bordereau de versement

4.2.2 Le fonds du Comité consultatif économique et social (CCES)

(1963-1976) (ARIDF, 2W)

Nous mentionnons l'existence de ce fonds susceptible d'être exploité pour une recherche sur les grands ensembles. Le CCES, institutionnalisé en 1967, organisme consultatif régional composé des représentants des forces socioéconomiques de la région parisienne, était chargé de conseiller le district sur les questions relatives au développement et à l'aménagement. Depuis 1976, il agit sous le nom de Conseil économique et social (CES).

Instrument de recherche

Bordereau de versement

4.2.3 Les archives de l'IAURP, IAURIF

(1961-1981) (ARIDF, WIA)

Celles-ci contiennent, outre les études réalisées par l'Institut, la documentation ayant servi à leur élaboration : rapports intermédiaires, notes de travail, comptes rendus de travaux, études d'autres organismes, enquêtes statistiques, recensements, coupures de presse, correspondance, actes de colloques et de congrès, notes de voyages en France ou à l'étranger, etc. Les archives, organisées par services (dont les noms ont pu changer dans le temps), sont accessibles à partir des bordereaux établis par les archivistes ou les différents services de l'IAURIF, ceux-ci pouvant être, selon l'époque, plus ou moins explicites. On signalera, dans le versement de la division Aménagement, transports et infrastructures (1961-1981), des études découpant la région parisienne en différentes zones et portant sur la démographie, les transports en commun, la motorisation, les migrations alternantes, le stationnement (au lieu de résidence, de l'emploi, à l'échelle régionale). Le versement de la Division « espace ouvert, environnement » (1968-1978) détient des données sur le foncier et les espaces verts des grands ensembles (projet de verdissement, analyse de coût et d'entretien...). Les études, centrées sur des thèmes et des espaces géographiques variés, peuvent aborder l'échelle communale ou départementale.

Documents communs aux trois communes

- Enquêtes sur les déplacements dans la région parisienne, répertoriées par communes et par départements sur :

les transports en commun et les parkings (1962-1971) (ARIDF, 2WIA, 46)

les équipements sportifs du Val-d'Oise (1964-1975) (ARIDF, 2WIA, 30).

- Etudes de la division Aménagement de l'espace relatives à la programmation du SDAU de Sarcelles-Gonesse

(1962-1983) (ARIDF, 2WIA, 66).

- Plans et programmes des voies primaires des zones opérationnelles de l'habitat dans le Val-d'Oise
(1976) (ARIDF, 2WIA, 103).

Sarcelles

- Etude préalable pour les directives régionales du SDAU de Sarcelles-Gonesse. Delprat, Gout. Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région parisienne.
(1971) (bibliothèque ADV0)

4.2.4 La photothèque de l'IAURIF

(1964- 2005)

La photothèque de l'IAURIF, centrée sur l'urbanisme et l'aménagement en Ile-de-France, dispose de vues (diapositives couleurs, négatifs noir et blanc, photos numériques) réalisées pour les besoins des services de l'IAURIF depuis 1964, date de sa création, sur les équipements, les activités, les transports, l'environnement, le patrimoine artistique, l'habitat (rénovation, réhabilitation), les grands travaux, les villes nouvelles, les grandes métropoles mondiales. Elle est riche près de 100 000 clichés, au nombre desquels figurent 40 000 images déjà numérisées.

Son fonds ancien (1960-1970), en cours de numérisation, rassemble près de 5000 photographies dues au photographe Jean Doucet, ainsi que des photographies aériennes. Les clichés recouvrent la période d'aménagement des années 1960-1970 au travers de quelques grands thèmes : l'habitat (dont les grands ensembles), les villes nouvelles, le patrimoine, les transports, l'environnement, les grands chantiers de La Défense, de Montparnasse, du Front de Seine, etc.

Garges-lès-Gonesse

Sur un total de 130 images que la photothèque dispose sur la ville de Garges-lès-Gonesse des années 1960 à nos jours, une série au moins, dans le fonds ancien, sur le grand ensemble Dame blanche (Zone Nord Zone Sud, vues prises du haut d'un immeuble) (1964) et le quartier Les Doucettes (1975).

Sarcelles

Plusieurs photographies (6 au moins) du grand ensemble : à l'époque de sa construction, en 1974, et vues aériennes.

Instrument de recherche

Manuel pour le fonds ancien, informatisé pour la période plus récente.

5. LE DEPARTEMENT

La réforme administrative amorcée au niveau régional se traduit également par la création de nouveaux départements. Les études du District avaient montré que la croissance démographique et l'expansion spatiale de l'agglomération parisienne nécessitaient de remédier à une véritable sous-administration et de rapprocher l'administration des administrés. En 1960, l'agglomération dessinée par le PADOG s'étendait sur trois départements et englobait 214 communes : Paris et les 80 communes de la Seine, 126 communes en Seine-et-Oise, 7 communes en Seine-et-Marne. La loi du 10 juillet 1964 portant réorganisation de la région parisienne substitue huit départements aux trois existants. La Seine-et-Oise, vaste département qui ceinturait Paris, est découpée en six départements : la Seine-Saint-Denis, les Hauts-de-Seine, les Yvelines, le Val-de-Marne, l'Essonne et le Val-d'Oise. La région réorganisée intègre à ces derniers, Paris, ville département, et la Seine-et-Marne, elle, inchangée.

5.1 PREFECTURE DE SEINE-ET-OISE PUIS DU VAL-D'OISE

L'on mentionnera pour la préfecture, chargée de coordonner les projets d'aménagement conduits par l'Etat et de contrôler l'urbanisme territorial, l'existence d'annuaires administratifs.

Annuaire départemental de la préfecture de la Seine-et-Oise, de 1959, 1960, 1962 et 1964 (bibliothèque ADVO, en cours de cotation).

Deux directions sont plus particulièrement susceptibles de concerner les trois communes.

5.1.1 Direction des affaires communales

(1937-1968) (ADVO, 857W, 638W, 639W, 640W, 641W, 719W 721W, 727W, 728W, 808W, 886W, 925W...)

Les archives de cette direction conservent les actes de contrôles de légalité des opérations communales. Elles rassemblent, par delà les autorisations préfectorales, des dossiers de travaux et de subventions.

Plusieurs versements ont trait aux :

- Lotissements défectueux
(1930-1940) (ADVO, 638W)

- Opérations de lotissements HLM
(1920-1965) (ADVO, 639W)

- Constructions scolaires
(1930-1965) (ADVO, 640 W)
(autour de 1955) (ADVO, 886W)

- Projets d'assainissement des communes
(1920-1966) (ADVO, 641W)
(1957-1966) (ADVO, 728W).

Garges-lès-Gonesse

- Dossiers sur la constitution des associations syndicales libres de plusieurs opérations HLM : l'Équité, l'Espérance, la Lutèce, Bellevue.
Rapports plans, extraits de délibération, devis, cahier des charges, arrêté de subvention.
(1936- 1966) (ADVO 639W, 101 à 149)

Sarcelles

- Dossiers sur les constructions scolaires
Délibérations, documents sur le foncier (procédures d'expropriation, de déclaration d'utilité publique, d'acquisition de terrains) dossiers de subventions et de travaux
(1965-1967) (ADVO, 640W 131)

Villiers le Bel

- Dossiers sur les constructions scolaires
(1957-1967) (ADVO, 640W 159-162)

Instruments de recherche

- Etat sommaire des versements
- Bordereaux de versements.

5.1.2 Le service de coordination de l'action économique (SCAE)

(1964-1979) (ADVO 734W ; ADVO 280W...)

Ce service était plus particulièrement attaché à la redistribution des fonds d'aménagement. Ses archives rendent compte de la programmation et du financement des opérations de rénovation urbaine, des ZUP, des ZAC et des équipements publics au travers de différents dossiers :

- Dossiers de subventions et de travaux par type de construction (ZUP, bâtiment scolaire, culturel, centre social, etc. ; parc de stationnement, voirie communale, voirie des ZUP...)
- Dossiers des groupes de travail organisés en préfecture sur le logement ou les équipements et de différentes commissions : commission administrative régionale ; commission départementale de contrôle des opérations immobilières ; commission d'équipements scolaires, culturels, sportifs.

Ces dossiers contiennent des rapports et études sur le réseau routier, les équipements, des procès-verbaux de réunions, des instructions sur la construction de logement, des documents sur la programmation des différents équipements, des demandes de financement des communes, des prévisions et dotations budgétaires, des comptes rendus d'exécution de travaux, et des bilans des réalisations. On signalera des enquêtes faites auprès des maires sur les besoins en équipements.

Garges-lès-Gonesse

- Dossier de financement FNAFU sur le logement
(1967-1968) (ADVO 638W, 734W, 300W)
- Dossiers sur les ZAD des quartiers Dame Blanche et La Muette
(1971-1977) (ADVO, 282 W 31)
- Dossier sur les équipements sportifs du quartier Dame Blanche
(nd) (ADVO, 734W 133 ancienne cote)

- Dossier sur le centre social Les Mouettes
(1965-1970) (ADVO, 734W 413)

- Dossiers sur la ZAC des Doucettes (enquête publique, PAZ modificatifs)
(1978) (ADVO, 282W 101)

Sarcelles

- Dossier relatif à la publication du POS
(ADVO, 282W 123)

-Dossier de financement pour la construction de centres d'orientations scolaires
(ADVO, 734W 397)

- Dossiers sur la ZAD de l'Autoroute A9
(1969-1970) (ADVO, 398W2-27)

Villiers-le-Bel

- Dossier de ZAD, déclaration d'aliéner, correspondance entre le préfet et le maire
(1975-1976) (ADVO, W282)

- Dossiers par édifices
Bâtiment de secours
(1970-1975) (ADVO 734W 365)

Foyer de personnes âgées
(1974) (ADVO, 734W 131)

- Dossier sur le POS
(nd) (ADVO, 368 W 36).

Instrument de recherche

- Répertoire sommaire
- Bordereau de versement

On pourra également se référer aux versements en cours de traitement de la Direction des affaires immobilières (1951-60) (ADVO, 809W 903W) disposant d'un fonds relatif au domaine communal. Ce fonds, doté des actes de procédures communales (acquisitions de terrains ; expropriation pour cause d'utilité publique, instruites par le préfet) contient des dossiers consacrés aux offices HLM.

- Sarcelles : dossier sur la société HLM Evoy
(1967-1969) (ADVO, 903W)

- Villiers-le-Bel : dossier sur la société HLM de Villiers-le-Bel
(1959-1961) (ADVO, 903W).

5.1.3 Cabinet de la préfecture

Revue de presse de la préfecture puis du conseil général du Val-d'Oise
(1970-2001) (ADVO, PER 21)

Entre 1970 et 1975, le service de presse du cabinet de la préfecture réalise une revue de presse thématique, qui fut intégrée par la suite au centre de documentation administrative du conseil général (CDA).

Le fonds documentaire du CDA est constitué à partir de 1975 et jusqu'en 2001, des photocopies de coupures de presse que le cabinet de la préfecture a continué à lui verser. Ce fonds couvre l'actualité du Val-d'Oise, par commune et par grand thème (urbanisme, équipement, etc.). Les revues de presse d'intérêt régional, départemental ou communal sont versées aux Archives départementales, celles d'intérêt national n'étant pas, elles, gardées.

Instrument de recherche

Répertoire numérique

5.2. SOUS-PREFECTURE DE MONTMORENCY

Pour mention, en cours de classement :

Service des affaires locales

(1952-1970) (ADVO, 619W)

Financement des travaux d'équipement des communes (assainissement, équipements sportifs...) et des travaux d'entretien des bâtiments communaux, toutes communes (Andilly à Villiers-le-Bel)

Service des actions de l'Etat

(1975 à 1980) (ADVO, 628W)

Dossiers d'urbanisme :

- Contrôle de légalité des autorisations d'urbanisme et des documents d'urbanisme des communes (POS, ZIF, ZAD...);
- Commissions administratives régionales, planification de l'aménagement ;
- Commissions départementales des opérations immobilières et de l'architecture ;
- Expulsions (statistiques).

Service de la réglementation

(1966-1980) (ADVO, 629W)

Installations classées, toutes communes.

Instrument de recherche

Bordereaux de versement.

5.3. CONSEIL GENERAL

Les travaux du Conseil général

(1967 à nos jours) (ADVO, 6K-7K)

Compte-rendu des délibérations, sessions budgétaires, sessions ordinaires et extraordinaires, débats et rapports, commissions départementales, classés par date et ordre du jour.

5.4 LA DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT, DDE

Le Groupe d'étude et de programmation (GEP) joue, au sein de la DDE, créée par la loi du 30 mars 1967, un rôle d'aide à l'aménagement communal et intercommunal. Il conduit, en particulier, des études dans le domaine de la programmation urbaine et des transports. Il comprend plusieurs services dont les versements sont ici présentés.

5.4.1 Permis de construire

(1945-1990) (ADVO, en cours de classement)

Seuls sont conservés les permis des opérations les plus importantes du département.

5.4.2 L'Atelier d'urbanisme

(1964-1989) (ADVO, 929W)

Ce service est affecté, au sein du GEP, aux études sur l'aménagement de l'espace et sa planification. Ses archives contiennent des études et de la documentation (comptes rendus de groupes de travail, plans, correspondance) sur les Schémas directeurs et de secteurs, les Plans d'urbanisme intercommunaux, les ZUP, les ZAC, les ZAD, les ZAE (zones d'aménagement économique), les POS du Val-d'Oise. Y figurent également des études sur l'activité économique (l'emploi, la programmation des zones, l'activité de la construction), les équipements, le commerce.

Documents d'urbanisme intercommunaux concernant les trois communes

- SDAU de Sarcelles Gonesse

Etudes, correspondance, comptes rendus des groupes de travail, contrats.

(1973-1980) (ADVO, 929W 4 -16-17-22)

- PDUI (Plans d'urbanisme intercommunal)

PDUI n° 35 (1960) et PDVI n° 35 bis (octobre 1960)

(1960) (ADVO 929W, non coté).

Garges-lès-Gonesse

- ZAD (Zone d'aménagement différé) du Vieux pays et rapport d'analyse de son développement (1970) (ADVO, 929W 63)

- Plan masse du grand ensemble Dame Blanche

(1970) (929W, ADVO 63).

- Projet de ZAD caduque pour l'autoroute A15

(1966-1982) (ADVO, 929W 89)

Sarcelles

- Plans masses du grand ensemble

(1966) (ADVO, 929W 71)

- Comptes rendus de groupes de travail, plans et correspondance sur le POS

(1974-1984) (ADVO, 929W 71)

- Programme du quartier « Entrée de ville », projet d'aménagement « Le cœur de ville - trait d'union entre le village et le grand ensemble »

(1966-1986) (ADVO, 929W 71)

- Projets d'aménagement : la ville ancienne, Sarcelles village et Sarcelles Lochères (1966-1986) (ADVO, 929W 72).

- Rapports

Grand ensemble de Sarcelles-Lochères. Éléments de programmation, rapport de M. Juvin (DDE),

(nd) (IAURIF [IA 11812])

Élément de programmation de la zone urbaine est du Val-d'Oise, rapport de M. Juvin (DDE), (1968) (Ecole Nationale des Ponts et Chaussées [NY 3808]).

Villiers-le-Bel

- ZAD de la Croix Baillet, ZAC de Derrière-les-Murs de Monseigneur (1975-1983) (ADVO, 929W 66)

- Projet d'aménagement de la Zone industrielle (1975-1983) (ADVO, 929W 67)

5.4.3 Le service des constructions publiques

(1964-1988) (ADVO, 862W, 863W).

Ont été repérés, dans les versements de ce service, les dossiers des subventions concédées par l'Etat aux communes, notamment pour la construction des équipements sportifs (1964-1988) (ADVO, 862 W) et scolaires (1964-1988) (ADVO, 863W).

Garges-lès-Gonesse

- Subvention pour le Groupe scolaire Les Doucettes (1982) (ADVO, 863W 52)

Sarcelles

- Fonds scolaires de la commune (1968-1977) (ADVO, 863W 20)

- Subvention pour les Groupes scolaires Chantepie (1975) et Chardonnerettes (1982) (ADVO, 863W 6)

Villiers-le-Bel

- Fonds scolaires (1968-1977) (ADVO, 863W 25)

5.4.4 Le service chargé de la programmation et du financement des infrastructures

(1940-1988) (ADVO, 932W)

La consultation de ces archives donne à voir les projets d'autoroutes et d'aménagement des routes nationales et les déviations réalisées dans le département dans le cadre de la politique d'aménagement du territoire. Les versements rassemblent les pièces relatives à leur réalisation : documentation générale ; avant-projets détaillés ; notes techniques sur la circulation ; études parcellaires ; déclaration d'utilité publique, procédures de financement et d'acquisition foncière ; étude d'impact, dossier de marché. L'échelle communale apparaît aux travers de rares opérations.

Garges-lès-Gonesse

- Parking d'intérêt régional (PIR)
(1962-1975) (ADVO, 932W 6).

Sarcelles

- Parking d'intérêt régional
(1973-1974) (ADVO, 932W 11)

Villiers-le-Bel

- Projet de redressement et d'élargissement de la RN370 à Villiers-le-Bel et Gonesse
(1966-1978) (ADVO, 932W 71).

Instrument de recherche

Bordereaux de versement

5.5. SERVICES FONCIERS DU VAL-D'OISE

Cadastre rénové

(1930-1970) (ADVO, 26Fi)
Collection incomplète de plans

Le cadastre a fait l'objet de plusieurs révisions :

- révision des propriétés non bâties durant les années 1908-1917 avec la loi du 31 décembre 1907, refonte des matrices dans les années 1913-1914 avec l'apparition des matrices noires (du nom de la couleur des registres)
- rénovation générale du cadastre français, à la suite des bouleversements occasionnés par la guerre, avec la loi du 16 avril 1930, et dont la réalisation s'échelonna dans le temps, jusque dans les années 1970. Les matrices noires, supprimées à cette occasion, continuèrent néanmoins à être utilisées jusque dans les années 1970 par beaucoup de communes du département. Un renouvellement cadastral est encore engagé avec la loi du 18 juillet 1974.

Sarcelles

1 plan : tableau d'assemblage, cadastre révisé pour 1971
(1971) (ADVO, 26Fi160 1)

Villiers-le-Bel

2 plans : tableau d'assemblage (cadastre révisé en 1967) et de sections (cadastre renouvelé de 1967 et remis à jour en 1974)
(ADVO, 26Fi183 1 et 2)

Dans le cas de Sarcelles et Villiers-le-Bel, les plans ont été dressés dans le cadre de la rénovation cadastrale de la loi de 1930. Ils correspondent à la fin de l'utilisation des matrices noires, donc la fin du cadastre napoléonien.

5.6 DOCUMENTS GRAPHIQUES

5.6.1 Cartes topographiques

(1970) (ADVO)

Cartes sur le Val-d'Oise à différentes échelles : 5000^e (37 Fi) ; 10 000 à 25000^e (38Fi) ; 50 000^e (39Fi) ; 80 000^e (40Fi)

Instrument de recherche

Répertoire numérique

5.6.2 Plans du Ministère de l'Urbanisme et de la Reconstruction

(Délégation départementale du Ministère de la Reconstruction)

Garges-lès-Gonesse

3 plans au 1/2000^e
(1950) (ADVO, non coté)

Sarcelles

3 plans au 1/2000^e et 1 plan au 1/5000^e
(1948) (ADVO, non coté)

Villiers-le-Bel

2 plans au 1/2000^e
(1948) (ADVO, non coté)

Instrument de recherche

Récolement en cours.

5.7 CAMPAGNES PHOTOGRAPHIQUES

Plusieurs fonds de photographies réalisées sur le Val-d'Oise permettent notamment de replacer les grands ensembles dans le paysage départemental de l'époque.

5.7.1 Photographies aériennes de la documentation française

(1970-1971) (ADVO, 14Fi)
(1985-1986) (ADVO, 22Fi 1985-1986)

La Documentation française a effectué une série de reportages photographiques entre octobre 1970 et septembre 1971 pour le compte de différents ministères et services publics. Une deuxième campagne est réalisée en 1986. Les photographies sont classées par communes. Pour la campagne de 1970-1971, seuls les services publics peuvent utiliser les photographies pour des besoins internes. Pour la campagne de 1985-1986, une convention entre la Documentation française et le Conseil général du Val-d'Oise autorise la libre reproduction pour les usages du département. Les grandes opérations de logements apparaissent dans le fonds des années 1970, au milieu de quantités d'autres clichés donnant à voir le paysage bâti et rural du département – patrimoine ancien (château), fleuves, zones pavillonnaires, etc. Le reportage de 1986 est plus centré sur le patrimoine rural et ancien et les grands équipements (échangeur, hippodrome, etc.).

Garges-lès-Gonesse

Deux photographies du grand ensemble Dame Blanche
(1970-1971) (ADVO, 14Fi 34)

Sarcelles

Trois photographies sur différents quartiers du grand ensemble de Sarcelles-Lochères
(1970-1971) (ADVO, 14Fi 68-70)

Villiers-le-Bel

Quatre photographies :

- Vieux village, avec en arrière plan, le grand ensemble
- Hôpital Richet (plan sur le bâtiment et photographie de site)
(1970-1971) (ADVO, 14Fi 78-81)

Deux photographies sur le Centre ville et l'église
(1985-1986) (ADVO, 22Fi 230-233)

5.7.2 Photographies aériennes, Institut géographique national (IGN)

(1870-1960) (ADVO, 11Fi)

Ce fonds de photographies aériennes compte une série de clichés sur le département à partir des années 1870. Plusieurs photographies couvrent la période 1950- 1960

5.7.3 Cartes postales

Une collection de cartes postales anciennes du début du XX^e siècle donne à voir les communes avant la construction des grands ensembles. Certaines, plus récentes (1950-1960), reproduisent les photographies aériennes réalisées par Roger Henrard, un industriel et pilote d'avion, dont les Archives départementales conservent également les tirages (29Fi).

Garges-lès-Gonesse

- Cartes postales

(fin XIX^e – début XX^e siècles) (ADVO, 31Fi 76)

- Photographies aériennes du fonds Henrard : Grand ensemble Dame Blanche
(1965) (ADVO, 29Fi 202-203)

Sarcelles

- Cartes postales

(fin XIX^e – début XX^e siècles) (ADVO, 31Fi 160)

-Photographies aériennes du fonds Henrard

- Grand ensemble Sarcelles-Lochères (1965) (ADVO, 29Fi 204-207)
- Centre ville (1965) (ADVO, 29Fi 260-262)

Villiers-le-Bel

- Cartes postales

(fin XIX^e – début XX^e siècles) (ADVO, 31Fi 183)

6 LES BAILLEURS ET LES CONSTRUCTEURS

Les bailleurs dont les fonds sont présentés dans cette notice ne constituent qu'un faible échantillon du nombre important de constructeurs à avoir participé à la construction des grands ensembles de Val de France. L'accès aux archives d'entreprise ayant pu faire l'objet de nombreuses restructurations est de manière générale souvent difficile. Les papiers sont dispersés dans les services, lorsqu'ils n'ont pas été simplement détruits. Leur conservation n'est pas toujours la priorité des entreprises : l'archivage occupe de l'espace, du temps, et donc de l'argent. Les fonds repérés relèvent de sociétés pour qui la politique de conservation sert les fins de fonctionnement (politique de conservation des papiers légaux ; regroupement de photos dans les services de communication). Plus ou moins accessibles au public extérieur, ils sont comme tels plus à même d'être présentés dans un guide.

Notre enquête a porté sur cinq bailleurs : la Logirep, qui n'a pas répondu positivement à notre demande, les FFF, Toit et Joie, Baticoop, et la Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts (SCIC), filiale de la Caisse des Dépôts et Consignations (CDC). En ce qui concerne la SCIC, la prospection de fonds éclatés dans différentes institutions pourrait se nourrir d'autres recherches que celles, pourtant fort nombreuses, menées dans le cadre de ce guide au sein de l'actuelle maison mère et de ses différentes divisions, récemment regroupées en une holding sous le nom Icade promotion.

Référence bibliographique

Topalov (Christian), *Les promoteurs immobiliers, Contribution à l'analyse de la production capitaliste du logement en France*, Paris-La Haye, Mouton, 1974.

6.1 LA CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS ET LA SCIC

6.1.1 Repères historiques

La Caisse des Dépôts et Consignations (CDC), institution financière publique créée en 1816, a vocation à gérer les dépôts et consignations volontaires, les fonds des caisses d'épargne, des caisses de retraite et de prévoyance publique, de l'assurance travail et décès. Elle joue jusqu'au début des années 1950 le rôle de banque de prêts pour les collectivités publiques et les organismes constructeurs de logements.

La création en 1954 de l'une de ses premières filiales techniques, la Société Centrale Immobilière de Construction (SCIC), lui permet de s'impliquer en qualité de maître d'ouvrage dans la réalisation de logements sociaux. La SCIC s'impose très vite comme l'un des plus importants constructeurs français. A la fin de l'année 1958, alors que le décret des ZUP vient à peine d'être publié, la SCIC a déjà à son actif la construction de près de 76 500 logements sociaux.

Le grand ensemble de Sarcelles constitue l'une de ses premières et plus fameuses opérations, dont la construction, engagée en 1955, s'étendra sur près de 20 ans. La SCIC en assure la réalisation pour le compte de sociétés créées ou mobilisées localement grâce à des prêts à long terme de la Caisse des dépôts : entreprises industrielles ou commerciales investissant le produit de leur contribution patronale à l'effort de construction, ce qui, en retour, leur permet de disposer de logements pour leurs personnels, sociétés de capitaux associant la Caisse des dépôts et ses filiales toujours majoritaires. Au nombre des plus importantes, on peut citer :

-la Compagnie Immobilière de la Région Parisienne (CIRP), filiale de la CDC, chargée de combler le déficit de logements sociaux dans cette région, maître d'ouvrage à Sarcelles de 7532 logements (5900 locatifs)

- la Compagnie Immobilière pour le Logement des Fonctionnaires Civils et Militaires (CILOF), propriétaire de 1078 logements,
- la Société Parisienne de Construction Immobilière (SCPI), dont l'objectif est de réaliser des logements en accession à la propriété, et qui dispose à Sarcelles de 2264 logements.

La SCIC entreprend en 1957 à Villiers-le-Bel la construction du grand ensemble Les Carreaux, puis en 1965, celle du grand ensemble Le Puits-la-Marlière.

Référence bibliographique

Landauer (Paul), *La Caisse des Dépôts et Consignations face à la crise du logement. 1953-1958, Histoire d'une maîtrise d'ouvrage*, thèse de doctorat, Université Paris I-Panthéon Sorbonne, 2004

6.1.2 Les fonds de la SCIC

La SCIC n'a pas de fonds d'archives constitué. La restructuration des services de la SCIC constituée aujourd'hui en holding (groupe Icade) contribue à rendre difficile l'accès à des archives, déjà mises à mal lors d'un incendie en 1995. Deux principaux fonds sont néanmoins identifiés à ce jour.

Le fonds photographique / Photothèque

Rassemblé par le service de communication de la SCIC, il est difficilement accessible (Icade Patrimoine, service communication)

Le fonds SCIC de la Caisse des dépôts et consignations (CDC)

L'ancienne mission chargée des travaux historiques de la Caisse des dépôts a rassemblé un certain nombre de documents émanant de la SCIC. Ce fonds, constitué de pièces éparses, est conservé aujourd'hui par le service archives de la CDC.

Il rassemble notamment les procès-verbaux des conseils d'administration et des assemblées générales de la SCIC (1954-1986). Classés par numéros de contrats, et comme tels d'accès peu aisés, ces derniers instruisent les demandes de subventions et prêts demandés à la Caisse des dépôts.

On y trouve également un ensemble de documents d'ordre promotionnel sur la SCIC, réalisés par la Caisse des dépôts chargée dans les premiers temps de la communication de ses filiales, ou par la SCIC elle-même, soit :

- des ouvrages de prestiges : *L'art présent dans la cité* (SCIC-CDC/SIRP, 1969), au sein desquels figurent des œuvres réalisées dans le cadre de la politique du 1% artistique, à Sarcelles ; *SCIC, 1954-1974* (SCIC – FJB éditeur, 1974) ouvrage réalisé pour le 20^e anniversaire de la SCIC,
- des brochures illustrées telles que la brochure *SCIC 1954-1964 : cent mille logements*, exposant quelques opérations phares de la SCIC, dont des opérations de logements à Sarcelles et l'hôpital de Villiers-le-Bel.
- des plaquettes promotionnelles réalisées par la SCIC sur la conception de la ville nouvelle de Sarcelles (1965) et le centre commercial les Flanades, constituées, pour ce dernier, de plans détaillés fournissant des informations sur l'état en 1972 de la commercialisation de ses bureaux, commerces et parkings.

La mission historique dispose d'un fonds de photographies (1960-1970) hérité de la SCIC, dont un certain nombre portent sur Sarcelles. Dus à Jean Biaugeaud, photographe d'architecture actif à l'époque, les clichés rendent compte de l'évolution des chantiers et

programmes, de la diversité des aménagements (écoles, espaces de jeux, église, centre commercial). Nombre de points de vue tendent à mettre en avant l'ampleur de ce que le promoteur entendait mettre en valeur, non pas un ensemble de logements, doté d'espaces publics et d'équipements attenants, mais une ville nouvelle articulée en quartiers autour d'artères urbaines.

Pièces éparses

On mentionnera l'existence de pièces relatives à la SCIC dans d'autres fonds ou institutions :

Maquette du grand ensemble de Sarcelles et documents promotionnels
(Maison du Patrimoine de Sarcelles)

Plaquettes de différentes opérations

- *Sarcelles ouvre son cœur : Les Flanades, votre centre commercial en cœur de ville.*
(nd) (bibliothèque ADVO, D613)
- *Vos bureaux à Sarcelles, ville nouvelle "Les Flanades". Paris : SCIC*
(nd) (bibliothèque ADVO, D620)
- *Sarcelles.* Paris : SCIC
(nd) (bibliothèque ADVO, D621)

Etudes

- Elisabeth Bauer, M. Guillaumot, *Etude socio-démographique. Sarcelles VI et VII*, Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts.
(1967) (IAURIF)
- Elisabeth Bauer, M. Guillaumot, *Résidence de Sarcelles VI*, Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts.
(1967) (IAURIF)

6.1.3 Les fonds de la CDC

La Caisse des dépôts dispose d'un service d'archives où l'on peut consulter des documents de portée générale concernant sa politique. Sont ainsi conservés :

- La collection complète des procès-verbaux de la commission de surveillance de la Caisse des dépôts, classés par ordre chronologique. Cette commission est une instance décisionnelle et indépendante, constituée notamment de membres du Trésor, de la Banque de France, et présidée par un député, jouant un rôle de contrôle sur les opérations et prises de participation de la SCIC.
- La presse interne rédigée par le Comité social de la Caisse des dépôts pour informer son personnel des programmes lancés par la CDC et susceptibles de le loger.
- Les discours et interventions des dirigeants publiés ou non dans les revues internes de la CDC (1960 –1980) :
 - *Les diverses contributions de la CDC au financement du plan de modernisation et d'équipement*, conférence non datée (env. 1961) de L.-P. Leroy, directeur de la CDC
 - « Le XV^e anniversaire de la SCIC, au Val D'Yerre », *Revue CDC* 69, novembre 1969 : Extraits des discours de Léon-Paul Leroy, président de la SCIC, Maurice Pérouse, Directeur général de la CDC, Albin Chalandon, ministre de l'Équipement et du logement
 - *Le XX^e anniversaire de la SCIC*, conférence du 9 octobre 1974. Textes de l'allocution de Léon-Paul Leroy, président, Maurice Pérouse, directeur général de la CDC, Robert Galley, ministre de l'équipement.

6.2 LE FOYER DU FONCTIONNAIRE ET DE LA FAMILLE (FFF)

6.2.1 Repères historiques

La société anonyme de construction et de crédit Le Foyer du Fonctionnaire est fondée en 1928 par Léon Douarche, directeur de l'office international des vins, et par Roger Hackspill, chef de bureau au ministère de l'Intérieur, dans le but d'acquérir ou de construire des logements -immeubles collectifs ou pavillons en accession ou en location - pour les fonctionnaires. En 1949, la société élargit sa fonction sociale à d'autres types de populations, en même temps qu'elle change d'appellation. Le Foyer du Fonctionnaire et de la Famille, ou FFF, devenu après la guerre société anonyme d'HLM, participe dans les années 1955-1956 à la construction des logements économiques de première nécessité et de cités d'urgence, puis à la production intensive des grands ensembles qui leur succèdent. En 1960, le FFF a à son actif la construction de 10 000 logements sociaux, chiffre qui sera doublé en l'espace de cinq ans. Son action, circonscrite à l'origine aux départements de la Seine et de la Seine-et-Oise et aux départements limitrophes à la Seine-et-Oise, s'étendra sur toute la France avec, dans les années 1960, l'intégration d'autres sociétés d'HLM (Paris et sa région, la Basse-Seine, la société coopérative d'HLM le Home, l'Avenir de la Zone), au sein de ce qui aujourd'hui constitue le groupe FFF, doté d'un patrimoine de 135 000 logements dont 100 000 en Ile-de-France.

Le grand ensemble Dame Blanche à Garges-lès-Gonesse figure, avec l'opération du secteur industrialisé d'Athis-Mons (1268 logements, 1958), au nombre de ses grands chantiers. Le Foyer du fonctionnaire et de la famille, très présent à Garges-lès-Gonesse, dispose également de 680 logements dans le quartier des Basses Bauves (1967), de 989 logements et d'une zone d'activité dans le quartier de La Muette (1971), de 18 logements aux Doucettes et de 158 logements dans la ZAC (1981-1982). Engagé dans la construction de programmes plus tardifs à Villiers-le-Bel, il édifie dans cette même ville plusieurs programmes de logements. On lui doit à Sarcelles un programme d'accession à la propriété (263 logements), le quartier Chantepie, datant de 1983.

6.2.2 Photothèque

Si les archives sont aujourd'hui dispersées, et à ce titre peu accessibles, le groupe FFF conserve les clichés de la plupart de ses programmes (constructions, réhabilitation), objet de campagnes photographiques réalisées au moment de leur livraison. Les clichés sont classés par numéro et par type de programme. Le fonds est relativement exhaustif pour la période s'étendant des années 1989 à nos jours, lacunaire pour les années 1980, mais riche d'un certain nombre de photographies anciennes. Les photographies donnent à voir un point de vue centré sur le bâti et sa gestion. La période contemporaine, encadrée par quelques grandes campagnes de photographies (1989, 1993, 1994 et 2004 notamment), rend compte des temps forts de la réhabilitation, des premières opérations entreprises sur les façades (isolations thermiques, changement des revêtement), aux opérations plus tardives de « résidentialisation », l'entretien étant représenté par un certain nombre de portraits de groupe (gardien et ouvriers de la société). La période ancienne est représentée par des reportages révélant le bâti jusqu'au détail de ses matériaux, ainsi qu'un ensemble de photographies, très techniques, sur les chaufferies des grands ensembles.

Garges-lès-Gonesse

- Série de photographies datant de 1961 sur le grand ensemble Dame Blanche, au nombre desquelles on note un reportage sur l'appartement témoin
- Plusieurs reportages dans les années 1970, sur Garges-lès-Gonesse Est et sur le quartier de La Muette.

Sarcelles.

- Série de photographies sur le quartier Chantepie et clichés de l'appartement témoin

Conditions de consultation

La photothèque agit pour les besoins internes de l'entreprise, mais peut s'ouvrir à d'éventuelles recherches extérieures.

6.3 SOCIETE D'HLM TOIT ET JOIE

6.3.1 Repères historiques

La société coopérative de HLM Toit et Joie est créée en 1957, dans le but de loger le personnel de l'administration des PTT, qui voit ses effectifs considérablement augmenter dans les années d'expansion économique de l'après-guerre. Son parc, implanté dans la région Ile-de-France pour pourvoir aux besoins en logement d'un personnel recruté essentiellement en province, s'ouvrira à d'autres types de populations. En 1968, la coopérative change de statut pour devenir ce qu'elle est encore aujourd'hui, une société anonyme de HLM.

Dans les années 1970, elle édifie dans le quartier « Centre Ville » de Garges-lès-Gonesse deux opérations conçues par l'architecte Heckly :

- 343 logements (1974) : 2- 3- 4 place Soufflot
- 139 logements (1978) : 22 avenue de la Commune de Paris.

6.3.2 Les fonds

Toit et Joie a entrepris une politique d'archivage en 2001 dont la réalisation a été confiée à une société d'archivage privée. Les archives aujourd'hui inventoriées font l'objet pour les immeubles récents d'un classement par service, celles relatives au patrimoine ancien d'un classement par type d'opérations.

Une quarantaine de dossiers dans les deux containers à archivage n° 44 et 45.

Actes de propriété du parc immobilier

Services techniques

Les dossiers techniques permettent de suivre les différentes phases d'une opération, depuis son élaboration jusqu'à sa livraison : pièces d'appel d'offres, dossiers de marchés, dossiers techniques relatifs à l'exécution des travaux, devis et pièces financières. On trouve également la correspondance du bailleur avec l'architecte, ainsi que les dossiers relatifs à la participation financière du bailleur aux équipements.

Commercialisation

Les dossiers d'attribution de logements renseignent sur le contingent des logements attribués à la commune, à la préfecture, aux « mal logés » ; la nature des logements ; les loyers pratiqués à l'époque. La correspondance du bailleur avec les bénéficiaires du logement informe sur les premiers occupants des logements (nom et statut social) au même titre que les dossiers de réception définitive des chantiers que remplissent ces derniers au moment de leur entrée dans le logement pour déclarer les vices de construction.

Communication

On attirera l'attention sur les plaquettes de promotion du grand ensemble Dame Blanche, qui, pour vendre les logements mettent en avant la ville (plan d'ensemble, autres opérations

de logements, liste des équipements), la modernité de son architecture et la notoriété de ses architectes (tous présentés).

6.4 BATICOOP

6.4.1 Repères historiques

La société Baticoop, spécialisée dans la construction des logements économiques et familiaux (logéco), est fondée en 1952 par Michel Anselme (co-fondateur des Castors). En 1956, elle regroupe 455 sociétés du même type que celle créée pour le grand ensemble La Dame Blanche à Garges-lès-Gonesse (société Baticoop - Dame Blanche), et compte à son actif la construction de 29 669 logements.

Bibliographie générale

- Meister Albert et Anselme Michel, *Coopération d'habitation et sociologie du voisinage*, Paris, éditions de Minuit, 1957
- Neuilly-Ruocco Marie-Thérèse, *Le mouvement des cités coopératives (1960-1976). Institutions et comportements dans l'habitat*, doctorat de sociologie sous la direction d'Henri Raymond, Université de Paris X
- Petit Michel, *La participation en milieu coopératif*, Sherbrooke, IRECUS, collection Essais, 1986
- Prache Gaston, *Les coopératives en France*, Puf, 1943
- Zaidmann Sylvie, *Les sociétés coopératives ouvrières de production en France de 1945 à nos jours*, doctorat d'histoire sous la dir. de Michelle Perrot, Université de Paris VII, 1989

6.4.2 Fonds Baticoop

(1952-1964) (CAMT, 1996029 / 0644 / 0645 / 0645)

Un ensemble de pièces sur Baticoop a pu être repéré dans le fonds de la Caisse centrale de crédit coopératif (CAMT, 996029 4D). Cette caisse, créée en 1938 dans le but de soutenir et d'encourager le développement des coopératives ouvrières de production ou de consommation ainsi que les coopératives artisanales par l'attribution de crédits, dispose de fait, dans ses archives déposées au Centre des Archives du Monde du Travail, de documents relatifs à ces coopératives. On y trouve notamment des dossiers de demande de prêt émanant des différentes sociétés rassemblées en une Baticoop tels que :

Dossier sur Baticoop Union

(1952-1958) (CAMT, 1996029 0644)

Les pièces contenues informent sur le fonctionnement des sociétés et plusieurs programmes :

- Statuts et rapports sur le fonctionnement des sociétés ; organigrammes ; cartes de visite ; coupures de presse ; guides sur la vie coopérative dans la construction de logements.
- Rapports d'inspection ; procès-verbaux de réunions du conseil d'administration ; correspondance ; bilans ; notes sur les sociétés ; questionnaires.
- Dépliants sur plusieurs lotissements dont celui de Garges-lès-Gonesse avec plan, résumé du devis descriptif, renseignements financiers et pratiques : commerces, école, transport.
- Demandes de prêts pour la construction de logements à Garges-lès-Gonesse (1953-1956) : correspondance regroupant notes, devis descriptif et estimatif, programme de construction et de financement (maître d'ouvrage, coût de l'opération, financement, ...), plans, promesses de vente, délibérations du conseil d'administration, situation des acquisitions, examen du compte-rendu collectif analytique de la séance au Conseil général, rapport de la Société fiduciaire, juridique et fiscale, protocole d'accord en vue de la fusion, scission entre la Société immobilière du Carré Saint-Martin, la société dite « de la Dame Blanche » et la société dite « de la Fontaine aux Prêtres », deux plans (1956), coupures de

presse, cartes de visite, projets de construction (financement, exécution, plan de situation) (1956-1957).

Dossier relatif aux souscriptions de Baticoop Union

(1952-1958) (CAMT, 1996029 / 0645)

Il contient notamment la liste des prêts-relais obtenus auprès de l'Union de crédit pour le bâtiment et la liste des banques des sociétés Baticoop.

Dossier consacré à des opérations immobilières

(1953-1964) (CAMT, 1996029 0646)

Il regroupe pour ce qui a trait au grand ensemble Dame Blanche de Garges-lès-Gonesse : correspondance, schéma de fonctionnement pour le préfinancement de constructions ; projet de contrat de prêt ; certificat de part nominative.

Instrument de recherche

Répertoire consultable sur le site Internet du Centre d'archives du monde du travail (CAMT)

6.4.3 Journal

La revue trimestrielle *Le Lien* est éditée par la Confédération des Coopératives de Construction et d'Habitation CCCH, à l'adresse de toutes les sociétés coopératives de constructions, HLM, rurales, Baticoop, Castors, etc. Elle a vocation à « développer l'esprit coopératif, mutualiste et d'entraide dans le secteur de la construction et de l'habitation », à encourager « l'étude et la mise en oeuvre de tous les moyens susceptibles de développer et de faciliter la construction, la gestion et l'entretien des logements construits, gérés et entretenus par des sociétés coopératives ».

- Deux numéros consacrés au grand ensemble Dame Blanche
n° 6, 2^e trimestre 1962 ; n° 34, spécial Dame Blanche, 3^e trimestre 1969
(AM Garges, non coté)

- Plusieurs numéros conservés dans les fonds du Ministère de l'Urbanisme et de la Reconstruction
Numéros 16- 19- 20 -22
(1964 – 1966) (AN, 850386/019 C07689).

6.4.4 Mémoire orale

Albert Couste-Noble, président de Baticoop, est revenu sur l'expérience de la cité coopérative du grand ensemble Dame Blanche à l'occasion d'une émission consacrée à l'histoire des grands ensembles. L'entretien, ponctué d'extraits de presse de l'époque, fait suite à un reportage consacré à l'opération gargeoise.

France Culture, *La fabrique de l'histoire ; cité de banlieues*, émission du lundi 22 octobre 2001, qu'on peut écouter sur Internet <http://www.ens-lsh.fr/urba/page3.htm>

7. LES ARCHITECTES

7.1 REPERES SUR LES ARCHITECTES URBANISTES LIES A LA CONCEPTION DES GRANDS ENSEMBLES

L'histoire de la politique du logement, inséparable des hommes qui en ont été les acteurs, rend compte de l'importance, par-delà le corps des administrateurs et polytechniciens de l'Etat, de celui des architectes. Les plus actifs à l'époque, urbanistes pour la plupart, à la tête d'importantes agences leur permettant de répondre à des vastes commandes favorisant l'association architecte-entreprise-ingénieur destinée à abaisser les coûts de construction, sont souvent très proches de l'Etat. Ils peuvent être directeurs de circonscriptions ou nommés directement par le ministre au Conseil national de l'architecture ou à celui de l'urbanisme, exercer tour à tour une mission de conseil et de contrôle auprès de la puissance publique, une mission d'aménagement et d'urbanisme, une mission de construction. Noël Lemaresquier, auteur du plan-masse de la ville nouvelle de Garges-lès-Gonesse et du projet envisagé pour la rénovation du coeur ancien de Villiers-le-Bel, ou Jacques Henri Labourdette, qui réalisa avec Roger Boileau le grand ensemble de Sarcelles, comptent au nombre des architectes de renom, bien introduits dans les sphères ministérielles.

Noël Lemaresquier

L'architecte (1903-1982), qui reprend en 1945 l'agence de son père, Charles Lemaresquier, architecte et patron d'atelier de renom à l'école des Beaux Arts, est premier Second Grand Prix de Rome en 1930, membre de l'Institut de France 1945. Il poursuit dans le sillage de son père une carrière d'enseignant à l'Ecole Nationale Supérieure des Beaux arts, avant de devenir en 1954 architecte en chef des bâtiments civils et palais nationaux. Architecte en chef de la reconstruction de Saint-Nazaire à partir de 1943, il occupe pour cette ville la fonction d'architecte-conseil jusqu'en 1978. Lemaresquier a signé en France comme à l'étranger des programmes variés (universités, hôpitaux, bureaux, immeubles résidentiels), au nombre desquels on peut citer, à Paris, le bâtiment du Journal officiel, ou le siège social des Assurances de France.

Jacques Henri Labourdette

Elève, notamment de Charles Lemaresquier à l'Ecole des Beaux-Arts (le père du précédent), Labourdette (1915-2003) s'associe en 1945 avec Roger Boileau, fils de Louis-Hippolyte Boileau, architecte de renom à qui l'on doit à Paris l'hôtel Lutétia et l'ordonnance monumentale du Trocadéro. Les deux hommes fondent le cabinet Boileau-Labourdette avant de diriger à partir de 1961 une très importante structure, qui associe agence d'architecture (la Suabla) et bureau d'études techniques (la Sethia). Labourdette et Boileau commencent leur carrière avec la reconstruction des quartiers Sud de Beauvais (1949-1952). Lauréats du concours lancé en 1953 par l'OCIL qui cherche à augmenter l'échelle des opérations en confiant la réalisation de 1000 logements à cinq équipes d'architectes et entreprises, ils construisent, entre 1957 et 1970, dans le cadre du second secteur industrialisé, le quartier Sanitas, à Tours (2300 logements, près de 20 hectares). Auteurs notamment du grand ensemble de Choisy-Orly (2300 logements), de tours à Marseille (cours Belsunce, opération de la Bourse), ils ont à leur actif la réalisation de près de 65 000 logements. Labourdette est nommé en 1968 conseiller technique du ministre de l'Equipement, Albin Chalandon, promoteur peu prisé par la profession architecturale de la maison individuelle industrialisée et d'une moindre intervention de l'Etat dans le domaine de l'urbanisme, que l'architecte comme le ministre souhaitaient intégrer dans une économie de marché.

Références bibliographiques sur l'architecture des Trente Glorieuses

- Abram Joseph, *L'architecture moderne en France, tome 2, du chaos à la croissance, 1940-1966*, sous la dir. Monnier Gérard, Paris, Picard, 1999.
- Moulin Raymonde, *Les architectes*, Calman Levy, 1973.
- Vayssière Bruno, *Reconstruction / Déconstruction, Le hard french ou l'architecture des trente glorieuses*, Picard, 1988.

7.2 LES ARCHIVES DES ARCHITECTES

Mémoires d'architectes : Les écrits de Labourdette

Si Jacques-Henri Labourdette et Roger Boileau semblent a priori ne pas avoir laissé de fonds d'archives à des organismes patentés, Labourdette s'inscrit au nombre des rares architectes à avoir laissé des témoignages écrits sur leur époque et leur œuvre. L'architecte dont le nom est associé à Sarcelles, symbole même du discrédit jeté aujourd'hui sur les grands ensembles, publie en 1975 *Aventure d'architecte*, SA, Editeur, Chiasso. Labourdette est revenu sur ses expériences au sein d'un article « Réflexions sur les traces urbaines : les grands ensembles », *Cahier du CREPIF*, n°17, 1986, consultable notamment au Centre de documentation de l'urbanisme.

Les archives de Noël Lemaresquier

Les archives de Lemaresquier sont conservées aux Archives nationales, à l'exception des papiers relatifs à son activité à Saint-Nazaire, qui se trouvent à l'Ecomusée de Saint-Nazaire. L'accès au fonds Lemaresquier, non classé, mais bénéficiant d'un inventaire sommaire, nécessite l'autorisation du directeur des Archives de France. Compte tenu du temps imparti pour la réalisation de ce guide, nous nous contentons ici d'en mentionner l'existence.

Les archives des autres architectes impliqués dans la construction des grands ensembles

Parmi les architectes chargés de la réalisation d'opérations (équipements ou logements) au sein des grands ensembles de Sarcelles, Villiers-le-Bel et Garges-lès-Gonesse, on peut compter encore quelques grands noms de l'architecture dont les papiers sont conservés au centre d'archives d'architecture du XX^e siècle de l'Institut français d'architecture, association de loi 1901, devenue en 2004 Cité de l'architecture et du patrimoine.

Le centre d'archive, créé en 1989, joue un peu le rôle de figure de proue dans le monde des archives d'architectes, dont la collecte, du fait de leur caractère privé, est le plus souvent lancée par des associations, représentées en région par des universités et écoles d'architecture, des institutions patrimoniales (l'Inventaire général ou les Monuments historiques, etc.). Une convention avec la direction des Archives de France et la direction de l'Architecture du ministère de la Culture a institué le centre d'archives de l'IFA comme centre intermédiaire affecté au traitement des archives d'architecture du XX^e siècle, pour le compte des Archives nationales.

Chargé notamment de constituer un corpus d'archives censé représenter la diversité de la production architecturale du XX^e siècle, l'IFA gère aujourd'hui 371 fonds d'architectes, classés ou simplement repérés. *Architecture*, base de données conçue par le centre de l'IFA, autorise une recherche par protagoniste, lieu, date ou thème. Celle-ci couvre 86 des fonds détenus par l'IFA, 113 autres faisant l'objet d'une édition de traitement de texte.

Données générales sur les archives d'architectes

Les archives d'architectes sont constituées, de manière générale, de documents relatifs à l'activité de l'agence, à l'exception de quelques ensembles de correspondance personnelle ou de bibliothèque. Les fonds sont classés par projets de manière chronologique, dans l'ordre donc de leur production au sein de l'agence, que les projets aient été ou non réalisés.

On trouve ainsi, projet par projet, l'ensemble des pièces relatives à l'activité de l'architecte dont la mission peut se mesurer au travers de trois grandes étapes. La phase préliminaire, relative à la préparation du projet et à la discussion du programme défini par le maître d'ouvrage, donne lieu à un dossier documentaire relatif au foncier (plans cadastraux, de situation) et comprenant des relevés, des documents sur les entreprises, voire des projets d'autres architectes. La phase de conception aboutit, selon l'époque, à l'avant-projet détaillé, puis au projet, qui se traduit financièrement sous la forme de devis et administrativement par le permis de construire. La phase d'exécution du projet peut se lire, elle, dans les dossiers de consultation ou de sélection des entreprises et dans les dossiers de suivi de chantier dotés de plans techniques (plans de terrassement, plans de gros œuvre et de second œuvre), des procès-verbaux des réunions de chantier, et de quantités d'autres papiers rendant compte de son évolution (planning d'exécution, PV de réception des différents travaux, etc.). Le bâtiment, une fois réalisé, fait parfois l'objet d'interventions ultérieures, consignées dans les fonds.

Références bibliographiques sur les archives d'architectes

- *La Gazette des archivistes*, n° 190-191, 3^e - 4^e trimestres 2000, numéro consacré aux archives d'architecte, notamment deux articles :
 - Peyceré David, « La vie du projet : composition type d'un dossier d'archives d'architecte »,
 - Peyceré David, « Proposition de tri dans un dossier d'architecte ».
- *Des archives de l'architecture aux archives de la ville*. Compte rendu d'une table ronde tenue aux Archives nationales les 18 et 19 juin 1998. Paris, Direction des archives de France, 2000
- Gaubert Sonia, Cohu, Rosine, sous la direction de Peyceré David et Ragot Gilles, *Archives d'architectes, Etat de fonds, 19^e 20^e siècle*, Institut français d'architecture, Direction des Archives de France, La documentation française, 1996
- *Associations d'architectes*, numéro de la revue *Colonnes*, n° 22. décembre 2004, édité par le Centre d'archives d'architecture du XX^e siècle, Institut français d'architecture, Cité de l'architecture et du patrimoine.

7.3 LES DOSSIERS CONCERNANT LES ARCHITECTES INTERVENUS DANS LA CONSTRUCTION DES GRANDS ENSEMBLES DES TROIS COMMUNES

7.3.1 Fonds d'architectes

Louis Arretche

(112 IFA)

Louis Arretche (1905-1991) est l'auteur à Garges-lès-Gonesse du Bazar de l'Hôtel de ville (1962) et du Central téléphonique (1967-1970). L'architecte, qui commence sa carrière en tant que chef d'atelier (atelier Arretche-Gromort) au sein de l'école des Beaux-Arts et joua un rôle fondamental dans l'enseignement de l'architecture, a notamment reçu la commande de nombreux édifices pour les ministères des Postes et des Finances.

Son fonds contient plusieurs dossiers sur la conception de ses deux projets gargeois : étude et avant-projet, plan-masse, plan de situation, et projet proprement dit. (1962-1970) (IFA 78/1 ; 108/3 ; 108/4).

Raymond Adda

(228 IFA, fonds repéré)

L'architecte urbaniste Raymond Adda (1909-1994) a réalisé l'hôtel des postes de Garges-lès-Gonesse (1962). Fondateur de la revue *Le Maître d'œuvre de la reconstruction française* avec Gaston Bardet, et auteur d'un essai intitulé *Architecture et Spiritualité*, Raymond Adda devient, après avoir participé à la reconstruction de Lisieux et Caen, architecte du Ministère des Postes et Communications.

On trouve dans ses archives :

- un dossier sur l'hôtel des postes de Garges-lès-Gonesse (1967-1968) (228 IFA 66 ; 228 IFA 75 ; 228 IFA 95 ; 228 IFA 103 ; 228 IFA 172, plans 205/2)
- les plans du quartier de La Muette (1969), réalisé à Garges-lès-Gonesse par les architectes et urbanistes Henri Colboc et Georges Philippe, conservés dans la documentation d'Adda.

Pierre-Edouard Lambert

(AM Le Havre 336W)

Nous mentionnerons l'existence d'un fonds inventorié par l'Ifa et déposé aux Archives municipales de la ville du Havre, relatif à l'architecte Pierre-Edouard Lambert (1901-1985). Ce fonds regroupe notamment, les plans (plans de cellule types, plans de voirie, plans d'aménagement des espaces verts) et études, réalisés, dans le cadre de concours (1954-1956) lancés par le Ministère de la Reconstruction et du Logement, pour la construction de logements économiques de première nécessité dans la région parisienne (LEPN), dans plusieurs villes de la région parisienne : Garges-lès-Gonesse, Gonesse, Arnouville, Goussainville, Pantin, La Courneuve, Drancy, Pavillons-sous-Bois, Blanc-Mesnil, Aubervilliers, Dugny, Aulnay-sous-bois, (1954-1956, n° IFA : LAMPI 54/01 ; Cote AM Le Havre 336 W 14, 336 W 27, 336 W 28)

Dossiers relatifs aux LEPN de Garges-lès-Gonesse (rue Duvivier, maître d'ouvrage l'Habitat Communautaire): Plan masse, n.d.; plan d'ensemble et plan d'implantation et aménagement des espaces verts (1954-1955).

Jean Le Couteur

(187 IFA)

Jean Le Couteur (1916-), à qui l'on doit la réalisation entre 1960 et 1974 de la clinique de Sarcelles, est associé à Paul Herbé jusqu'à la mort de ce dernier en 1963. Les deux architectes sont régulièrement consultés par le ministre Eugène Claudius-Petit, qui entend placer l'architecture au centre du projet de modernisation de la France.

Jean Le Couteur a déposé ses archives à l'IFA en 1992 et 1996, y adjoignant par la suite un ensemble de diapositives couleurs et de films de chantiers. La clinique, qu'il réalise avec Erwin Belani et Gérard Khalifa entre 1961 et 1962, a fait l'objet d'une extension en 1965 et 1966 et d'une modification en 1968. Les documents de conception et d'exécution conservés dans son fonds rendent compte cette évolution. On y trouve également un ensemble de photos.

(1960-1974) (187 IFA 28/3 ; 187 IFA 36/4 ; 187 IFA 62/2 ; 187 IFA 120)

Bernard Laffaille , Robert Camelot

(206 IFA) (40 IFA)

L'ingénieur Bernard Laffaille (1900-1955) est l'auteur à Sarcelles d'un projet « d'école ronde » conçu avec Robert Camelot (1903-1992), l'un des architectes du CNIT (Centre national de l'industrie et des techniques) de La Défense qui participa au premier plan de La Défense.

- Fonds Bernard Laffaille : vues du groupe scolaire, dossier de correspondance avec la mairie, les entreprises, les Ponts et chaussées, mémoires et situation de travaux (1951-1952) (206 IFA 113 ; 206 IFA185/3).
- Fonds Robert Camelot (IFA, 40) : on peut noter, dans ce fonds partiellement repéré, un dossier sur l'école (1952) (bb01, t.43).

Emile Aillaud

(078 IFA)

L'architecte (1902-1988), connu pour la construction de cités HLM à Bobigny, Pantin, Grigny (La Grande Borne) voulues à l'encontre des théories modernistes et de la production de type barre qui en a découlé, a commencé sa carrière en tant qu'architecte urbaniste des Houillères de Lorraine. Il est l'auteur d'une usine pour CIFRAN-SOTTAN à Sarcelles.

Dossiers relatifs à l'usine ; avant-projet, correspondance.
(1962-1965) (078 IFA 7/2 ; 078 IFA 1020/2)

Georges Candilis

(236 IFA)

George Candilis (1913-1995) a construit, avec Shadrach Woods et Alexis Josic, plus de 3000 logements, dont le grand ensemble de Toulouse le Mirail, la ZUP de Caen Hérouville, à partir des modèles que l'équipe a élaborés pour une production de masse souhaitée non répétitive. A Sarcelles, il a édifié entre 1955 et 1958 avec Guy Brunache, pour l'Office public d'habitations à loyers modérés de Seine-et-Oise, un ensemble de 50 logements économiques normalisés (LEN) représenté dans son fonds.

(1955-1958) (236 IFA 20/05)

Joseph Belmont

(073IFA)

Joseph Belmont (1928-) est l'auteur à Sarcelles d'un lycée réalisé en collaboration avec Jean Prouvé, ingénieur de renom. Il a réalisé, en équipe avec d'autres architectes et industriels de nombreux lycées et CES industrialisés, et développé études et réflexions sur le thème de la ville éclatée, l'habitat dispersé, les matériaux et la flexibilité de l'espace.

Dossiers sur le lycée de Sarcelles
(1964-1966) (073 IFA 33, boîte à rouleaux n° 113-114)

7.3.2 Les fonds de la direction de l'Architecture et de l'Urbanisme (DAU)

(133 IFA)

L'IFA a reçu en 1989 du ministère de l'Équipement le fonds documentaire de la direction de l'Architecture et de l'Urbanisme à une époque où celle-ci dépendait du Ministère de la culture. Ce fonds, qui concerne les années 1950 à 1978, est constitué de la documentation que la direction rassemblait sur les architectes ayant fait l'objet d'une publication. La direction de l'architecture entendait pouvoir répondre aux demandes des maîtres d'ouvrage publics ou privés souhaitant organiser des consultations d'architectes ou des concours d'architecture en vue de leur sélection. Ce fonds informe ainsi autant sur les architectes que sur la commande et la politique architecturale du ministère. On y trouve des renseignements d'ordre biographique, fournis par les architectes eux-mêmes : fiches signalétiques donnant à voir leurs titres et fonctions (architecte des bâtiments civils et palais nationaux, architectes des Monuments historiques, Architectes des bâtiments de France, architecte agréé par un

organisme officiel), leurs activités (enseignement, recherche, etc.), leurs distinctions (prix, lauréat de concours), leurs publications, la structure de l'agence (date de création, effectif, noms des collaborateurs) et sa production. On y trouve également des photographies et articles sur leurs œuvres.

Pierre-Paul Heckly

(133 IFA)

Ce fonds contient un dossier sur l'architecte Pierre-Paul Heckly (1933-), auteur à Garges-lès-Gonesse de plusieurs bâtiments : l'hôtel de ville (réalisé avec Jack Moulin), 3551 logements (HLM ILN) en accession dans le grand ensemble Dame Blanche, réalisés pour FFF SACI, Toit et Joie, Abeille Baticoop, ainsi que de 139 logements HLM accession pour Toit et Joie. Dans la même ville, il réalise le centre commercial Le Rond-Point (30 000 m²) du quartier de La Muette et deux centres commerciaux de quartiers pour FFF dans le grand ensemble Dame Blanche ; à Villiers-le-Bel, un centre commercial de quartier (6000 m² pour Suma). Pierre-Paul Heckly, qui travaille en association avec Guy Prache et Michel Rouet, a à son actif la réalisation de plusieurs ensembles de logements à Bagneux, Cachan, Fontenay-aux-Roses.

Le dossier, reçu à la Direction de l'architecture en 1978, regroupe, notamment, une plaquette imprimée de l'agence donnant à voir, sous forme de photographies, l'ensemble de ses réalisations, dont celles de Garges-lès-Gonesse (vues intérieures du centre commercial, clichés sur les logements mettant en avant le procédé de construction). Les architectes y ont ajouté un dossier relatif à l'hôtel de ville de Garges-lès-Gonesse, détaillant l'opération (programme, terrain, description du site, parti de conception, des structures). Celui-ci contient un article sur l'hôtel de ville, publié dans la revue *Recherche et architecture* (n° 27, 1976) ainsi qu'une vingtaine de photographies dues au photographe Jean Biaugeaud (façades, esplanade, environnement urbain, vues d'intérieur : hall d'entrée, escalier, salon d'honneur et du conseil municipal).

Léon Forgia

(133 IFA)

Un autre dossier est consacré à l'architecte Léon Forgia (1930), auteur, à Sarcelles du collège d'enseignement technique (CET) La Tourelle (1967), du collège Chantereine (1971), d'un garage Citroën et d'un projet pour le nouveau centre ville (1965). Architecte, urbaniste, enseignant à l'École nationale supérieure des Beaux-Arts, architecte agréé à la Santé, l'Éducation, Léon Forgia a notamment remporté le premier prix de la ZUP d'Herouville Saint Clair, avec l'architecte Gillet, et a conçu plusieurs plans d'urbanisme pour la ville nouvelle de Saint Quentin en Yvelines (1970).

Son dossier comprend plusieurs pièces sur ses œuvres de Sarcelles (1965-1971) (133 IFA 1/2). Soit pour le CET, un article (revue non identifiée, non datée) décrivant notamment les principes de construction de l'entreprise Constructions Métalliques Fillod. Le collège fait l'objet de plusieurs photographies de Michel Moch (vues extérieures, cour, façades, photographies de l'intégration du collège dans le site), plusieurs d'entre elles attachées à révéler l'inscription du bâtiment dans son environnement. Le collège Chantereine et le garage Citroën sont également photographiés.

Documents sur Sarcelles

Le fonds de la DAU contient enfin des documents sur le centre commercial « Les Flanades » de Sarcelles (133 IFA 237/ 6), œuvre de Michel Fronteau, Sylvain Dayan et Jean-Claude Lanfant, et sur le centre urbain conçu par Labourdette dans lequel il s'inscrit.

8 LES ASSOCIATIONS

Associations de locataires, associations d'animation créées à l'instigation des bailleurs ou des habitants, associations sociales, sportives et culturelles, associations communautaires, la liste des groupements associatifs créés à l'échelle d'un grand ensemble ou d'un espace géographique plus vaste est longue.

Ces associations ont joué un rôle important dans la construction et la vie des grands ensembles. Elles ont notamment été étroitement impliquées dans la création des équipements, en luttant contre la carence des structures et services de proximité dans les nouveaux quartiers, voire en les créant et en les gérant.

On peut citer par exemple l'association Animation Dame Blanche, créée dans le grand ensemble Dame Blanche qu'a construit la société coopérative Baticoop à Garges-lès-Gonesse à partir de 1958. Dès 1959, une poignée de nouveaux habitants décidèrent de mener des actions d'entraide, d'animation, d'intervention sur le cadre de vie de leur quartier et des actions de pression sur Baticoop. Une association se créa rapidement, qui choisit d'étendre ses activités à la vie "sociale et civique", à la culture, au sport, aux "fêtes et loisirs" et aux "arts et travaux manuels". Elle a été un acteur majeur de la création de la première maison de quartier de Dame Blanche et des équipements sportifs de la ville.

Les archives produites par les associations sont très diverses : listes d'adhérents, comptes rendus d'assemblées, supports de communication, photographies et audiovisuels, etc. Elles sont parfois lacunaires, souvent difficiles d'accès et fragiles. Pour favoriser la constitution, le repérage et la conservation de ces sources, un travail de sensibilisation auprès des associations a été entrepris à Garges-lès-Gonesse (voir chapitre suivant).

Les associations entretenant des liens étroits avec les municipalités, les fonds municipaux peuvent être consultés en complément des sources associatives : registres de délibérations municipales, versements des services municipaux dédiés à la vie associative, bulletins municipaux, etc.

Nous ne mentionnerons ici que les fonds associatifs conservés par les institutions explorées dans le cadre de ce guide.

Référence bibliographique sur les archives des associations

Les archives des associations. Approche descriptive et conseils pratiques, Direction des Archives de France, La Documentation française, Paris, 2001.

8.1 PRESSE ASSOCIATIVE

Garges-lès-Gonesse

La Gazette de La Dame Blanche, journal de l'Association d'animation Dame Blanche (1967-1971) (AM Garges, non coté)

Ce mensuel est édité sous l'égide de l' Association d'Animation Dame Blanche. Le journal, qui naît sous le nom de *Dame blanche Gazette*, est remis gratuitement dans les boîtes aux lettres. Il devient, sous le nom *la Gazette de la Dame Blanche*, un supplément mensuel de l'hebdomadaire régional *La Gazette du Val-d'Oise*.

Sarcelles

Collections de journaux d'associations conservées aux archives municipales de Sarcelles :

En famille

(1966-1968) (AM Sarcelles, documentation)

Sarcelles bulletin d'informations

(1957- 1968) (AM Sarcelles, documentation)

AS Association sarcelloise des habitants de Lochères-Sablons

(1957-1968) (AM Sarcelles, documentation)

8.2 LE FONDS DES ASSOCIATIONS SYNDICALES DE PROPRIETAIRES

(1929-1970) (AM VLB, série D, non coté, identifié)

Les Archives municipales de Villiers-le-Bel conservent des dossiers relatifs aux archives associatives sur la période 1929 à nos jours, dans lesquels on trouve plusieurs dossiers bien identifiés sur les associations syndicales autorisées (ASA), regroupant notamment les associations de locataires et propriétaires de plusieurs cités d'urgence :

- Deux dossiers au moins sur l'ASA de la cité d'urgence du lieu-dit le Pré-de-Monseigneur (société le Foyer, le Fonctionnaire et la Famille architecte P Bailleau) (1954 -1960) : les dossiers comprennent les plans de l'architecte ; des comptes rendus de réunion entre les maîtres d'ouvrage et les maîtres d'œuvre ; de la correspondance (avec le préfet, le maire, les locataires, la société FFF etc.), de nombreuses lettres donnant à voir les plaintes, exprimées par les habitants, dès leur entrée dans le logement, sur les conditions d'habitabilité ou les vices de constructions, etc.
- Un dossier au moins sur un ensemble HLM (individuel groupé) du lieu-dit le-Pré-de-Monseigneur (1951-1961), construction de l'association des Amis des Castors. Il contient des documents sur le foncier et l'acquisition des terrains, des plans d'architectes et plans parcellaires, du courrier. Un certain nombre de pièces informent sur le statut et la profession des propriétaires et membres de l'association des Amis des Castors, laquelle est présidée par le maire, et a pour secrétaire le secrétaire général de la mairie.
- Un dossier sur l'association des locataires de la cité La Cerisaie (1964), contenant des pièces sur le foncier.

8.3 FONDS DE L'ASSOCIATION POUR LE LOGEMENT FAMILIAL ET L'ANIMATION DES GRANDS ENSEMBLES

(1956-1983) (CDC)

Présente à Sarcelles et à Villiers-le-Bel, l'Association pour le Logement Familial et l'Animation des grands ensembles (ALFA) est créée par la SCIC, également préoccupée de la vie sociale de ses quartiers. Les archives de la SCIC conservées par la Caisse des dépôts et consignations contiennent un fonds relatif à cette association. Le fonds de l'ALFA est constitué de rapports d'activités, de plaquettes institutionnelles, et d'articles de journaux internes (1956-1983).

9 L'ACTION CULTURELLE

Dans la continuité de la patrimonialisation déployée autour de thèmes de plus en plus nombreux depuis le début des années 1980, et sous l'impulsion du développement de la politique de la ville, les grands ensembles sont devenus des objets culturels. Les actions portant sur la mémoire et l'histoire des grands ensembles se sont multipliées en France, encouragées par les pouvoirs publics dans le cadre des politiques culturelles ou des politiques de la ville. La combinaison mémoire et rénovation urbaine est de plus en plus souvent mobilisée dans les quartiers. Aujourd'hui, ces opérations sont si nombreuses que des colloques, des rencontres et des études leur sont consacrés.

Ces actions contribuent à constituer des sources sur les grands ensembles, notamment par les collectes de témoignages oraux et de photographies d'amateurs. Mais leur caractère souvent éphémère et le portage de nombreux projets par des associations ou des artistes ne jouent pas en faveur de la conservation de ces archives.

Le temps imparti à cette étude ne permettait pas de prospecter l'ensemble des acteurs qui ont mené des actions culturelles liées aux grands ensembles sur le territoire de Garges-lès-Gonesse, Sarcelles et Villiers-le-Bel. En outre, les ressources détenues par certains de ces acteurs ont un statut privé ou sont d'accès difficile. Leur repérage est en cours, avec la constitution par la MMIV d'un répertoire des acteurs et des ressources, grâce auquel ces acteurs pourront être directement sollicités et répondre aux demandes. Ne seront donc présentées ici que les actions culturelles menées par des structures publiques.

9.1 ARCHIVES MUNICIPALES DE GARGES-LES-GONESSE

Corpus et méthode

Sur l'initiative de son responsable de l'époque, et avec le soutien de la Politique de la Ville, le service archives-documentation de Garges-lès-Gonesse a mené un programme « Mémoires gargeoises » entre 1999 et 2002. Il s'agissait de collecter la mémoire orale sur l'évolution de Garges-lès-Gonesse et de ses quartiers. Un travail a été aussi entrepris pour collecter des photographies.

Des dizaines d'entretiens ont été réalisés auprès d'habitants, mais aussi d'aménageurs, d'agents municipaux, d'élus, de commerçants, de responsables associatifs. Tous les quartiers de la ville semblent abordés, des quartiers pavillonnaires aux grands ensembles en passant par les anciens bidonvilles et le Vieux Pays. La grille d'entretien abordait des thèmes extrêmement divers, en combinant questionnaire de type récit de vie et questionnaire sur la vie gargeoise : travail, habitat, engagement militant, syndicalisme, loisirs, enfance, etc.

Les informations sont parfois fragmentaires et dispersées, surtout dans le cas d'entretiens auprès des habitants. Les entretiens auprès des aménageurs ou responsables semblent plus riches, car plus centrés sur une problématique précise ou sur un quartier précis.

Conservation et conditions d'exploitation

Une partie des entretiens a fait l'objet d'une analyse chrono-thématique, permettant d'avoir un relevé chronologique des différents thèmes abordés. La numérisation de ces entretiens plage par plage permet d'accéder directement aux différents thèmes abordés. L'existence de ces deux outils, préconisés par les archivistes d'histoire orale, mais pas toujours réalisés faute de temps et moyens, permet de compenser le caractère fragmentaire des informations.

Des contrats ont été signés entre le service et les témoins. Ils permettaient aux témoins de choisir entre consultation immédiate ou différée, entre exploitation des enregistrements libre ou soumise à autorisation.

9.2 MISSION MEMOIRES ET IDENTITES EN VAL DE FRANCE

La Mission Mémoires et Identités en Val de France, créée en décembre 2003 par la Communauté d'agglomération, a pour vocation de soutenir et structurer la dynamique patrimoniale locale, et plus particulièrement les initiatives en faveur de la mémoire et de l'histoire des grands ensembles. Elle est amenée à participer à la constitution de ressources documentaires dans le cadre de ses activités, et notamment dans le cadre des ateliers qu'elle anime pour former des amateurs à la démarche scientifique, impulser des actions de recherche et valoriser des connaissances.

Le grand ensemble Les Carreaux de Villiers-le-Bel

Un atelier d'histoire, organisé en partenariat avec les services Développement social et Archives de la ville de Villiers-le-Bel, mobilise depuis mars 2004 les Sages (retraités nommés par le maire pour travailler au sein de diverses commissions, dont la commission Patrimoine qui s'est investie dans ce projet). Il permet à ces historiens amateurs de mener une recherche sur le thème de l'histoire des premiers habitants du grand ensemble des Carreaux 1958-1963.

Après une initiation aux méthodes d'enquêtes et le dépouillement de documents d'archives conservés aux Archives municipales, les Sages ont entrepris une collecte de mémoire orale. Une quinzaine d'entretiens ont été menés auprès des premiers habitants du grand ensemble. Trajectoire résidentielle, rapport à la campagne, logement, commerces, vie sociale, mobilités sont les principaux thèmes abordés. Le témoignage de quelques habitants des autres quartiers de la ville a été également sollicité, afin de saisir le grand ensemble dans ses relations avec les quartiers préexistants. Deux séances collectives de recueil de témoignages ont été organisées en amont et en aval des entretiens individuels, sous forme d'une « veillée mémoire » et d'un « après-midi culturel » rassemblant des habitants des Carreaux comme des autres quartiers.

Pour simplifier le travail des Sages, la conservation des entretiens a été abandonnée. En revanche, tous les entretiens, individuels ou collectifs, ont fait l'objet de transcriptions par les Sages, et ces documents peuvent faire l'objet d'une communication restreinte.

(2004-2005) (AM VLB, non coté) (MMIV, non coté)

Le projet se poursuit actuellement avec un atelier de numérisation de photographies de famille organisé en partenariat avec la maison de quartier des Carreaux. Cette collecte de clichés sur les Carreaux ne se limite pas à la période chronologique des années 1958-1963, mais englobe l'ensemble des années d'existence du quartier. L'ambition est de collecter des prises de vue témoignant de toutes les dimensions de la vie du quartier : le logement, la vie de famille, les commerces, les écoles, la vie associative, la vie religieuse, les loisirs, etc. La participation des habitants dans ce type de projet étant toujours fragile et aléatoire, il est difficile de mesurer a priori le nombre et la teneur des clichés qui pourront être collectés.

Une méthodologie a été élaborée pour recueillir un maximum d'informations sur les clichés : lieu et date de la prise de vue, personnes représentées sur le cliché, situation photographiée

La numérisation fait l'objet d'une autorisation signée par les détenteurs des photographies, limitant leur diffusion aux seules actions municipales et intercommunales. Néanmoins les clichés collectés peuvent être consultés en s'adressant à la MMIV.

(2005) (MMIV, en cours de cotation)

Les associations de Garges-lès-Gonesse

Un atelier d'histoire, organisé en partenariat avec les Archives municipales et le Centre de Ressources des Associations de Garges-lès-Gonesse, propose depuis décembre 2004 à une quinzaine d'associations gargeoises de travailler à la conservation de leurs archives et à la production de leur histoire.

Sélectionnées sur la base de l'ancienneté, les associations participant à l'atelier sont implantées sur l'ensemble de la commune, mais certaines d'entre elles sont nées et ont des activités dans les grands ensembles : l'Association animation Dame Blanche, le Club multi-sport de Garges, le Secours populaire, le Club de l'amitié, le centre social des Doucettes, etc.

L'atelier a démarré par une collecte de mémoire orale, réalisée par un historien. Création de l'association, fonctionnement interne, activités, relations avec les municipalités et les bailleurs, implication personnelle sont les principaux thèmes abordés. En évoquant l'histoire de leur association, les témoins abordent aussi souvent l'histoire de la ville, de ses territoires et de sa population. Une vingtaine d'entretiens seront réalisés.

Les entretiens sont intégralement transcrits et font l'objet de plusieurs indexations (index général, index de noms propres, index des noms de lieux, index des noms d'associations, index des noms d'organismes). Leur conservation fait l'objet de la signature d'une autorisation par laquelle le témoin autorise leur consultation.

L'atelier s'est poursuivi par une étape de sensibilisation et d'initiation à la conservation aux archives, qui devrait faciliter le repérage et l'accessibilité des sources détenues par ces associations. Ce travail a abouti à l'édition d'un mémento sur les archives des associations, *Associations, à vos archives ! Petit guide pour la mémoire associative*, afin d'étendre le travail de sensibilisation aux autres associations de la ville et aux associations des autres villes de la communauté d'agglomération.

(2004-2005) (AM Garges, en cours de cotation) (MMIV, en cours de cotation)

9.3 ATELIER DE RESTITUTION DU PATRIMOINE ET DE L'ETHNOLOGIE

Réunissant une équipe de chercheurs en sciences sociales, la mission Ecomusée du conseil général du Val-d'Oise a œuvré de 1993 à 2000 à la constitution et à la valorisation de connaissances sur le département et ses habitants à travers des expositions. Depuis 2000, le travail se poursuit avec une organisation bicéphale, l'Atelier de restitution du patrimoine et de l'ethnologie (ARPE) et la Mission Images et Cinéma. Un ensemble de sources (documents et objets, images fixes et animées, enquêtes orales) a été ainsi produit ou collecté, autour de thématiques diverses : activités industrielles, relations ville-campagne, mutation des paysages, création de la banlieue, etc.

Tous les entretiens font l'objet d'une conservation, et une partie d'entre eux d'une transcription. Une base de données permet de se repérer dans le fonds par des interrogations géographiques et thématiques. La communication des documents est réservée.

Une quinzaine d'entretiens apportent des informations sur le grand ensemble de Sarcelles. Réalisés auprès d'habitants du grand ensemble et du village, de professionnels (notamment

bibliothécaire) ou d'élus, ils abordent les thèmes de la mutation campagne-ville, de l'urbanisation, de la vie associative, des jardins familiaux.

On signalera la restitution d'une partie de ces entretiens dans une publication : *Naissance d'un département, L'invention du Val-d'Oise*, Conseil général du Val-d'Oise, direction de l'Action culturelle, sous la direction de Pierre Gaudin, Béatrice Cabedoce, Marie-Madeleine Canet, Pierre Gaudin et Olivier Millot (2001) (ADVO) (BN). Cette histoire du département raconte l'histoire du grand ensemble, à la lumière du paysage dans lequel il s'inscrit et des événements qui lui sont contemporains : l'aéroport de Roissy -équipement majeur de la modernité-, l'architecture nouvelle et la modernité ; s'installer dans un nouveau département ; etc.

10 PISTES A SUIVRE

10.1 LES MEDIAS

10.1.1 Presse professionnelle

Revues des concepteurs et maîtres d'ouvrage

(EAPV, CDU, etc)

Liste indicative

- *L'Architecture d'aujourd'hui* (1930-1940, 1945-)
- *L'Architecture française* (1940- 1976), *Architecture* (1976-1977)
- *Architecture, Mouvement Continuité* (AMC), (1967-1989)
- *Architectes* (revue du conseil régional de Paris de l'ordre des architectes) (1969-1983)
- *Techniques & Architecture* (1941-)
- *Urbanisme* (1932-)

Instrument de recherche

- Avant 1993 : le dépouillement des revues réalisé par la documentation de l'école d'architecture de Paris-La Villette (EAPV)

La recherche se fait sur fichier manuel (auteur, concepteur, matière, géographique), jusqu'en 1993. Le fonds documentaire des revues à partir duquel le dépouillement est constitué remonte à 1972.

- Base de données *Archires* après 1993 dans toutes les écoles d'architecture.

Pour mention

Quelques articles sur Sarcelles :

- « Plan type HLMB à Sarcelles, Plan type « logéco » à Sarcelles, en 1958 », *Techniques et Architecture*, 3^{ème} trimestre 1959,

- Bailly Jean, « Sarcelles 1955-1969-1985 », *Urbanisme*, n° 110, 1969.

- Blais Jean-Paul, Cantal-Dupart Michel, Clerc Patricia, Régnier Sylvie, « Créations et rénovations en Ile-de-France », *Urbanisme*, 1976.

- « Grille Dupont », *Urbanisme*, n° 62-63, 1958.

10.1.2 La presse locale

Tous les titres de la presse locale sont conservés aux ADVO. Quelques collections sont conservées aux Archives municipales des différentes communales.

- *L'Avenir de l'Ile-de-France*

Journal républicain de l'arrondissement de Pontoise, puis *Journal républicain d'informations régionales*, puis *Gazette du Val-d'Oise*.

(1946-1986) (ADVO, BIB PER 10)

notamment le numéro consacré au grand ensemble Dame Blanche de Garges-lès-Gonesse ; *Gazette du Val-d'Oise*, n° 1, 1971 (AM Garges-lès-Gonesse, non coté)

-*L'Echo régional* : édition générale et édition du Pays de France : Ecoen, Sarcelles
(1958-1967) (ADVO BIB PER 55/1 à 17)
(1969-1986) (ADVO DA 19/1 à 8)

- *Le Val-d'Oise*
(1972-) (ADVO BIB PER 199 /1)

- *La Renaissance de Seine-et-Oise* puis *La Renaissance du Val-d'Oise*, journal hebdomadaire de la fédération du parti communiste français, édition de Sarcelles
(1965 -1979) (AM Sarcelles, coté en W)
(1958-1998) (ADVO, BIB PER106)

10.1.3 L'audiovisuel

La télévision

(INA)
(Mission Images et Cinéma du Conseil général)

Les documentaires

(BNF)
(Forum des Images)
(Mission Images et Cinéma du Conseil général)

Pour mention :

Le logement (1961) émission sur la crise du logement avec des images tournées à Villiers-le-Bel et *Cinq colonnes à la une* (1962), reportage à Sarcelles.

10.2 RECHERCHES ET ECRITS SUR LES TROIS COMMUNES

Le travail bibliographique *Faire l'histoire des grands ensembles. Bibliographie localisée des travaux publiés ou inédits sur les grands ensembles français des années 1950 au début des années 1980*, mené sous la direction d'Annie Fourcaut (Centre d'histoire sociale du XX^e), permet d'ores et déjà de recenser l'existence d'un certain nombre d'études, recherches et ouvrages abordant les trois communes dans les fonds documentaires d'institutions, d'universités et écoles d'architecture de la région parisienne.

Dufaux Frédéric, Fourcaut Annie, Skoutelsky Rémy, *Faire l'histoire des grands ensembles. Bibliographie 1950-1980*, Lyon, ENS Editions, 2003.

Ce travail bibliographique est également consultable en ligne. Les références, simplement mentionnées ici, y sont commentées et leur lieu de consultation indiqué.

<http://histoire-sociale.univ-paris1.fr/Intro.htm>

Nous avons ajouté à cette première sélection d'autres titres repérés à la Bibliothèque Nationale de France et à la bibliothèque des Archives départementales.

Signalons aussi que les thèses soutenues depuis 1970 peuvent être recensées à partir du fichier central des thèses de Paris X-Nanterre. Celles soutenues du début du siècle à 1969 sont conservées à la bibliothèque de la Sorbonne et à la bibliothèque Cujas.

10.2.1 Garges-lès-Gonesse

Centre d'études des équipements résidentiels (CEDER), *Etude des facteurs de développement de la vie sociale dans les ensembles nouveaux d'habitation. Monographies*, 1970.

Mogniss Hamef Abdallah, *Jeunes immigrés hors les murs*, éditeur EDI, 1982.

Parin-Senemaud Claire, Etienne Parin, Evelyne Péré-Christin, Jacques Péré, *Espaces collectifs et insertion sociale*, Ecole d'Architecture Paris-La Villette, nd.

10.2.2 Sarcelles

Baillère Roselyne, Collet Claudine, Amaro de Villanova, *Incidences du discours sur la mise en forme architecturale. Le logement social*, Laboratoire de sciences sociales appliquées, 1976.

Bauer Elisabeth, Guillaumot M., *Etude socio-démographique. Sarcelles VI et VII*, Société centrale immobilière de la Caisse des dépôts, 1967.

Bauer Elisabeth, Guillaumot M., *Résidence de Sarcelles VI*, Société centrale immobilière de la caisse des dépôts, 1967.

Bernard Marc, *Sarcellopolis*, Flammarion, 1964.

Bloch-Lainé François, « Quelques réflexions sur Sarcelles », *Cahiers du CREPIF*, n° 17, 1986, décembre.

Bongrand Olivier, *Sur les grands ensembles*, EA Paris- La Villette, 1973.

Castells Manuel, Cherki Eddy, Godard Francis, Mehl Dominique, *Crise du logement et mouvements sociaux urbains. Enquête sur la région parisienne*, Mouton, 1978.

Caurier Nathalie, *Sarcelles de l'après-guerre à nos jours*, Université Paris XIII, 1987.

Centre national d'art et de culture Georges Pompidou. Centre de création industrielle, *Alternances urbaines*, CCI, 1979.

Chapon Nicole, Duvivier Jacques, Garnier Anne, Pastre Jean-Michel, *Sarcelles-Lochères 1954-1974*, nd.

Charles Christine, *Sarcelles-Lochères, 1954-1974 : entre grand ensemble et ville nouvelle*, Ecole d'architecture Paris- Belleville, 1995.

Cornu Marcel, « Un témoignage sur les grands ensembles (à propos de Sarcellopolis de M. Bernard) », *La Pensée*, 1964.

Daff Amadou Talla, *L'immigration des Toucouleurs en banlieue parisienne depuis la seconde guerre mondiale : l'exemple de Sarcelles*, Université Paris XIII, 1993.

Duquesne Jean, *Vivre à Sarcelles ? Le grand ensemble et ses problèmes*, éditions Cujas, 1966.

Duquesne Jean, « Retour à Sarcelles », *Cahiers du CREPIF*, 1986, n°17.

Eboua Samuel, *Les étrangers à Sarcelles*, Université de Paris (géographie), 1964.

Escourrou Gisèle, « Le commerce dans le grand ensemble de Sarcelles », *Le Commerce moderne*, p. 33-37, n° 179, juin 1965.

Etudes statistiques de l'ensemble de Sarcelles-Lochères, SCIC, 1961.

Gérard Anne-Lise, *Quartier et unité de voisinage dans la pratique urbanistique française. 1919-1973*, Université Paris VII (géographie), 1977.

Gutmann-Lajeunesse Martine, *Implantation des groupes scolaires maternelle et primaire dans les ensembles neufs et villes nouvelles*, Université Paris VIII, Institut français d'urbanisme, 1974.

Imhof J.-P., *La vie des ménages de quatre nouveaux ensembles de la région parisienne (1962-1963)*, Compagnie d'études industrielles et d'aménagement, 1963.

Jannoud Claude, Pinel Marie-Hélène, *La première ville nouvelle*, Mercure de France, 1974.

Joly Pierre, Avril Jean-Louis, Barragan Juan, *Succès et défaites du mouvement moderne dans l'après-guerre*, 1990.

Menget Patrick, *Préparation à une enquête sociologique sur le grand ensemble de Sarcelles-Lochères*, IEP (Institut d'études politique) de Paris, 1963.

Mezrahi Claude, *Sarcelles d'hier et d'aujourd'hui*, Paris, Bimez, 1974.

Mezrahi Claude, *Regards et témoignages sur Sarcelles*, Paris, Idéographic, 1986.

Neuschwander C., « Sarcelles : participation dans un grand ensemble », *Projet*, n° 32, février 1969.

Ressources et frais de logement des ménages, Sarcelles-Lochères, SCIC, Service Problèmes urbains de l'habitat, 1961.

Salomé R., *Sarcelles. Conditions historiques de développement de la banlieue parisienne*, Ecole d'Architecture Paris-Tolbiac, 1982.

Traugott Mark, *Sarcelles. Etude des relations sociales dans une « ville nouvelle » en France*, Université d'Harvard. Groupe d'étude des relations, 1968.

Université des sciences et techniques de Lille Flandres-Artois, *Constitution d'une mémoire iconographique sur l'évolution du grand ensemble de Sarcelles*, Lille, 1992, Rapport et album de photographies sur l'évolution de Sarcelles.

10.2.3 Villiers-le-Bel

Pitrou Agnès, *Les relations sociales en milieu urbain nouveau : les relations sociales à la Fauconnière (Villiers-le-Bel¹⁰)*, rapport, Centre d'études et de recherches sur l'aménagement, 1971. (IAURIF)

Groupe de sociologie urbaine, *Les espaces extérieurs au logement*, Lyon, Groupe de sociologie urbaine, 1972. (BNF)

¹⁰ La Fauconnière est en réalité un grand ensemble construit à Gonesse, à proximité du grand ensemble les Carreaux de Villiers-le-Bel.

10.3 AUTRES FONDS

D'autres fonds auraient pu être explorés : les fonds de l'AFTRP, Agence Foncière Technique de la Région Parisienne, récemment versés en 2003 aux Archives de Paris ; les archives de la Fédération Nationale du Bâtiment ; les archives d'entreprises et de constructeurs au Centre des Archives du Monde du travail ; les fonds des maîtres d'ouvrage en charge d'opérations importantes, tels que la RATP, dont les archives contiennent quelques dossiers sur les trois communes, le transport constituant une donnée d'importance dans la ville moderne qui se pense à l'échelle éclatée du territoire et pour l'autonomie de l'homme et de son automobile ; les fonds relatifs à l'Eglise, par exemple représentée par les chantiers du Cardinal ; les archives de l'INSEE, etc.

BIBLIOGRAPHIE

Cette bibliographie réunit, par-delà les références mentionnées dans le corps de ce guide, un ensemble d'ouvrages et d'écrits sur l'histoire des grands ensembles, appréhendés dans leurs différentes dimensions, politique, architecturale, urbanistique et sociale. On y trouve ainsi des ouvrages sur la production du bâti et de ses différents acteurs, ainsi que sur les archives. Sarcelles y est représentée par quelques publications.

ABRAM Joseph, *L'architecture moderne en France, tome 2, Du chaos à la croissance, 1940-1966*, sous la direction de MONNIER Gérard, Paris, Picard, 1999.

AMC, *Architecture mouvement continuité*, « 30 ans d'architecture française, 1950-1980, numéro spécial, avril 86.

« Associations d'architectes », *Colonnes*, n°22, décembre 2004, édité par le Centre d'archives d'architecture du XX^{ème} siècle, Institut français d'architecture, Cité de l'architecture et du patrimoine.

BARJOT Dominique, *Un siècle d'entrepreneurs et d'entreprises*, Paris, Presses de l'Ecole nationale des Ponts et Chaussées, 1993.

BEAUDOUI Rémi, *Raoul Dautry, 1880-1951. Le technocrate de la République*, Paris, Balland, 1998.

BLOCH-LAINE François, avec CARRIERE Françoise, *Profession fonctionnaire*, Paris, Le Seuil, 1976.

BLOCH-LAINE François, *Ce que je crois*, Paris, Grasset, 1995.

BONILLA Mario, TOMAS François, VALLAT Daniel, *Les grands ensembles. Une histoire qui continue...*, Saint-Etienne, Publications de l'Université de Saint-Etienne.

BUTLER Rémi, NOISETTE Patrice, *Le logement social en France 1815-1981. De la cité ouvrière au grand ensemble*, Paris, F. Maspéro, 1983.

Catalogue *Les années 1950*, Centre Georges Pompidou, Paris, éditions du Centre Georges Pompidou, 1988.

CABEDOCE Béatrice, CANET Marie-Madeleine, GAUDIN Pierre, MILLOT Olivier, sous la direction de GAUDIN Pierre, *L'invention du Val-d'Oise*, Conseil général du Val-d'Oise, 2001.

CHAMBOREDON Jean-Claude, LEMAIRE Madeleine, « Proximité spatiale et distance sociale : les grands ensembles et leur peuplement », *Revue française de sociologie*, vol. XI, janvier 1970.

CLAUDIUS-PETIT Eugène, « Choses vécues », *Paris 1937-1957*, catalogue du Centre Georges Pompidou, Paris, 1981.

CHAPSAL J., *La vie politique en France de 1940 à 1958*, Paris, PUF, 3ème éd., 1993.

CROIZE J.-C., LUQUET J., COURTACHON P., SEDDIK S., dir. *Guide des archives de l'Équipement : le logement et la construction de 1945 à 1960, séries AT, BT, C, CAB, DG*, Centre de recherche sur l'Habitat, multigraphié, 1988.

CROIZE J.-C., *Guide des archives de l'Équipement : logement et construction de 1960 à 1970*, Centre de recherche sur l'Habitat, multigraphié, 1995.

DUFAUX Frédéric, FOURCAUT Annie, SKOUTELSKY Rémy, *Faire l'histoire des grands ensembles. Bibliographie 1950-1980*, Lyon, ENS Editions, 2003.

DUFAUX Frédéric, FOURCAUT Annie, dir., *Le monde des grands ensembles*, Créaphis, 2004.

DUMONT Marie-Jeanne, FROMONOT Françoise et VAYSSIERE Bruno, « Le logement, une histoire française », Paris, *L'Architecture d'aujourd'hui*, n°303, 1996.

DUBY G., ARIES P., *Histoire de la vie privée*, tome 5, « De la première guerre mondiale à nos jours », sous la direction PROST A. et VINCENT G., Paris, Le Seuil, 1987.

FARGE Arlette, *Le goût de l'archive*, 1er édition 1989, Paris, Le Seuil, 1997.

FLAMANT J-P, *Loger le peuple. Essai sur l'histoire du logement social*, Paris, La Découverte, 1989.

FOURASTIE Jean, *Les Trente Glorieuses ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, Fayard, Paris, 1979.

FOURCAUT Annie, « Trois discours, une politique ? », *Urbanisme*, n° 322, janvier-février 2002, p. 39-45.

GUERRAND Roger-Henri, *Les origines du logement social en France*, Paris, Les Editions ouvrières, 1967 (nouvelle édition sous le titre *Propriétaires et locataires. Les origines du logement social en France*, Paris, Quintette, 1987).

GUINCHAT Pierre, CHAULET Marie-Paule, GAILLARDOT Lisette, *Il était une fois l'habitat*, éditions du Moniteur, Paris, 1981.

GAUBERT Sonia, COHU Rosine, sous la direction de PEYCERE David, RAGOT Gilles, *Archives d'architectes, Etat des fonds, 19^{ème} – 20^{ème} siècles*, Institut français d'architecture, Direction des archives de France, La documentation Française, 1996.

GAUTHEY Dominique, *Photographies de la Reconstruction – territoires de l'anonyme*, DEA, Université Paris XII, IUP, 1995.

GAUTHEY Dominique, « Les Archives photographiques de la Reconstruction », *Etudes photographiques*, n°3, Paris, Société Française de Photographie, nov. 1997.

La Gazette des archivistes, n° 190-191, 3e-4e trimestre 2000, consacré aux archives d'architectes.

GALMICHE Colette, « Un siècle et plus... d'aménagement urbain », chronologie réalisée par le CDU, 1926-1950, 1951-1975, 1976-2003, Tableau chronologique et synoptique 1955-2003, *Les dossiers du CDU*, 2000.

GUERRAND R-H, *Le logement populaire en France : sources documentaires et bibliographies*, Paris, CERA, 1979. (2ème édition, ENSBA, 1983).

IMBERT M. « Logement, autoconstruction, solidarité : l'exemple des Castors », *Les formes de la solidarité*, étude n° 5 du séminaire *La région parisienne industrielle et ouvrière, Cultures et recherches*, Paris, DRAC Ile-de-France / CNRS, 1999, p. 61-83.

LANDAUER Paul, *La Caisse des dépôts et consignations face à la crise du logement. 1953-1958, Histoire d'une maîtrise d'ouvrage*, thèse de doctorat, Université Paris I - Panthéon Sorbonne, 2004.

LEGOULLON Gwenaëlle, *L'urgence et l'utopie. Des chantiers expérimentaux aux ZUP, une histoire de la genèse des grands ensembles, 1950-1965*, DEA d'histoire sociale et culturelle, Université de Paris I, dir. Annie Fourcaut et Jean-Louis Robert, 2003.

LENGEREAU Eric, *L'Etat et l'architecture, 1958-1981. Une politique publique ?*, Paris, Picard, Comité d'histoire du ministère de la Culture, 2001.

LESCURE Michel, *Immobilier et bâtiment en France (1820-1980) : histoire d'une filière*, Paris, Hatier, 1982.

LUQUET Jean, dir. *Les Archives de l'Equipement : Etat des versements des administrations centrales aux Archives nationales, 1940-1987*, Paris, MELATT, La Documentation française, 1997.

MAROTEAUX Vincent, *Archives du ministère de l'Equipement, du Logement, des Transports et du Tourisme et des anciens ministères de la Construction et des Travaux publics. Etat des versements effectués aux archives nationales arrêté au 31 décembre 1995*, Paris, La Documentation française, 1997.

MARREY Bernard dir., *Les bâtisseurs de la modernité*, Paris, Le Moniteur, 2000.

MEZRAHI Claude, *Regards et témoignages sur Sarcelles*, Sarcelles, Idéographic éditions, 1991.

MOULIN Raymonde, DUBOST F., GRAS A., LAUTMAN J., MARTINON J.P., SCHNAPPER D., *Les architectes*, Paris, Calmann-Lévy, 1973.

MENGIN Christine, «La solution des grands ensembles», *Vingtième siècle*, revue d'histoire, n° 64, octobre-décembre 1999.

MONNIER Gérard, KLEIN Richard (dir.), *Les années ZUP. Architectures de la croissance, 1960-1973*, Paris, Picard, 2002.

PRETECEILLE Edmond, *La production des grands ensembles*, Paris-La Haye, Mouton, 1973.

PECHU Cécile, « De l'appel de l'abbé Pierre à la Confédération générale du logement » dans «La bataille des squatters et l'invention du droit au logement, 1945-1955 », *Les Cahiers du GRMF*, n° 7, 1992.

PEYCERE David, « La vie du projet : composition type d'un dossier d'archives d'architecte », *La Gazette des archivistes*, n° 190-191, 3e-4e trimestre 2000.

PEYCERE David, « Proposition de tri dans un dossier d'architecte », *La Gazette des archivistes*, n° 190-191, 3e-4e trimestre 2000.

PICON Antoine, RIBEILL Georges, *Pour un guide des archives de l'administration de l'Équipement*, rapport de recherche pour la DRAST, Paris, 1993.

POUVREAU Benoît, *Eugène Claudius-Petit (1907-1989). Un politique en architecture*, Paris, Le Moniteur, 2004.

Reconstruction et modernisation. La France après les ruines, 1918...1945..., exposition organisée par la Direction des Archives de France, Paris, Archives nationales, 1991.

ROSEN Jacques, *Guide des archives du ministère de l'Équipement et du Logement portant sur la période 1945-1958*, rapport de recherche, Paris, 1982.

RAGOT Gilles, dir., *Archives d'architecture du XX^e siècle*, Bruxelles-Liège, IFA-Mardaga, 1991.

TOPALOV Christian, *Les promoteurs immobiliers. Contribution à l'analyse de la production capitaliste du logement en France*, Paris-La Haye, Mouton, 1974.

VAYSSIERE Bruno, CANDRE Manuel, VOLDMAN Danièle, *Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme 1944-1954 : une politique du logement*, Paris, IFA-PCA, 1995

VAYSSIERE Bruno, *Reconstruction, déconstruction, le hard-french ou l'architecture des Trente Glorieuses*, Paris, Picard, 1988.

VIEILLARD-BARON Hervé, « Sarcelles : un cas toujours exemplaire ? », *Urbanisme* n° 322, janvier-février 2002.

VOLDMAN Danièle dir., « Région parisienne. Approche d'une notion 1860-1980 », *Les Cahiers de l'IHTP*, n°12, octobre 1989.

VOLDMAN Danièle, *La reconstruction des villes françaises de 1940 à 1954, histoire d'une politique*, Paris, L'Harmattan, Collection Villes, Histoire, culture, société, de l'Université des Sciences Humaines de Strasbourg, février 1997.

LISTES DES LIEUX RESSOURCES

ADVO

Archives départementales du Val-d'Oise.

Directeur : Marie-Hélène Peltier.

3 avenue de la Palette, 95011 Cergy-Pontoise Cedex.

Tél. : 01.34.25.36.75 (standard)

Tél. : 01 34 25 37 70 (salle de lecture)

Tél. : 01 30 32 91 39 ; télécopie : 01.30.32.91.39

Lu.-Ve. 8 h 45 à 17 h.

Fermeture annuelle : 1^{re} semaine d'août et semaine entre Noël et Jour de l'An et les derniers vendredis de mars, juin et septembre.

AM Garges

Archives municipales de Garges-lès-Gonesse

Service documentation, archives

Responsable : Jacques Ratel.

Hôtel de ville, B.P. 2, 95141 Garges-lès-Gonesse Cedex.

8 place de l'Hôtel de Ville.

Tél. : 01.34.53.31.65 ; télécopie : 01.34.53.31.75

Lu., Ma., Me., Ve. de 14 h à 17 h ; Je. de 16 h à 20 h.

Fermeture annuelle : 14 juillet - 15 août.

AM Sarcelles

Archives municipales de Sarcelles

Service documentation, archives

Responsable : Josiane Gonçalves.

Hôtel de Ville, 3 rue de la Résistance, 95200 Sarcelles.

Tél. : 01.34.38.21.79 ; télécopie : 01.39.94.31.09

Ma.-Ve. 9 h à 12 h et 13 h 30 à 17 h 15 (fermé le lundi et le jeudi matin).

Fermeture annuelle : se renseigner

AM VLB

Archives municipales de Villiers-le-Bel

Responsable : Paul Billé.

Mairie, 32, rue de la République, 95400 Villiers-le-Bel.

Tél. : 01.34.29.29.89 ; télécopie : 01.34.29.29.34

Lu.-Ve. 8 h à 12 h et 13 h 30 à 17 h 30.

AM Le Havre

Archives municipales du Havre

Responsable Sylvie Barot

Fort de Tourneville, 55, rue du 329^e, 76620 Le Havre

Tel. 02 35 54 54 02 70 : télécopie 02 35 19 46 15

Mel : Archives@ville-lehavre.fr

AN

Centre historique des Archives nationales (CHAN)

Directeur : Gérard Ermissé

60, rue des Francs-Bourgeois, 75141 Paris Cedex 03. Tél. standard : 01.40.27.60.00

Inscriptions et consultations :

Entrée du public : CARAN, 11 rue des Quatre-Fils, 75003 Paris

Pour tout renseignement : tél. : 01.40.27.64.19 ; télécopie : 01.40.27.66.28

Inscription : 9 h à 17 h, du lundi au vendredi

Salles de consultation : 9 h à 17 h 45, du lundi au samedi.

Accès des chercheurs le samedi : exclusivement réservé aux chercheurs munis d'une carte en cours de validité. Fermeture annuelle : se renseigner.

Pendant toute l'année 2004 et une partie de 2005, l'inscription des chercheurs et la communication des documents se feront dans l'hôtel de Soubise (60 rue des Francs-Bourgeois, 75003 Paris).

Conditions d'accès : un droit d'inscription est perçu : 20 euros (tarif étudiants 10 euros) pour une carte annuelle, 5 euros (tarif étudiant, 2,5 euros,) pour une carte temporaire (7 jours) ; Un laissez-passer gratuit peut être délivré pour les consultations n'excédant pas une journée.

Possibilité de réserver des documents par Internet (chercheurs munis d'une carte en cours de validité exclusivement) : voir le site Internet www.archivesnationales.culture.gouv.fr/chan

Département de la communication des documents : Claire Béchu

Centre d'accueil et de recherche des Archives nationales (CARAN) : 01.40.27.64.02
télécopie : 01.40.27.66.28

Section du XXe siècle : Isabelle Neuschwander

Tél. : 01.40.27.67.12 télécopie : 01.40.27.66.03

Section des cartes et plans et de la photographie : Cécile Souchon

Tél. : 01.40.27.61.32

Centre des archives contemporaines

Directeur : Christine Pétilat

2 rue des Archives, 77300 Fontainebleau

Tél. : 01.64.31.73.00 télécopie : 01.64.31.73.03

Lu.-Ve. 9 h à 16 h 30. Demander les documents la veille au plus tard.

ARIDF

Service des archives de la région Ile-de-France

Conseil régional

Responsable : Fabienne Studer-Redon,

Contact, Marie Pierre Marcelot

35, boulevard des Invalides 75007 Paris

Tél. : 01 53 85 50 80

fabienne.studer-redon@iledefrance.fr

marie-pierre.marcelot@iledefrance.fr

Consultation sur rendez-vous

ARPE

Atelier de restitution du patrimoine et de l'ethnologie

Responsable : Isabelle Lhomel

Hôtel du Département

Batiment K

2, avenue du Parc

95032 Cergy-Pontoise Cedex

Tél. : 01 34 25 37 39 télécopie : 01 34 25 38 30

BNF

Bibliothèque nationale de France

Site François-Mitterrand

Quai François Mauriac

75706 Paris cedex 13

Tél. : 01 53 79 59 59

<http://www.bnf.fr>

Modalité de consultation : voir le site Internet

CAMT

Centre des archives du monde du travail

Responsable : Françoise Bosman

Tél. : 03 20 65 38 00 télécopie 03 20 65 38 01

Mel : camt@culture.gouv.fr

Ouverture du lundi au vendredi de 9h à 17h

Conditions d'accès : un droit d'inscription est perçu : 20 euros pour une carte annuelle, valable un an dans tous les centres des Archives Nationales, 5 euros pour une carte hebdomadaire, valable 7 jour à compter de sa délivrance,

Un laissez-passer gratuit peut être délivré pour les consultations n'excédant pas une journée

CDC

Caisse des dépôts et consignations, Service des Archives

Responsable des recherches historiques :

Martine Creff

Tél. : 01.58.50.36.59

Sur rendez vous

15, quai Anatole France

75007 Paris

matine.creff@caissedesdepots.fr

CDU

Centre de documentation de l'urbanisme

Responsable : Michel Griffon

Arche de La Défense

92055 Paris-La-Défense Cedex 04 (à gauche de l'Arche)

Tél. : 01 40 81 11 78

<http://www.urbanisme.equipement.gouv.fr/cdu>

Lu., Ma., Me., Je., Ve., de 13h à 17h 30

EAPV

Ecole d'architecture de Paris La Villette

Centre de documentation

Responsable : Sylviane Ricou

144 rue de Flandre, 75019 Paris

Tél. : 01 44 65 23 00 télécopie 01 44 65 23 01

www.paris-lavillette.archi.fr

Salle 200B, escalier 0A ou 0B, 2 étage,

Lu., Ma., Je., Ve., 10h 18h, Me., 14h 18h

Forum des images

Porte Saint-Eustache

Forum des Halles

75001 Paris

Tél. : 01 44 76 62 00 - 01 44 76 63 33 télécopie 01 40 26 40 96

<http://www.forumdesimages.net>

Entrée à la journée (plein tarif 5,50 euros, tarif réduit, 4, 50 euros, carte d'abonnement à l'année)

FFF

Groupe FFF service communication

Contact : madame Barrault

159 rue Nationale, 75013 Paris

Tél. : 01 40 77 15 15

Consultation limitée

IAURIF

Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France

Médiathèque Ile-de-France,

15, rue Falguière 75740 Paris cedex 15

Tél. : 01 53 85 79 17 Télécopie : 01 53 85 76 27

mediatec@iaurif.org

Consultation sur rendez vous, les après midi du Ma-Ve, de 14h30 à 17h30

Accès limité aux professionnels de l'urbanisme et de l'aménagement

Recherche informatisée

Responsable de la photothèque: Aurélie Lacouchie

IFA

Institut français d'architecture, Cité de l'architecture et du patrimoine

Centre d'archives d'architecture du XX^e siècle.

Responsable : David Peyceré

contacts : Alexandre Ragois ; Nolwenn Rannou

127 rue de Tolbiac, 75013 Paris.

Tél. : 01.45.85.12.00 télécopie : 01.45.70.79.38

Mél : centredarchives@citechailot.org ; nrannou@citechailot.org ; aragois@citechailot.org

Ma., Me. et Je. : 9 h 30 à 13 h et 14 h à 18 h (sur rendez-vous)

Maison du Patrimoine de Sarcelles

Gilbert Morin, président de l'association *Sarcelles et son histoire*

1, rue des Piliers 95200 Sarcelles

Tél. : 01 34 19 59 28

sarcelles.sonhistoire@wanadoo.fr

Mission Images et Cinéma du Conseil général du Val-d'Oise

Responsable : Patrick Glâtre

Hôtel du département

Batiment K

2, avenue du Parc

95032 Cergy-Pontoise Cedex

Tél. : 01 34 25 34 78 télécopie : 01 34 25 38 30

MMIV

Mission Mémoires et Identités en Val de France

Responsable : Catherine Roth

Communauté d'agglomération Val de France

1, boulevard Carnot

95 400 Villiers-le-Bel

Tél. : 01 34 04 20 32 télécopie 01 34 19 01 99

Portable : 06 73 50 19 85

Mel : catherineroth@agglo-valdefrance.fr

Photothèque du ministère de l'Équipement, des Transports et du Logement

Service d'information et de communication (SIC)

Ministère de l'Équipement

Contact : Daniel Coutelier, Daniel-Joseph Reinette,

Arche de La Défense 92055 La Défense Cedex

(Pilier Sud, 27^e étage)

Tél. : 01 40 81 93 60, télécopie 01 40 81 31 10

Consultation l'après-midi sur rendez-vous

Toit et Joie, siège social

Contacts : Paul Dalverny, responsable des services généraux ; Pierre Thirault, directeur technique.

82 rue Blomet 75015 Paris

Tél. : 01 40 43 59 19

Sur présentation d'une demande justifiée (l'objet de la recherche, l'organisme commanditaire) ; archives consultables une semaine après la demande.

SIGLES

AFTRP : Agence Foncière et Technique de la Région Parisienne

CARP : Comité d'Aménagement de la Région Parisienne

CDC : Caisse des Dépôts et Consignations

CES : Conseil Economique et Social

CCES : Comité Consultatif Economique et Social

CTRI : Commissariat Technique à la Reconstruction Immobilière

CSTB : Centre Scientifique et Technique du Bâtiment

DATAR : Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale

DDE : Direction Départementale de l'Equipement

DGEN : Délégation Générale de l'Equipement National

FDES : Fonds de Développement Economique et Social

FFF : Foyer du Fonctionnaire et de la Famille

FNAH : Fonds National d'Aide à l'Habitat

FNAT : Fonds National d'Aménagement du Territoire

FNAFU : Fond national d'Aménagement Foncier et d'Urbanisme

HBM : Habitations à Bon Marché

HLM : Habitations à Loyer Modéré

IAURIF : Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Ile-de-France

IAURP : Institut d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Parisienne

LEN : Logements Economiques Normalisés

LEPN : Logements Economiques de Première Nécessité

LOGECOS : Logements Economiques et familiaux.

LOPOFAS : Logements Populaires et Familiaux.

MRL : Ministère de la Reconstruction et du Logement.

MRU : Ministère de la Reconstruction et de l'Urbanisme

OPDHLM : Office Public Départemental de HLM

OPHLM : Office Public de HLM

OPMHLM : Office Public Municipal de HLM

PADOG : Plan d'Aménagement et d'Organisation Générale de la Région Parisienne

PARP : Plan d'Aménagement de la Région Parisienne

PAZ : Plan d'Aménagement de Zone

PDUI : Plan d'Urbanisme Intercommunal

SARP : Service d'Aménagement de la Région Parisienne

SAHLM : Société Anonyme d'HLM

SCI : Société de Crédit Immobilière

SCIC : Société Centrale Immobilière de la CDC

SDAU : Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme

SDAURP : Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de la Région Parisienne

ZAD : Zone d'Aménagement Différé

ZAC : Zone d'Aménagement Concerté

ZAE : Zone d'Aménagement Economique

ZUP : Zone à Urbaniser en Priorité

CONSEIL SCIENTIFIQUE

Le conseil scientifique constitué pour la réalisation de ce guide des sources a réuni les personnes suivantes :

BILLE Paul	Responsable des Archives Municipales de Villiers-le-Bel
FARAUT François	Conseiller à l'ethnologie DRAC d'Ile-de-France
FOURCAUT Annie	Directeur Centre d'Histoire Sociale du XX ^e siècle
GONCALVES Josiane	Responsable des Archives Municipales de Sarcelles
LEGOULLON Gwenaëlle	Chercheur au Centre d'Histoire Sociale du XX ^e siècle
PELTIER Marie-Hélène	Directeur des Archives Départementales du Val-d'Oise
PEYCERE David	Responsable des archives de l'Institut Français d'Architecture
RATEL Jacques	Responsable des Archives Municipales de Garges-lès-Gonesse
RODRIGUEZ Jésus	Directeur Maîtrise d'ouvrage à la Communauté d'Agglomération
ROTH Catherine	Chef de projet Mission Mémoires et Identités en Val de France
SINDRES Aline	Documentaliste à la Mairie de Garges-lès-Gonesse

REMERCIEMENTS

Nous tenons à remercier toutes les personnes sollicitées dans le cadre de cette étude, et notamment :

Mairie de Garges-lès-Gonesse

Muriel Barret-Castan
Claude Burlaud
Nathalie Ledon
Jacques Ratel
Aline Sindres

Mairie de Sarcelles

Livana Emilien
Josiane Goncalves
Hervé Lacrouts
Josette Vivanz

Mairie de Villiers-le-Bel

Paul Billé
Maurice Bonnard

Archives départementales du Val-d'Oise

Jérôme Blachon
Patrick Lapalu
Brigitte Lesbats
Marie Hélène Peltier
Dominique Neradj

Institut français d'architecture

Sonia Gaubert
David Peyceré
Nolwem Rannou

Ministère de l'équipement

Daniel Coutelier

Centre de recherche sur l'habitat

Jean-Claude Croizé
Mireille Thirion

Archives de la région Ile-de-France

Marie-Pierre Marcelot
Fabienne Studer-Redon

Institut d'aménagement de la région Ile-de-France

Florence Cadeau
Aurélie Lacouchie

Caisse des Dépôts et Consignations

Martine Creff

Groupe FFF

Madame Barrault

Toit et Joie

Paul Dalverny

Pierre Thirault

Atelier de restitution du patrimoine et de l'ethnologie

Béatrice Cabedoce

Marie-Madeleine Canet

Isabelle Lhomel

TABLE DES MATIERES

PREFACE.....	1
AVANT-PROPOS	3
1. INTRODUCTION	5
1.1 Avant-propos	5
1.2 Repères sur les grands ensembles de Val de France.....	8
1.2.1 Garges-lès-Gonesse.....	8
1.2.2 Sarcelles.....	9
1.2.3 Villiers-le-Bel.....	10
2 LES MUNICIPALITES.....	12
2.1. Les services techniques	12
2.1.1 Données générales.....	12
2.1.2 Garges-lès-Gonesse.....	14
2.1.3 Sarcelles.....	15
2.1.4 Villiers-le-Bel.....	16
2.2 Conseil municipal.....	17
2.2.1 Données générales.....	17
2.2.2 Garges-lès-Gonesse.....	17
2.2.3 Sarcelles.....	18
2.2.4 Villiers-le-Bel.....	18
2.3 Bulletins municipaux et autres supports de communication	18
2.3.1 Données générales.....	18
2.3.2 Garges-lès-Gonesse.....	19
2.3.3 Sarcelles.....	19
2.3.4 Villiers-le-Bel.....	20
2.4 Les fonds relatifs à la population	20
2.4.1 Données générales.....	20
2.4.2 Garges-lès-Gonesse.....	21
2.4.3 Sarcelles.....	22
2.4.4 Villiers-le-Bel.....	22
3. Le MINISTERE DE L'URBANISME ET DE LA RECONSTRUCTION	23
3.1. Repères historiques	23
3.2 Les versements des différentes directions.....	24
3.2.1 Les grandes séries de fonds	24
3.2.2 Instruments de recherche.....	25
3.3 Articles concernant les trois communes.....	26
3.4 Campagnes photographiques	28
3.4.1 Documents communs	28
3.4.2 Garges-lès-Gonesse.....	29
3.4.3 Sarcelles.....	29
3.4.4 Villiers-le-Bel.....	29

4. L'AMENAGEMENT REGIONAL	30
4.1 Repères historiques	30
4.1.1 Les étapes de la planification	30
4.1.2 Le District et l'IAURP (IAURIF)	30
4.2 Les différents fonds d'archives	31
4.2.1 Les versements du District	31
4.2.2 Le fonds du Comité consultatif économique et social (CCES)	32
4.2.3 Les archives de l'IAURP, IAURIF	32
4.2.4 La photothèque de l'IAURIF	33
5. LE DEPARTEMENT	34
5.1 Préfecture de Seine-et-Oise puis du Val-d'Oise	34
5.1.1 Direction des affaires communales	34
5.1.2 Le service de coordination de l'action économique (SCAE)	35
5.1.3 Cabinet de la préfecture	36
5.2. Sous-préfecture de Montmorency	37
5.3. Conseil général	37
5.4 La Direction départementale de l'équipement, DDE	38
5.4.1 Permis de construire	38
5.4.2 L'Atelier d'urbanisme	38
5.4.3 Le service des constructions publiques	39
5.4.4 Le service chargé de la programmation et du financement des infrastructures	39
5.5. Services fonciers du Val-d'Oise	40
5.6 Documents graphiques	40
5.6.1 Cartes topographiques	40
5.6.2 Plans du Ministère de l'Urbanisme et de la Reconstruction	41
5.7 Campagnes photographiques	41
5.7.1 Photographies aériennes de la documentation française	41
5.7.2 Photographies aériennes, Institut géographique national (IGN)	42
5.7.3 Cartes postales	42
6 LES BAILLEURS ET LES CONSTRUCTEURS	43
6.1 La Caisse des Dépôts et Consignations et la SCIC	43
6.1.1 Repères historiques	43
6.1.2 Les fonds de la SCIC	44
6.1.3 Les fonds de la CDC	45
6.2 Le Foyer du Fonctionnaire et de la Famille (FFF)	46
6.2.1 Repères historiques	46
6.2.2 Photothèque	46
6.3 Société d'HLM Toit et Joie	47
6.3.1 Repères historiques	47
6.3.2 Les fonds	47
6.4 Baticoop	48
6.4.1 Repères historiques	48
6.4.2 Fonds Baticoop	48
6.4.3 Journal	49
6.4.4 Mémoire orale	49

7. LES ARCHITECTES	50
7.1 Repères sur les architectes urbanistes liés à la conception des grands ensembles.....	50
7.2 Les archives des architectes	51
7.3 Les dossiers concernant les architectes intervenus dans la construction des grands ensembles des trois communes.....	52
7.3.1 Fonds d'architectes.....	52
7.3.2 Les fonds de la direction de l'Architecture et de l'Urbanisme (DAU).....	54
8 LES ASSOCIATIONS	56
8.1 Presse associative.....	56
8.2 Le fonds des associations syndicales de propriétaires.....	57
8.3 Fonds de l'Association pour le Logement Familial et l'Animation des grands ensembles.....	57
9 L'ACTION CULTURELLE.....	58
9.1 Archives municipales de Garges-lès-Gonesse.....	58
9.2 Mission Mémoires et Identités en Val de France.....	59
9.3 Atelier de Restitution du Patrimoine et de l'Ethnologie	60
10 PISTES A SUIVRE.....	62
10.1 Les médias	62
10.1.1 Presse professionnelle.....	62
10.1.2 La presse locale.....	62
10.1.3 L'audiovisuel.....	63
10.2 Recherches et écrits sur les trois communes.....	63
10.2.1 Garges-lès-Gonesse.....	64
10.2.2 Sarcelles.....	64
10.2.3 Villiers-le-Bel.....	65
10.3 Autres fonds.....	66
BIBLIOGRAPHIE	67
LISTES DES LIEUX RESSOURCES.....	71
SIGLES	76
CONSEIL SCIENTIFIQUE	78
REMERCIEMENTS	79
TABLE DES MATIERES	81

Crédits photographiques

Page de couverture : Maurice Bonnard, Madame Douek

Carte aérienne à l'intérieur du document : Institut Géographique National

Tous droits réservés.



Les éditions de la Mission Mémoires et Identités en Val de France :

Revue *Patrimoine en Val de France*

- N°1 « Des acteurs des lieux des projets » (2003)
- N°2 « Nature et ville » (2004)
- N°3 « Mobilités » (2005)

Collection « Les publications du Patrimoine en Val de France »

- N°1 *Histoires d'ensembles* (2005)
- N°2 *Associations, à vos archives ! Petit guide pour la mémoire associative* (2005)
- N°3 *Guide des sources pour l'étude des grands ensembles de Val de France, Garges-lès-Gonesse, Sarcelles et Villiers-le-Bel 1950-1980* (2005)

